

Relève à la Banque centrale des Etats-Unis

Le départ de M. Volcker perturbe les marchés des changes

Un homme d'influence

L'ampleur de la réaction des marchés des changes au départ de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, banque centrale des Etats-Unis, donne la mesure du prestige que l'homme avait acquis et de l'importance de sa fonction. A huit jours du sommet de Venise, sur lequel plane le spectre d'un ralentissement général de la croissance et d'une aggravation de la situation d'un tiers-monde lourdement endetté, la planète entière a les yeux fixés sur ce personnage redoutable et redouté qui est un président de la Réserve.

Jouissant d'une grande indépendance face à un exécutif souvent tenté de faire pression sur lui, il peut exercer une influence décisive. On l'a bien vu lorsque M. Volcker entreprit au début de 1980 de casser une inflation dépassant 13 % en faisant monter vertigineusement le coût du crédit et en plongeant volontairement les Etats-Unis dans la récession. On l'a vu également lorsque, à partir de 1982, il facilita un redémarrage spectaculaire de la croissance en assouplissant sa politique.

Malgré les déclarations officielles, le départ de M. Volcker était plus ou moins souhaité par la Maison Blanche, qui était récemment entrée en conflit avec lui à propos de sa croisade pour la réduction du déficit budgétaire et le relèvement indispensable des impôts.

Après six ans de présidence de M. Reagan, les Etats-Unis continuent de vivre au-dessus de leurs moyens, accumulant les déficits de toutes sortes et devenant le premier débiteur mondial. Surtout, après deux ans de « sagesse », l'inflation se réveille outre-Atlantique, passant de 1 % à près de 5 % en rythme annuel, sapant la confiance dans le dollar et poussant les taux d'intérêt à la hausse, au risque de provoquer à terme une récession qui pourrait s'étendre.

C'est dire à quel point les faits et gestes de M. Alan Greenspan, successeur de M. Paul Volcker à partir du mois d'août prochain, vont être scrutés par les milieux financiers internationaux. Sans doute sa désignation a-t-elle été relativement bien accueillie : on redoutait tellement celle de M. Beryl Sprinkel, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, jugé trop laxiste. Mais M. Greenspan devra confirmer sa réputation d'orthodoxie, face aux dangers qui menacent l'économie américaine, et acquiescer cette expérience internationale qui faisait la force de son prédécesseur.

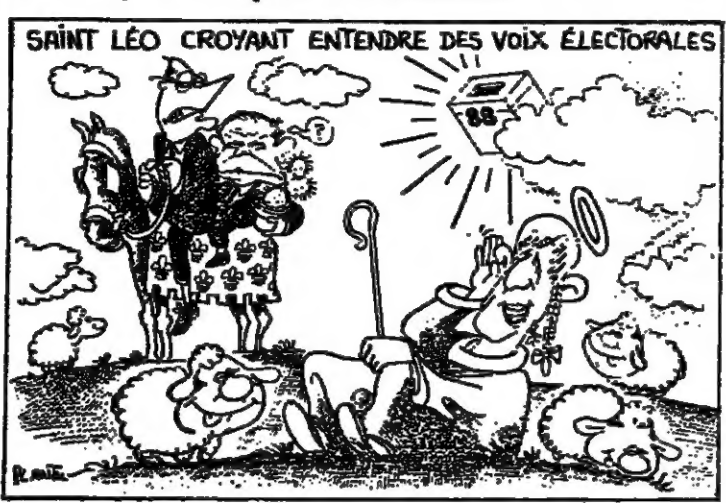
Le fait qu'il soit considéré comme un ami politique de l'équipe en place, dont le soutien avoué est de maintenir la croissance à dix-huit mois des élections, laisse planer sur sa fonction un doute que traduit parfaitement la réaction des marchés financiers.

Dès son entrée à la Réserve fédérale, tout nouveau venu acquiesce cependant un sens plus aigu de ses responsabilités. C'est ce qui s'est passé depuis trois ans pour les administrateurs nommés par M. Reagan, qui, progressivement, ont fait preuve de davantage d'orthodoxie. Il est à souhaiter qu'il en sera de même pour M. Greenspan.

Le président Reagan a annoncé, le mardi 2 juin, la décision de M. Paul Volcker de ne pas briguer un troisième mandat à la tête de la Réserve fédérale. L'actuel président de la Banque centrale, qui prit ses fonctions en août 1979, restera à son poste jusqu'à l'expiration de son mandat en août prochain. Il sera remplacé par M. Alan Greenspan, qui fut conseiller économique du président Gerald Ford de 1974 à 1976. La nouvelle du départ de M. Volcker a perturbé le marché des changes. Les cours du dollar ont chuté brutalement mardi sur tous les marchés, perdant près de 3 %. Cependant le billet vert se redressait légèrement mercredi après l'intervention des banques centrales.

(Lire page 27 les articles de BERNARD GUETTA et de PAUL FABRA.)

Vingt-quatre heures après la publication, le mardi 2 juin, d'un communiqué de l'hôtel Matignon sommant M. Léotard de choisir entre son appartenance au gouvernement et son rôle de chef de parti, la question du départ du ministre de la culture reste posée. Cette crise politique trouvera peut-être son dénouement le 6 juin à Fréjus où le secrétaire général du PR doit s'adresser à ses militants à l'occasion du dixième anniversaire de cette formation. D'ores et déjà, il apparaît que ni M. Chirac ni M. Léotard n'avaient prévu l'ampleur de la secousse.



(Lire nos informations pages 6 et 32)

La majorité divisée par les ambitions présidentielles

Rappelé publiquement à l'ordre par M. Chirac M. Léotard dira samedi s'il quitte le gouvernement

Crise d'autorité

par ANDRÉ FONTAINE

On avait dit trop tôt que 1987 serait, en France, par exception, une année sans élections. Celle du président de la République a beau n'avoir lieu qu'au printemps 1988, la campagne électorale est pratiquement ouverte. C'est peu de dire qu'elle empoisonne la vie politique, affaiblissant de manière navrante la capacité du pays à répondre aux mille défis auxquels il lui faudrait faire face d'extrême urgence et avec le maximum de détermination.

La crise — le mot n'est pas trop fort — à laquelle nous assistons aujourd'hui n'a résulté pas, comme on aurait pu s'y attendre, d'une aggravation des contradictions entre les deux pôles de la cohabitation. C'est tout le contraire : elle n'a jamais mieux marché. Il faut dire que le chef de l'Etat voit tous les vents souffler pour le moment dans sa direction. Le principal obstacle à

sa réélection tient moins à ses adversaires qu'à son âge. Sachant qu'une bonne part de son actuelle popularité tient à ce qu'il fait de plus en plus figure, aux yeux de l'opinion, de garde-fou, voire de rassembleur, il a mis fin à la querelle contre Matignon. Il se donne même à l'occasion les gants de reprendre à son compte, en en modifiant à peine les termes, telle ou telle formule de Jacques Chirac répondant, sans le nommer, à Jean-Marie Le Pen, dont la capacité d'encombrement croît dans les mêmes proportions que celles du rhinocéros de l'Inde.

Le chef du Front national n'a pas moins de raisons que François Mitterrand, dont il sert ainsi provisoirement les desseins, d'être satisfait : il a mis ce qu'il est convenu d'appeler la majorité dans l'obligation de se battre sur deux fronts.

(Lire la suite page 6.)

La mort de François Perroux

Le Claudel de l'économie

François Perroux, professeur honoraire au Collège de France, est mort le mardi 2 juin, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans dans une clinique de Stains. Ses obsèques auront lieu le vendredi 5 juin à 16 heures, à l'église Saint-Pierre de Montmartre.

Massif, toujours vêtu de sombre, l'oreille tendue pour pallier une certaine surdité, une voix reconnaissable entre toutes, qui aimait l'envoie, l'éloquence de chaire — celle de Bossuet plus encore que celle de l'Alma mater.

François Perroux fut sans doute, à la fois, l'économiste français le plus renommé, le plus fécond et le plus singulier de notre siècle.

Sa puissance de travail et, ce qui est encore mieux, d'imagination conceptuelle fut riche au point que le seul énoncé de ses livres, articles, communications — en France et dans les quelque quinze universités étrangères dont

il avait été nommé docteur honoris causa, — tient à peine en une quarantaine de pages, simple interligne.

Dès 1926 (il a vingt-trois ans), il publie un livre sur le *Problème du profit*. Pas un petit opuscule d'entrée en matière économique, mais un ouvrage de plus de cinq cent cinquante pages ! Il n'aurait sans doute pu ensuite abattre la somme de contributions que l'on sait, s'il n'avait constamment recherché la stimulation de groupes de réflexion, soit à l'université de Lyon où il commença à enseigner, à l'université de Paris, où il prodigua ses cours de 1935 à 1955, à l'Ecole pratique des hautes études, à l'Institut des sciences politiques, et largement hors de nos frontières.

Mais ses « laboratoires » les plus productifs furent incontestablement l'Institut de science économique appliquée, fondé en 1944 et qui devint ensuite l'Insti-

tut de sciences et de mathématiques économiques appliquées (ISMEA), le Collège de France où il se vit attribuer la chaire d'analyse des faits économiques et sociaux, enfin l'Institut d'études pour le développement économique et social qu'il dirigea pendant quelques années et où les débats sur le tiers-monde entre étudiants et professeurs furent souvent houleux entre 1965 et 1968.

On ne rassemble pas en un bouquet d'honneurs les mille et une pousses de cet arbre de science, planté en notre sol. Il y avait du Claudel dans François Perroux, cette façon qui n'appartenait qu'à lui de parler souvent sur un registre lyrique du phénomène d'accumulation ou du saint-simonisme, de marier les paysages économiques de l'Orient et ceux de l'Occident, comme pour tenir embrassés le temps et l'espace où l'homme construit.

PIERRE DROUIN.

(Lire la suite page 29.)

Tension entre l'Inde et Sri-Lanka

Les bateaux transportant les secours pour les tamouls ont pris la mer.

PAGE 2

Andres Segovia est décédé

Le célèbre guitariste espagnol s'est éteint à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans à Madrid.

PAGE 20

Philippe Séguin ou l'ambition solitaire.

Pages 12 et 13

Moët-Hennessy et Vuitton fusionnent

PAGE 28

Le Monde

■ Etienne Roda-Gil à la conquête de l'Amérique.

■ Peter Gabriel en tournée.

■ Le III^e Printemps du Théâtre à Paris.

Pages 17 à 23

Le sommaire complet se trouve page 32

La campagne des élections législatives dans les Midlands

Les déchirures du cœur noir de l'Angleterre

A une semaine des élections, la polémique sur les questions économiques est au centre de la campagne électorale britannique. Un sondage, publié le mardi 2 juin, qui laissait prévoir une poussée des travaillistes, a provoqué quelque nervosité dans les milieux financiers. La plupart des instituts de prévision annoncent cependant la victoire des conservateurs.

MANFIELD de notre envoyé spécial

« Deux ans après, toute une communauté, autrefois très soudée, reste profondément divisée au point que l'on se croirait presque en Irlande du Nord. » Le recteur de la paroisse d'Ollerton hésite à peine à faire cette pénible

comparaison. La longue grève des mineurs, en 1984-1985, a laissé de douloureuses cicatrices dans la circonscription de Mansfield, au cœur du pays noir.

C'est à Ollerton que l'on a relevé le premier mort du conflit, dans une bousculade entre manifestants et policiers qui protègeaient les mineurs en rupture avec leur syndicat et son président, M. Arthur Scargill. C'est dans cette région que s'est préparé l'échec de M. Scargill et, pour M^{me} Thatcher, une victoire sans doute aussi importante que celle des Malouines. La « dame de fer » ne manque pas une occasion de se prévaloir de ce haut fait pour vanter les mérites de sa croisade anti-syndicale. Celle-ci est, à ses yeux, l'un des éléments essentiels de la transformation politi-

que, économique et sociale qu'elle souhaite achever.

Aujourd'hui encore, dans cette partie des Midlands, l'hostilité fratricide entre anciens grévistes et anciens non grévistes n'est pas près d'être oubliée. Le terrible mot de « scab » (salaud, traître) est toujours inscrit sur les murs et dans les mentalités. Des familles restent brouillées à jamais et les enfants, dans la cour de récréation, n'en finissent pas de régler les comptes de leurs parents. Il faut savoir que tel pub est celui des « jaunes », tel autre, celui de la « gauche dingue ».

Au centre d'une Angleterre que l'on dit, à divers titres, de plus en plus coupée en deux, les Midlands sont le principal champ de bataille électoral.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 4.)

J.-D. NASIO

les yeux de lauré



Le concept psychanalytique d'objet a dans la théorie de J. Lacan

Aubier

Etranger

SRI-LANKA : l'épreuve de force entre New-Delhi et Colombo

La flottille transportant les secours indiens à la population tamoule a pris la mer

A la suite de la décision indienne d'acheminer, par voie maritime, une aide humanitaire à la population tamoule de la presqu'île srilankaise de Jaffna, Colombo a placé ses forces armées en état d'alerte. Ce mercredi 3 juin, la flottille indienne transportant les secours a pris la mer.

MADURAI (Sud de l'Inde)
de notre envoyé spécial

Epreuve de force entre un géant et un nain ? L'armée srilankaise sur le pied de guerre : la diplomatie indienne plus décidée que jamais à violer l'intégrité territoriale de l'ancien Ceylan pour secourir les Tamouls de Jaffna : les séparatistes tamouls accusés d'avoir sauvagement assassiné, au petit matin, trente-trois personnes, dont vingt-neuf moines bouddhistes, dans le sud-est de l'île. La journée du mardi aura été la plus chaude, la plus tendue et potentiellement la plus dangereuse de l'histoire des relations indo-srilankaises.

Mercredi, après une nuit d'une activité fébrile entre New-Delhi, Madurai et Colombo, on ne savait toujours pas avec certitude si M. Rajiv Gandhi allait ou non prendre le risque d'une confrontation armée pour mener à bien la « mission humanitaire » dont il s'est chargé. La flottille de bateaux de pêche sur lesquels seront chargés médicaments et vivres destinés aux Tamouls ira comme prévu à Jaffna, affirmait-on la veille aux quatre-vingt-dix journalistes amenés pour l'occasion à Madurai.

New-Delhi ajoutait que les vingt embarcations prévues ne seront « ni armées ni escortées ». A tout hasard, cependant, on faisait savoir « en privé » aux envoyés spéciaux que les frégates des gardes-côtes de la marine indienne croiseront dans les parages « au cas où... ». Un peu plus tôt, dans l'après-midi, au cours d'une session parlementaire extraordinaire précédée d'un conseil des ministres non moins extraordinaire, le chef du

gouvernement srilankais, M. R. Premadasa, avait été des plus fermes : « Nos forces armées, infanterie, marine et aviation ont reçu l'ordre de défendre l'intégrité territoriale du pays. » Et il ajoutait, après avoir rappelé que Colombo était prêt à discuter de l'opportunité et des modalités de l'expédition indienne : « Toute action unilatérale de l'Inde sera considérée par nous comme une violation de notre souveraineté et de notre indépendance. »

En fin de soirée, Colombo avertissait en outre les pêcheurs indiens candidats à la traversée « humanitaire » qu'ils le feraient « à leurs risques et périls ». La tension monta alors encore de quelques degrés. Invités par New-Delhi à retirer sur le champ cette menace, les Srilankais n'en firent rien. Ce fut assez pour décourager M. Motilal Gupta, le chef de la délégation de la Croix-Rouge, tiré la veille de son lit pour « superviser la mission humanitaire » : « Si la Croix-Rouge srilankaise ne coopère pas avec nous, moi, je n'y vais pas. » Mais New-Delhi insista : « Il est impératif que les secours parviennent sans délai aux trois cent mille Tamouls menacés de famine et d'épidémies à Jaffna. »

L'opinion à témoin

Que Colombo ait rejeté ces allégations ne compte pas. L'opinion publique indienne réclame une action en faveur des Tamouls et « l'opération aura lieu ». Les diplomates en poste dans la capitale indienne ont d'ailleurs été officiellement informés mardi de la « situation réelle » à Jaffna par des hauts fonctionnaires des affaires étrangères et par un conseiller privé de M. Rajiv Gandhi. Le premier ministre, lui, était à ce moment-là en voyage au Gujarat, « comme prévu ».

Chacun des deux camps prend désormais l'opinion internationale à témoin. Colombo a fait savoir qu'elle tenait les pays de la région « informés de ce qui sera considéré par tout

le monde comme une menace d'un pays puissant à l'égard d'une petite nation ». Il est également question, dans la capitale srilankaise, d'organiser une manifestation monstre anti-indienne et même éventuellement de demander la réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies. On n'en est pas encore là.

M. Rajiv Gandhi n'a pas cessé depuis deux ans de répéter qu'il n'était « pas question » d'envoyer les soldats à Jaffna défendre « la minorité tamoule contre les atrocités de l'armée srilankaise ». La pression sur le premier ministre indien est-elle devenue si intolérable, et sa position politique intérieure si fragile, qu'il ne puisse reculer sans risque de troubles ? Une chose est sûre, le message des moines bouddhistes — religion majoritaire à Sri-Lanka, alors que la minorité tamoule est essentiellement hindouiste — mardi, sur une route isolée de la région d'Amparai (le Monde du 3 juin), n'a fait que renforcer un peu plus le sentiment anti-indien dans l'ancien Ceylan.

Les moines se rendaient en autobus à Kandy — haut lieu du bouddhisme srilankais — pour une cérémonie religieuse. Un commando armé — des Tigres tamouls, selon les autorités — les a fait descendre du véhicule, les a alignés le long de la route et froidement abattus. En plus des trente-trois morts, une douzaine de moines et huit civils ont été sérieusement blessés.

Si M. Rajiv Gandhi décide de passer outre à l'interdiction formelle de Colombo — qui a toujours accusé New-Delhi de laisser les « terroristes » tamouls s'approvisionner et s'entraîner sur son sol, — nul doute que la petite armée srilankaise n'a pas les moyens de s'opposer longtemps à sa volonté. L'engagement est enclenché. Pour éviter la confrontation, il n'y avait que deux possibilités : trouver un compromis diplomatique ou accepter de perdre la face. Cui, du jeune Rajiv Gandhi ou du vieux Junius Jayewardene, y aurait consenti ?

PATRICE CLAUDE.

CHINE

Le premier ministre se rend dans cinq pays d'Europe orientale

PÉKIN
de notre correspondant

Le secrétaire général par intérim du Parti communiste et premier ministre chinois s'est envolé, le mercredi 3 juin, pour une tournée de dix-huit jours dans cinq pays d'Europe de l'Est : Pologne, RDA, Tchécoslovaquie, Hongrie et Bulgarie. Sur le chemin du retour, M. Zhao Ziyang effectuera une courte visite au Pakistan. Il s'agit de la première tournée d'un chef du Parti et du gouvernement chinois dans les pays du bloc soviétique (URSS exclue), elle marque officiellement la normalisation des relations politiques et idéologiques entre ces pays et la Chine, après plus d'un quart de siècle de brouille due au schisme avec le Kremlin.

Cette normalisation avait été préparée par les visites à Pékin l'an dernier de M.M. Kossyghine et Jurelski, suivies de celles du « numéro un » bulgare et de hauts dirigeants tchèques et hongrois, mais également par l'assouplissement de l'attitude du Kremlin à l'égard de la Chine depuis la mort de Brejnev.

Elle coïncide « les importants progrès accomplis au cours des dernières années », a déclaré M. Zhao à la presse avant de prendre l'avion. « Nous avons beaucoup en commun, et nous construisons tous le socialisme en tenant compte de notre propre situation. Des deux côtés, nous espérons que nos relations vont continuer de progresser. (...) Cette visite contribuera à une meilleure compréhension mutuelle et à une meilleure confiance », a-t-il ajouté.

Les échanges commerciaux entre la Chine et les cinq pays ont atteint l'équivalent de 16,3 milliards de francs en 1986. Après une progression constante depuis 1980, qui avait suivi vingt années de quasi-stagnation, le commerce devrait baisser quelque peu cette année. Mais il représente un avantage

appréciable pour tous ces pays, car il se fait sous forme de troc, ce qui évite aux Chinois comme aux membres du COMECON de puiser dans leurs maigres ressources en devises. Il s'accompagne d'une importante coopération scientifique, technique et culturelle. Des deux côtés, on s'intéresse énormément aux expériences permettant de faire mieux « marcher » le socialisme.

Entente difficile

Il n'en reste pas moins que, sur l'Afghanistan ou l'Indochine par exemple, M. Zhao aura du mal à trouver un terrain d'entente avec ses interlocuteurs, qui restent toujours alignés sur le Kremlin. Ce dernier n'est toujours pas parvenu à obtenir de Pékin un accord sur une « normalisation », à laquelle la Chine oppose toujours « trois obstacles ». En premier lieu, elle réclame la fin du soutien soviétique à l'occupation du Cambodge par les Vietnamiens.

Avant de partir, M. Zhao a annoncé qu'il avait confié l'intérim du gouvernement au vice-premier ministre Wan Li et que M. Hu Qili aurait la charge du secrétariat du comité central du parti. Le fait que ces deux dirigeants, étiquetés comme réformistes et proches de M. Zhao, soient publiquement chargés des affaires courantes et qu'ils aient été les seuls à le saluer à l'aéroport, semble indiquer que M. Zhao a voulu marquer le coup avant de quitter le pays.

Bénéficiant du soutien renouvelé de M. Deng Xiaoping, ayant lancé la contre-offensive contre les réformateurs réticents devant les réformes (le Monde du 30 mai), il réaffirme ainsi sa préférence. M. Zhao a aussi répété qu'il abandonnerait l'un de ses deux postes après le XIII^e congrès du parti, en octobre, et qu'il préférait conserver celui de premier ministre.

PATRICE DE BEER.

CAMBODGE : le rapport d'Amnesty International et les réserves du prince Sihanouk

Des milliers de prisonniers politiques ont été torturés par l'actuel régime de Phnom-Penh

Les violations des droits de l'homme au Cambodge n'ont pas pris fin avec la chute du régime de Pol Pot, chassé de Phnom-Penh par les troupes vietnamiennes, le 7 janvier 1979, après qu'il eût causé la mort de un à deux millions de Khmers. Un rapport d'Amnesty International — le premier entièrement rendu public le mercredi 3 juin en rapporte la démonstration.

Détentions arbitraires, tortures et brutalités diverses : selon Amnesty, « des milliers de prisonniers politiques, détenus sans jugement au cours des dernières années, ont été torturés et maintenus en détention dans des conditions cruelles et inhumaines ». Amnesty dispose d'une liste de quatre cents personnes qui seraient aujourd'hui en détention pour des raisons politiques et de renseignements précis pour un quart d'entre elles. Ce n'est là sans doute, selon l'organisation, qu'une faible proportion du total pour tout le pays.

Le régime de Phnom-Penh affirme être en butte à une « guerre non déclarée » de la part des Occidentaux et de leurs alliés dans le Sud-Est asiatique. La directive en vigueur en matière de détention est, selon les propos d'un ancien fonctionnaire chargé des interrogatoires de suspects, on ne peut plus éloquent : « Peu importe d'arrêter quelqu'un par erreur, l'essentiel est que nul ne soit libéré par erreur. »

Un aspect spécifique de la situation au Cambodge est le sort réservé à ces anciens maquisards qui, cédant aux appels répétés du régime, finissent par rendre leurs armes et se constituent prisonniers auprès des autorités pro-vietnamiennes. La « rééducation » qu'ils doivent subir est entièrement à la discrétion du

petit chef cambodgien ou vietnamien qui les prend en charge. Du reste, aucun membre de la résistance ayant fait défection n'a été nommé à des fonctions de responsabilité dans l'administration de Phnom-Penh.

Pourtant, une fraction indéterminée des populations vivant sous le contrôle de la résistance, du côté thaïlandais de la frontière avec le Cambodge, commence à donner des signes d'une volonté croissante de regagner le pays. Ils sont un quart de million à connaître ainsi le sort de « personnes déplacées » dans des « sites temporaires d'évacuation ». Bangkok leur refusant le statut de réfugiés tout en les laissant bénéficier de l'assistance des Nations unies. Certains vivent dans des camps de réfugiés depuis plus de huit ans. Des dizaines de milliers d'enfants nés dans ces camps ne connaissent de la vie que l'attente, dans un logement de fortune, de la distribution hebdomadaire des rations alimentaires.

L'aide à la résistance

Un rapport sur leur condition, à laquelle Amnesty ne fait que très brièvement référence, existe. Pour la première fois, les Nations unies devraient en principe se prononcer sur ce texte qu'elles ont commandité et qui estime, en conclusion, qu'on ne peut établir une véritable frontière entre l'assistance humanitaire aux populations civiles et l'aide militaire indirecte ainsi offerte à la résistance. En effet, les quelque cinquante mille maquisards des trois factions de la résistance bénéficient de cette assistance humanitaire.

Le rapport en question a été dressé par sept experts indépendants pour le Programme Alimentaire Mondial (PAM) dont l'agence locale en Thaïlande, la United Nations Border Relief Organization (UNBRO), est responsable des secours d'urgence aux civils du Cambodge sur la frontière khméro-thaïlandaise. Les conclusions de ce rapport allant à l'encontre de la thèse officielle des Nations unies et du camp antivietnamien (selon laquelle ces populations faisaient consciemment une répression politique au Cambodge), le PAM s'est abstenu de l'examiner, comme ce

devait être le cas au cours de sa dernière réunion en mai à Rome. Ses auteurs ne sont pas certains qu'il sera lors de la prochaine session bi-annuelle, en septembre.

Le rapport est donc gelé. Par contre, le premier document dressé par l'une de ces spécialistes des questions de réfugiés, Josephine Reynolds (1), devrait être bientôt publié en Grande-Bretagne. Le constat qu'elle établit de la situation dans les huit camps de réfugiés khmers sur la frontière thaïlandaise fait, à l'occasion, frémir sur les dérapages de la bonne volonté internationale dans une situation pareille. Tel ce passage où elle décrit les distributions de rations alimentaires, auxquelles les hommes et enfants malades de plus de huit ans n'ont en principe pas droit (pour éviter de nourrir les maquisards, adultes ou en herbe). Il n'est pas rare, dans les queues de réfugiés, de trouver un gamin déguisé en fille, qui, s'il est démasqué par le fonctionnaire des Nations unies, doit exhiber à son intention ses organes génitaux, sous les quolibets de la foule.

Il est impossible de savoir quelle proportion de ces réfugiés retourneraient au Cambodge s'ils le pouvaient. Il est certain, en revanche, qu'on n'aurait pas vu, il y a quelques années, l'un d'entre eux en exprimer le souhait avec autant d'insistance que cette grand-mère filmée par un cinéaste anglais, Stanley Harper, lui aussi commandité par plusieurs agences des Nations unies, ainsi que par le Comité international de la Croix-Rouge. « Ici, nous n'avons aucun avenir. Si je le peux, je retournerai au Cambodge », lance-t-elle à plusieurs reprises dans ce film, dont le montage devrait être achevé en juin.

La femme, dont le genre a perdu, comme tant d'autres, ses deux jambes dans l'explosion d'une mine, ne se pose pas la question de savoir ce qui lui adviendrait sous l'administration vietnamienne. Il faut souhaiter que ce témoignage puisse voir le jour.

FRANCIS DERON.

(1) Chercheur au Refugee Studies Programme, organisme britannique indépendant. Le livre de J. Reynolds, *Political Prisoners*, est disponible auprès de cet organisme (Queen Elizabeth House, 21 St. Giles, Oxford OX1 3LA; tél. : 865-273-397).

« Je veux mener une action plus conforme aux intérêts de mon peuple » nous déclare l'ancien souverain

BANGKOK
correspondance

« Ma conscience me dicte de reconnaître que je n'ai pas eu la liberté d'union », déclare le prince Sihanouk dans un télégramme qu'il vient de nous adresser de Pyongyang, où il réside actuellement. Depuis que l'ancien souverain du Cambodge s'est mis en congé de son poste de président du Kampuchéa démocratique (coalition de la résistance khmère), le 7 mai, les spéculations allaient bon train (le Monde du 16 mai). Son « congé » politique n'avait pas été simplement provoqué par des incidents sanglants survenus récemment entre les forces sihanoukistes et leurs partisans khmers rouges. Sihanouk, cette fois, confirme qu'il entend surtout contribuer à la recherche d'un règlement politique du conflit.

Estimant que, depuis 1982, « on a utilisé Sihanouk pour obtenir plus de succès à l'ONU et ailleurs, dans l'intérêt non seulement des résistants, mais aussi de leurs commanditaires », le prince déclare qu'il se refuse désormais à jouer ce rôle de « pion sur l'échiquier des confrontations entre deux blocs de puissances antagonistes ».

Une série de messages

Dans une série de messages récents à ses partisans, Sihanouk confirme, certes, d'insister sur son désir de voir les Khmers rouges respecter les droits de l'homme et non seulement dans leurs propres rangs, mais aussi à l'égard des quelque soixante mille civils vivant dans les camps sous leur contrôle direct.

Mais ses motivations profondes sont ailleurs : « Avant ma mort, nous écrit le prince, je voudrais faire pour ma patrie et mon peuple quelque chose de plus positif que ce que les partisans du GCKD (la Résistance) et les Khmers rouges nous ont fait faire jusqu'ici. »

Se qualifiant lui-même de « soldat chef d'Etat du Kampuchéa démocratique », Sihanouk ajoute qu'il souhaite, dans l'avenir, « mener une action plus conforme aux intérêts à long terme du peuple khmer ». « Peut-être arriverai-je un jour à donner aux Khmers et aux deux camps antagonistes une possibilité de faire avancer leur recher-

che jusqu'à l'obtention d'une solution satisfaisante pour tous au problème dit du Kampuchéa », conclut le prince.

Dans un autre télégramme, envoyé à son fils et représentant personnel en Asie, le prince Norodom Ranariddh, Sihanouk confirme qu'il n'assistera pas cette année à

l'Assemblée générale des Nations unies ; il enverra à New-York deux messages dans lesquels il exprimera « le point de vue du gouvernement de coalition, messages qui serviront complètement les intérêts de ce gouvernement et de ses partisans ».

JACQUES BEKAERT.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 65.77.7
Téléc. : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M.M. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Sautet

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82, 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 587 09

75421 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

667 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 069 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : défectueux ou

provisoire : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les sous-propos en capitales

l'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composée 38-15 - Tapis LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde (ISSN 0395-2037) is published daily, except Sundays for 3 400 francs per year by Le Monde
de France, 40-45 St. Michel, L.L.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at
New York, N.Y. Postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedpost U.S.A.
P.O. 45-45 St. Michel, L.L.C., N.Y. 11104.

Diplomatie

Les propositions soviétiques de désarmement

La réaction occidentale « n'est pas adéquate » déclare M. Gorbatchev

Recevant, le mardi 2 juin, à Moscou, une délégation de l'Organisation des Nations unies pour la prévention de la guerre nucléaire, M. Gorbatchev a vivement critiqué l'attitude occidentale en matière de désarmement. Après avoir évoqué les propositions soviétiques en ce domaine, le secrétaire général s'est exprimé, selon l'agence Tass : « La réaction de l'Occident n'est-elle pas adéquate ? Non. On se demande à la fois si tout cela n'est pas un signe de faiblesse de la part de l'URSS (...). En réponse à nos initiatives, (...) nous nous heurtons purement et simplement à des attitudes politiques ». M. Gorbatchev a critiqué une nouvelle fois le concept de dissuasion nucléaire en tant que « position erronée, dangereuse et profondément amoral », qui est « à la base de la politique de l'OTAN » et dont il faut « venir à bout ».

En matière d'essais nucléaires, il a regretté que les Etats-Unis « n'aient pas fait le moindre pas à notre rencontre ». Il a proposé que les deux superpuissances « adoptent une loi limitant à une kilotonne la puissance des explosions et réduisant leur nombre à un strict minimum ».

Les critiques de M. Gorbatchev étaient d'ordre général et ne semblaient pas viser le problème des

européennes, sur lequel le chef du PC soviétique s'est dit « optimiste » et attend la signature d'un accord « dans un avenir rapproché », a précisé le docteur américain Bernard Low, qui participait à la rencontre. A Genève, M. Oboukhov, chef adjoint de la délégation soviétique, a confirmé, mardi, que les deux parties sont parvenues à rédiger un texte commun sur la base des projets de traité qu'elles avaient déposés, mais il a ajouté que ce texte comporte de nombreuses parenthèses qui sont autant de points de divergences.

Parmi ces divergences, M. Oboukhov a cité la volonté des Etats-Unis d'installer en Alaska les cent ogives de missiles intermédiaires qu'ils auraient le droit de conserver sur leur territoire, ce qui leur permettrait d'attaquer le territoire soviétique. « L'URSS, quant à elle, déploiera ses ogives en un lieu où elles ne pourront atteindre le territoire américain », a dit M. Oboukhov. Le diplomate a également réaffirmé que, en cas d'accord sur la double option zéro, les missiles Pershing-1 A installés en RFA sous contrôle ouest-allemand (mais avec des ogives contrôlées par les Etats-Unis) devront être éliminés. De même, M. Gueassimov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a affirmé dans un entretien au *Bild Zeitung* de mercredi que ces fusées Pershing-1 constituent « un obstacle » et que cet obstacle « doit disparaître ». — (AFP, Tass.)

Moscou et la cohabitation L'ambassadeur soviétique à Paris a « informé » M. Mitterrand sur la visite de M. Chirac en URSS

M. Iakov Riabov, ambassadeur d'URSS en France, a eu, le mardi 2 juin, un entretien d'une heure avec M. Mitterrand, afin de l'informer notamment des résultats de la visite que vient de faire à Moscou M. Jacques Chirac. « J'ai participé à tout le programme de cette visite d'un bout à l'autre, a déclaré l'ambassadeur, et j'ai donc informé le président de la République du bilan de cette visite ».

Le même jour, M. Lopatine, correspondant de l'agence Tass à Paris, critiquait vivement M. Giraud, ministre de la défense, pour les déclarations faites à *France-Soleil* le mardi 2 juin, dans lesquelles il avait proposé de désarmer l'URSS (le *Monde* du 3 juin). « La France a choisi de jouer en Europe occidentale le rôle peu enviable d'instigateur de la course aux armements nucléaires et se voit dans un isolement toujours plus grand, même parmi ses propres alliés », affirme le journaliste, qui accuse M. Giraud de « prôner un accroissement sans précédent des dépenses militaires ».

L'agence cite également M. Barre, qui avait déclaré à l'Europe 1 que la France était descendue de la deuxième à la quatrième place en Europe de l'Ouest pour le développement économique.

La visite du président du Costa-Rica Paris accueille favorablement le plan de paix pour l'Amérique centrale

Les conflits en Amérique centrale et les relations Nord-Sud ont été au centre des conversations qu'ont eues, le mardi 2 juin à Paris, MM. Mitterrand et Oscar Arias, président du Costa-Rica. Le chef de l'Etat a réservé un accueil « très favorable » au plan de paix en Amérique centrale proposé par M. Arias (le *Monde* du 2 juin). On précisait, à l'Elysée, que M. Mitterrand « avait exprimé aucune réserve » à l'égard de ce plan et qu'il avait toujours été du côté « des propositions raisonnables comme celle du groupe de Contadora ».

M. Mitterrand a, un cours d'un déjeuner de travail, assuré son homologue de son intention de parler du plan de paix du Costa-Rica à l'occasion de ses entretiens informels avec le président Reagan, lors du sommet des pays industrialisés à Venise, les 6 et 7 juin, pour sa part, soulignant que « M. Mitterrand et M. Chirac ont tous les deux répondu par l'affirmative » à son plan de paix. — (AFP, Reuters.)

Proche-Orient

LIBAN : l'assassinat de Rachid Karamé Résignation et appréhension

BEYROUTH
de notre correspondant

Les Libanais auraient-ils appris la sagesse en cette treizième année de guerre civile ? C'est en tout cas avec philosophie et résignation, sans haine belliqueuse, qu'ils vivent l'attentat qui a coûté la vie au chef de leur gouvernement.

Cette attitude attentiste correspond à l'état d'esprit que l'on perçoit déjà des deux côtés de la ligne de démarcation à Beyrouth : une sorte de lassitude qui semble rendre plus difficiles que dans le passé de nouvelles batailles. Pourtant, derrière ce sang-froid, perçue une crainte lancinante chez les Libanais : l'attentat qui a tué Rachid Karamé ne saurait être ni un acte individuel ni un acte gratuit. Son commanditaire va donc essayer de l'exploiter. Or, quand et comment ? Et qui est derrière le crime ? Autant de questions qui risquent de demeurer sans réponse. Tout le monde se félicite, dans ces circonstances, que le président de la République, au nom des chrétiens, et le président de l'Assemblée, au nom des musulmans, se soient mis tout de suite d'accord pour désigner M. Selim Hoss au poste de chef du gouvernement par intérim.

Des accusations sont néanmoins échangées entre les protagonistes : le PSP (druze) de M. Walid Joumblatt d'abord, puis avec plus de virulence, M. Nabih Berri, chef d'Amal (chite), ont attribué l'attentat au camp chrétien, et, plus

précisément, aux Forces libanaises et à leurs complices au sein de la fraction chrétienne de l'armée.

Pour le chef d'Amal, cela ne fait pas de doute : l'explosion — d'une puissance d'un kilogramme de TNT placée derrière le siège de Rachid Karamé et qui l'a tué sur le coup — a été déposée avant le départ de l'hélicoptère de la base d'Halat, en territoire chrétien. Les Forces libanaises affirment, pour leur part, que les premières conclusions de l'enquête démontrent que l'explosion a été introduite dans l'appareil à Tripoli et qu'il était muni d'un dispositif d'horlogerie.

Solidarité nationale

Pratiquement, aucune enquête n'a daas le passé abouti à des conclusions décisives. Si l'assassin présumé de Bechir Gemayel a été retrouvé et arrêté, il n'a jamais été jugé et l'affaire a été pratiquement classée.

L'assassinat de M. Karamé a été l'occasion d'une manifestation de solidarité nationale, le secteur chrétien s'étant volontiers joint au secteur musulman pour observer le deuil. Les obsèques officielles devaient avoir lieu mercredi à Tripoli, ville natale du chef du gouvernement assassiné. Le président Gemayel y a délégué M. Hoss, nouveau chef du gouvernement par intérim, le président syrien Assad, le vice-président Khaddam : le roi Hussein de Jordanie, le vice-premier ministre, Majali.

LUCIEN GEORGE.

La question des otages L'Iran détient les « clés du problème » affirme le directeur de l'hebdomadaire « As-Shiraa »

Beyrouth (AFP). — L'imam Khomeiny a désigné un comité de cinq membres pour suivre le dossier des otages occidentaux détenus au Liban, a affirmé aux correspondants du *Mattin* et de l'AFP à Beyrouth M. Hassan Sabra, directeur de l'hebdomadaire *As-Shiraa*, qui déclenche, par ses révélations, le scandale de « l'irangate ».

Ce comité est constitué du président de la République, M. Ali Khamenei, du président du Parlement iranien, l'homme d'Etat Hachemi Rafsanjani, du fils du « guide de la révolution », M. Akhmed Khomeiny, du commandant en chef et du ministre des pèlerins (gardiens de la révolution), M. Mohsen Rezai et Moshen Rafiq-Doust.

L'Iran « détient les clés du problème et aucun otage ne retrouvera la liberté avant que soient satisfaites les exigences de ce pays », Washington doit débloquer les milliards de dollars et poursuivre ses livraisons d'armes, alors que Paris doit régler le contentieux financier et arrêter son soutien à l'Irak », a dit M. Sabra, qui ne cache pas avoir de bons contacts avec certains responsables en Iran.

Pour le directeur d'*As-Shiraa*, « la raison d'Etat iranienne prime sur les exigences des ravisseurs ».

libanais et la question des détenus au Koweït ou en France n'ont survécu que pour harceler et faire chanter les gouvernements concernés ». Pour étayer ses dires, il affirme que des otages ouest-allemands, MM. Rudolf Cordes et Alfred Schmidt, enlevés en janvier, seront libérés « très prochainement » à la suite d'un compromis entre Bonn et Téhéran fondé sur « une garantie de non-extradition aux Etats-Unis » des frères Hamadé, emprisonnés en RFA.

M. Shultz rend hommage au rôle de la France dans le Golfe

Washington (AFP). — Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a laissé entendre, le mardi 2 juin, qu'un accroissement de la présence militaire occidentale dans le Golfe n'était pas indispensable pour assurer la liberté de navigation dans le Golfe. Interrogé sur la possible constitution d'une force maritime internationale dans cette zone, M. Shultz a déclaré : « Je ne sais pas si une coordination particulière est nécessaire ».

Au sujet d'une coopération avec les Soviétiques, M. Shultz a noté que les Etats-Unis et l'URSS se consultaient pour prévenir les incidents en mer et que rien de plus ne semblait nécessaire.

Le président Reagan avait clairement indiqué lundi qu'il demanderait aux alliés des Etats-Unis, lors du sommet des pays industrialisés à Venise du 6 au 10 juin, de participer au renforcement de la surveillance maritime du Golfe. Les propos de

En visite en Israël M. Raimond défend la participation de l'URSS à une conférence de paix

JÉRUSALEM
de notre envoyée spéciale

Les relations franco-israéliennes sont-elles devenues si bonnes que des deux côtés on souhaite éviter tout sujet de discordance pour faire durer cet « état de grâce » ? Alors que la France, à la suite des attaques contre son contingent de « casques bleus » au Liban sud, appuyait en septembre dernier une résolution à l'ONU demandant de nouveau le retrait d'Israël et le déploiement de la FINUL sur la frontière internationale, cette question n'a pas même été abordée au cours des deux jours de visite officielle en Israël du ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond.

De même, la représentation palestinienne à une éventuelle conférence internationale de paix ne semble pas avoir fait l'objet de grandes discussions.

Il aura fallu attendre la conférence de presse donnée le mardi 2 juin pour qu'en réponse à une question M. Raimond rappelle, en Israël, la position de la France sur l'OLP : « Une réalité, a-t-il dit, dans laquelle de nombreux Palestiniens se reconnaissent et avec laquelle il faut compter ». Celle-ci, a-t-il ajouté, doit, d'une manière ou d'une autre, être associée au processus de paix. Une phrase que n'ont pas manqué de relever les huit interlocuteurs palestiniens que le ministre a reçus avant son départ de Jérusalem.

Il s'agit d'une rencontre désormais traditionnelle au cours de laquelle les représentants palestiniens ont tous insisté sur la nécessité de la présence de l'OLP dans tout processus de paix et ont demandé à M. Raimond que la France prenne à cette

fin l'initiative d'une nouvelle résolution à l'ONU, comme l'avaient fait les Européens à Venise en 1980.

Personnalités des territoires occupés, les interlocuteurs du ministre ont aussi souligné que les discours de M. Shimon Pérès en faveur de la paix seraient plus crédibles si celui-ci commençait par faciliter la vie en Cisjordanie et à Gaza.

Interrogé à plusieurs reprises sur la position de l'Union soviétique, M. Raimond a déclaré : « Il faut dédramatiser la question de la participation soviétique. L'URSS n'a pas besoin d'une conférence internationale pour faire son retour au Proche-Orient ; elle y est présente. Au contraire, si on l'écarte, elle pourrait avoir un rôle négatif et empêcher toute solution ».

Selon M. Raimond, la principale préoccupation de M. Pérès est aujourd'hui le fait que la conférence internationale ne puisse en aucun cas imposer une solution aux intéressés. Un souci partagé, semble-t-il, par Paris.

FRANÇOISE CHIPAUX.

« Appel pour la paix »

Un groupe de personnalités françaises a lancé, le mardi 2 juin, à l'occasion du vingtième anniversaire de la guerre israélo-arabe de juin 1967, un « Appel pour la paix au Proche-Orient » ainsi qu'une campagne de signatures d'appui à ce texte.

L'appel, rendu public à l'Institut Pierre Mendès France par l'épouse de l'ancien premier ministre, M^{me} Marie-Claire Mendès France, estime que « le temps est venu d'établir une paix fondée sur la reconnaissance mutuelle, un compromis territorial et l'auto-détermination, seules garanties pour la sécurité d'Israël, la réalisation des aspirations palestiniennes et la stabilité de la région ».

Considérant que le conflit « ne sera jamais résolu par la force », le texte « exhorte les deux parties à surmonter les obstacles de la méfiance et de l'hostilité et à entamer des négociations de paix sans conditions préalables ».

Trois cents personnalités françaises — dont Claude Cheysson, Yves Montand, Edmond Charles-Roux, Elizabeth Badinter, Jean Ellenstein, François Bloch-Lainé, Laurent Schwartz, Alexandre Minkowski, Emmanuel Leroy Ladurie, Jean et Simone Lacouture — ont apposé leur signature à ce document élaboré par le comité français du Centre international pour la paix au Moyen-Orient. Présidé par M. Abba Eban, ancien ministre israélien des affaires étrangères, le Centre a son siège à Tel-Aviv et plusieurs comités à l'étranger.

Ce texte a reçu en Israël le soutien de plusieurs centaines de personnalités politiques et militaires, notamment ceux de Yossi Sarid, des colonels Elie Geva et Meir Pail, d'Abbie Nathan, Amos Oz et A. B. Yehoshua.

Iran : l'imam Khomeiny dit tout le Parti de la République islamique. — A la suite d'une requête du président Ali Khamenei et de l'homme d'Etat Rafsanjani, président du Majlis (Parlement), l'imam Khomeiny a mis fin aux activités du Parti de la République islamique (PRI), parti unique au pouvoir en Iran, a annoncé, le mardi 2 juin, le quotidien *Rissalat*. Selon le journal de Téhéran, « le comité central du PRI a décidé à l'unanimité de cesser ses activités, face aux dangers d'une polarisation qui pourrait engendrer des factions, conduire à la discorde, menacer l'unité nationale et gaspiller les énergies dans les luttes internes ».

Afrique

CENTRAFRIQUE : le procès Bokassa

Le baroud d'honneur de la défense

BANGUI
de notre envoyé spécial

Le procès de Jean-Bedel Bokassa, l'ex-empereur centrafricain, qui s'achève depuis six mois, allait-il s'achever en queue de poisson, le mardi 2 juin, sans réquisitoire, sans plaidoiries et sans verdict ? A l'ouverture de la quatre-vingt-cinquième audience, M^{re} Francis Szpiner, au nom des avocats de la défense, lâchait, en effet, un pavé dans le prétoire en demandant tout bonnement à la cour criminelle de Bangui de se déclarer incompétente.

A l'appui de ses conclusions, M^{re} Szpiner invoquait l'article 38 de la nouvelle Constitution adoptée par référendum en novembre dernier. Cet article prévoit l'immunité pénale pour le président de la République, sauf cas de haute trahison et son éventuelle mise en accusation par les membres de l'Assemblée nationale et du Conseil économique réunis en congrès et statuant à la majorité des trois quarts.

Partant notamment du principe que toute loi qui profite à l'accusé est rétroactive et que, en l'occurrence, M. Bokassa n'est pas poursuivi pour haute trahison, il fallait donc, selon les avocats de la défense,

qui n'étaient à tout le moins pas mécontents d'embarquer la partie adverse, clore séance tenant ce procès-fléuve qui n'avait plus de raisons — juridiques — d'être.

M^{re} Julien Zaramboud, l'un des avocats des parties civiles, qui succédait à la barre à M^{re} Szpiner, ne l'entendait pas de cette oreille. « Ces conclusions ne résistent pas à une analyse sérieuse », assurait-il. A son avis, la défense aurait dû lever ce « livre » au début du procès et non in fine. Au reste, expliquait-il, Jean-Bedel Bokassa d'abord « président de la République du fait », puis empereur de son fait, s'était ainsi, tout au long de sa carrière, placé au-dessus des lois. Hier pour le meilleur et aujourd'hui pour le pire...

« Les avocats centrafricains présents dans ce prétoire, à commencer par M^{re} Zaramboud, sont des avocats de fait puisqu'ils ont été inscrits au barreau par décrets impériaux... », ironisait M^{re} Szpiner. « Dans un état de droit, nos arguments emporteraient l'adhésion, ajoutait-il. Il serait dommage que, à peine adoptée, la Constitution devienne lettre morte ».

Sans écarter d'un revers de manche cette question qualifiée par lui d'« importante », M. Edouard Frank, le président de la cour, déci-

rait néanmoins de la lier au fond, c'est-à-dire de rendre, au terme du procès, soit un arrêt d'acquiescement, soit un verdict. Bien peu d'observateurs imaginent cependant que l'empereur déchu puisse échapper, par cette manœuvre de dernière minute, si fondée soit-elle, aux rigueurs de la justice.

JACQUES DE BARRIN.

● TCHAD : la reconquête de la bande d'Aozou. — Dans une interview publiée, le mardi 2 juin, par le quotidien ivoirien *Fraternité-matin*, M. Gouara Lassou, ministre tchadien des affaires étrangères, déclare à propos de cette bande frontalière occupée par la Libye : « Le peuple tchadien ne croit pas que Kadafi soit prêt à accepter de résoudre ce problème par la négociation (...). Donc, tant que Kadafi ne changera pas d'attitude envers le Tchad, nous croyons que la seule voie qui reste est celle des armes ». A propos, d'autre part, des conditions posées par M. Goukouni Oueddei (qui, après un court séjour au Cameroun, retournera à Alger à la fin de la semaine) pour son retour à N'Djamena, M. Gouara Lassou a rejeté le principe de la dissolution de l'UNIR (le parti unique tchadien). — (AFP.)

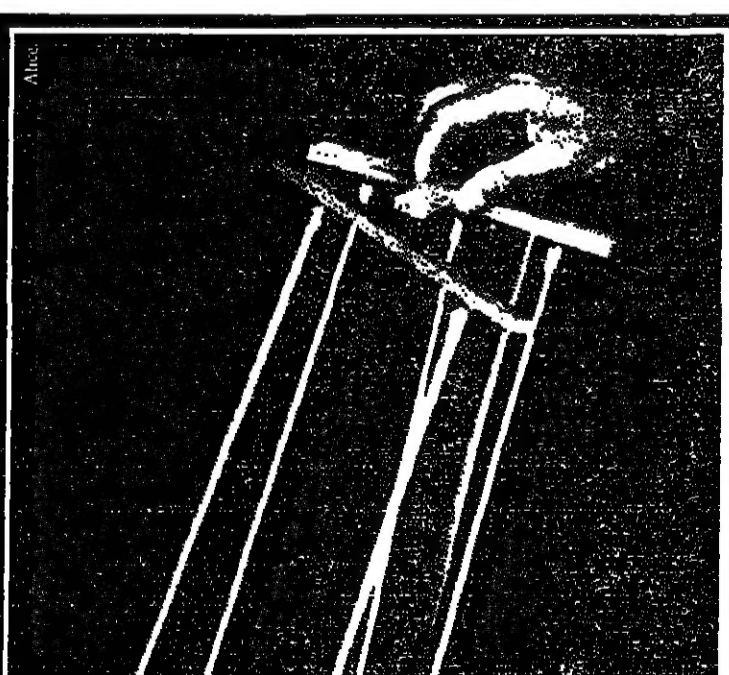
Les dictatures d'intelligentsias

Préface de Alain Peyrefitte, de l'Académie Française

Par Y. Lecerf et E. Parker

La surproduction d'éduqués met en péril la démocratie, qui doit faire face à des complots de véritables « pirates » sociaux. C'est l'effet Effendia. Edouard Parker et Yves Lecerf dressent un constat de cette situation dans le monde et en France, et préconisent des remèdes.

272 pages, 95 F. puf



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Europe

Les déchirures du cœur noir de l'Angleterre

(Suite de la première page.)

Pour tous les observateurs, le scrutin du 11 juin se jouera dans ces « territoires du milieu » où se trouvent la plupart des circonscriptions dites marginales, où, en fonction des résultats de 1983 et des derniers sondages, le succès des conservateurs ou des travaillistes, voire des centristes de l'Alliance, paraît ne tenir qu'à quelques centaines de voix incertaines.

La lutte est extrêmement serrée dans les Midlands de l'Est. Cette région, englobant notamment le Nottinghamshire, est partagée par les lignes de faille qui marquent la Grande-Bretagne des années 80. Comme l'indique une récente étude du *Guardian*, s'y obtoient le Nord déclinant et le Sud « qui monte », nouveaux pauvres et nouveaux riches, « cités industrielles délabrées et villes nouvelles thatchériennes ».

Pour les travaillistes, il s'agit de l'une de ces zones autrefois prospères où le thatchérisme a laissé rouiller l'industrie manufacturière. En tournée électorale, M. John Prescott, ministre du travail dans le « cabinet fantôme », déclare que cent quarante mille emplois ont été perdus dans ce secteur et il s'empresse d'ajouter : « La tragédie est qu'on prétend les avoir remplacés par cent mille autres emplois, mais ceux-ci sont parmi les plus mal payés, sans qualification ; ce ne sont que des boulots de serveuses de hamburgers », et il ajoute : « On n'offre pas à des techniciens la chance de travailler chez McDonald ! »

Pour les Tories, en revanche, les Midlands de l'Est sont une vitrine. Elles ont été gagnées à l'idée du « capitalisme populaire » cher au premier ministre. British Telecom et British Gas privatisés y ont beaucoup d'actionnaires.

Nulle part ailleurs, les locataires de logements sociaux n'ont autant profité des facilités accordées par le gouvernement pour accéder à la propriété. C'est aussi dans cette région que sont situées les houillères de l'avenir, car il y en a encore un pour le charbon britannique. Plusieurs exploitations ultramodernes et très rentables sont en cours de création. Enfin et surtout, c'est là que de nombreux mineurs votent désormais pour le Parti conservateur.

Si, dans l'ensemble du pays, les dernières élections législatives de 1983 ont été perdues par le Labour, ce fut une véritable catastrophe dans cette partie des Midlands. Les travaillistes ne détiennent plus que neuf des quarante-quatre sièges de la région, alors que la majorité de ceux-ci leur paraissent acquis pour toujours. Peuvent-ils les reconquérir ? D'après le fragile calcul établi à partir des élections

locales du 7 mai, ils pourraient raisonnablement espérer reprendre huit sièges aux conservateurs, mais il en faudrait deux fois plus pour être en mesure de l'emporter à l'échelle nationale et mettre ainsi fin à l'ère thatchérienne.

La « gauche dingue »

La tâche est d'autant plus difficile que les douze mois de grève dans les houillères ont, entre autres séquelles désastreuses, provoqué la création d'un syndicat dissident, l'Union des mineurs démocrates (UDM), formé par ceux qui avaient refusé le mot d'ordre de débrayage lancé par l'Union nationale des mineurs (NUM) sans consultation générale de la base, c'est-à-dire en infraction à la nouvelle législation. 80 % des « gueules noires » du Nottinghamshire adhèrent à la

nouvelle organisation. Si bien que l'attitude des dirigeants et des militants de celle-ci sera déterminante pour le sort du Labour.

Les membres de l'UDM appréhendent généralement les efforts de modération déployés par le leader de l'opposition, M. Neil Kinnock, qui a vivement dénoncé le « scabisme » et a entrepris de réduire l'influence de l'extrême gauche au sein du parti travailliste et de la centrale syndicale nationale, TUC. Mais cette « gauche dingue », tant décrite en ce moment par les propagandes conservatrices et centristes, n'a pas disparu. Ni le TUC ni le Labour n'ont reconnu l'UDM. Même si M. Kinnock est parvenu à empêcher les « vendettas » et l'exclusion des adhérents de l'UDM dans les sections locales travaillistes du Nottinghamshire, cela ne saurait suffire à garantir à la gauche la fidélité de la majorité de ces mineurs. Ceux-ci constatent avec amer-

tume que le TUC n'a pas sanctionné le syndicat des électriciens quand, l'an dernier, il a pactisé avec M. Rupert Murdoch, propriétaire du groupe *Times*, pour remplacer cinq mille ouvriers du Livre licenciés.

Faux pas travaillistes

Ainsi, dans la circonscription de Mansfield, ville où l'UDM a installé son état-major, le Labour risque de perdre l'un des sièges qu'il avait réussi à préserver de justesse en 1983. Le député sortant, M. Don Concannon, qui ne se représente pas et soutient l'UDM, déclare qu'il ne votera pas pour son parti. La direction du Labour semble avoir fait preuve d'une singulière maladresse en avalisant pour lui succéder la candidature de M. Alan Meale, un « apparatchik » de la « gauche dure » et un proche de M. Scargill. « C'est de la provocation », dit M. Don Concannon. Elle est d'autant plus regrettable que j'ai une très grande estime pour Neil Kinnock. Une opinion souvent exprimée parmi les mineurs du Nottinghamshire. Le parti paraît donner raison à ses adversaires qui affirment que les « dingos » restent très présents et qu'ils courtisent assidûment les membres de l'UDM, notamment les dirigeants de l'Alliance.

En outre, M. Meale devra compter avec la concurrence d'un candidat « travailliste modéré » ; l'UDM ne l'appuie pas officiellement, mais il ne s'agit pas moins de l'un des siens. Les travaillistes modérés n'ont guère eu de succès lors des élections locales du mois dernier, mais leur tentative en juin pourrait décevoir assez de suffrages de l'électorat travailliste pour entraîner la défaite du candidat officiel.

Autre faux pas qui risque de coûter cher au Labour dans ce comté-clé : l'élection à Nottingham d'une candidate d'origine antillaise qui avait traité de « raciste » l'appareil du parti parce que celui-ci — avec l'assentiment du congrès — persiste à ne pas accepter la création de « sections noires », qui voudraient mieux défendre les intérêts de la population immigrée. Le parti avait une bonne chance, dans cette ville, de regagner un siège actuellement détenu par les conservateurs, mais elle est désormais sérieusement compromise.

FRANCIS CORNU.

ITALIE

Arrestation de la « direction stratégique » de FUCC

Cinq terroristes présumés, arrêtés le vendredi 29 mai à Rome, constitueraient la « direction stratégique » de l'Union des communistes combattants, héritière des Brigades rouges, a-t-on appris dans les milieux chargés de l'enquête.

Ces cinq personnes arrêtées sont Claudia Gioia, une jeune femme recherchée depuis quelque temps par la police, Massimiliano Bravi, Francesco Maietta, arrêté en France en 1985 dans le cadre d'une opération contre Action directe, Daniele Mennella et Paolo Persichetti.

La brigade antiterroriste a également découvert une base clandestine à Ostia, sur le littoral romain. L'UCC a revendiqué l'assassinat du général Licio Giorgini, spécialiste italien de la « guerre des étoiles », tué le 20 mars dernier à Rome.

Cette opération porte à quatorze le nombre de membres présumés de l'UCC arrêtés en Italie depuis le début de l'année. — (AFP.)

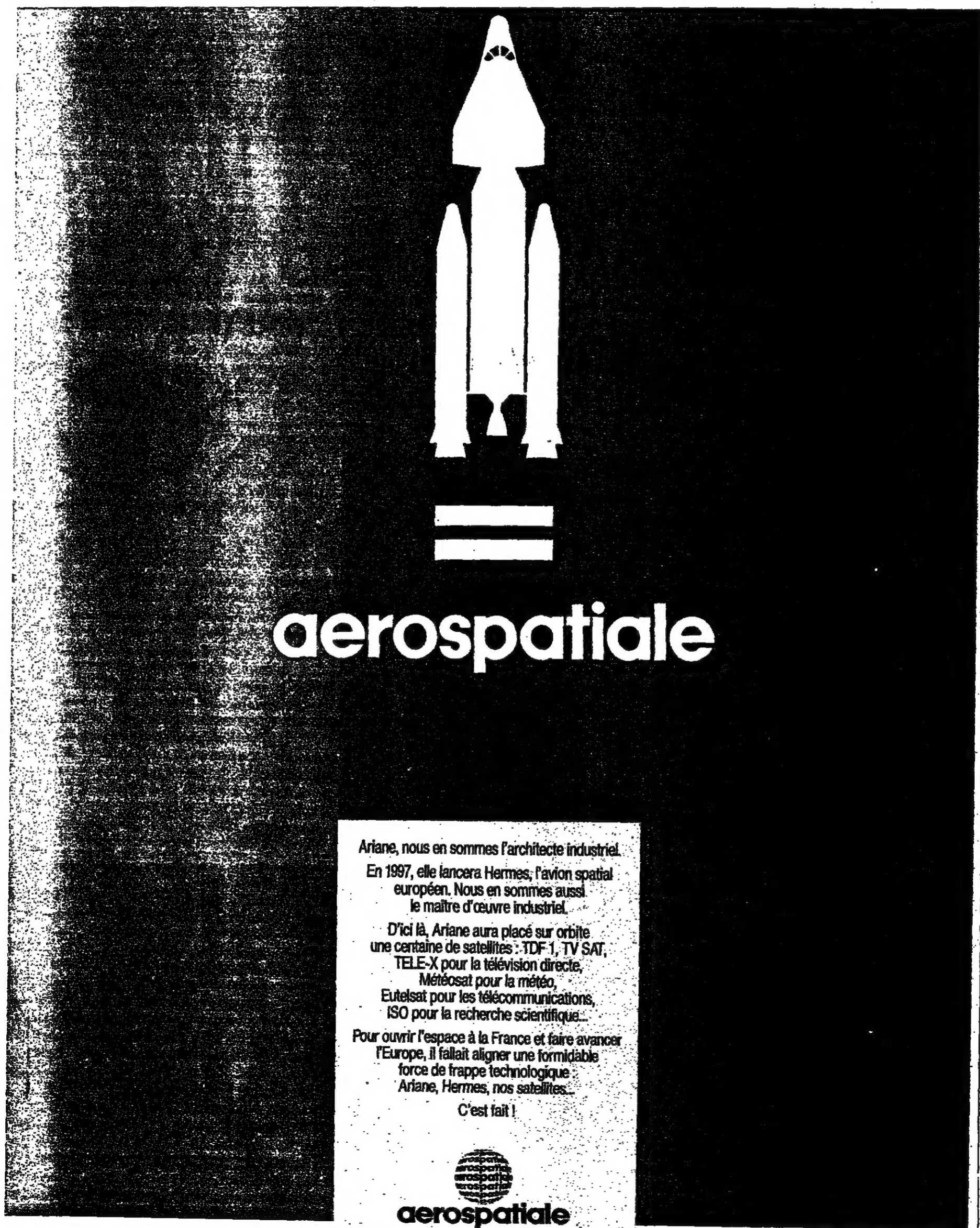
(Publié)

MZALI :

« J'ACCUSE ! »

L'ex-bras droit du président Bourguiba passe au crible les faits et gestes des personnages-clés, en Tunisie. Des « révélations » surprenantes.

Une interview exclusive, publiée dans le numéro de juin d'ARABIES, en kiosques et en librairies. 78, rue Joffroy, 75017 Paris. Tél. : 46-22-34-14.



aérospatiale

Ariane, nous en sommes l'architecte industriel. En 1997, elle lancera Hermes, l'avion spatial européen. Nous en sommes aussi le maître d'œuvre industriel.

D'ici là, Ariane aura placé sur orbite une centaine de satellites : TDF 1, TV SAT, TELE-X pour la télévision directe, Météosat pour la météo, Eutelsat pour les télécommunications, ISO pour la recherche scientifique.

Pour ouvrir l'espace à la France et faire avancer l'Europe, il fallait aligner une formidable force de frappe technologique. Ariane, Hermes, nos satellites.

C'est fait !

aérospatiale

Europe

UNION SOVIÉTIQUE

L'atterrissage sur la place Rouge

Mathias Rust devra « répondre devant la loi »

Le sort du jeune pilote ouest-allemand, Mathias Rust, qui a posé jeudi dernier son petit avion de tourisme sur la place Rouge, au cœur de Moscou, commence à susciter quelques inquiétudes. Le directeur des Nouvelles de Moscou, M. Igor Yakovlev, évoque l'affaire dans l'édition de cet hebdomadaire parue le mercredi 3 juin et écrit : « Même si nous supposons qu'il n'y avait aucune mauvaise intention dans tout cela et que ce ressortissant de la RFA n'avait pas perçu toutes les conséquences de ses actes, il devra quand même répondre devant la loi. (...) L'espace aérien des autres [pays] n'offre pas matière à plaisanterie. »

De son côté, le directeur de l'agence Novosti, M. Valentin Faline, semble être revenu sur les déclarations optimistes qu'il avait faites au début de l'affaire et qui laissaient prévoir une prochaine libération du jeune pilote. Il a en effet affirmé, dans un entretien à l'agence ouest-allemande DPA, que « des détails viennent d'être connus qui ne rendent pas l'affaire plus simple. »

« Mathias Rust, a-t-il ajouté, n'a apparemment pas agi seul. Il en est malheureusement ainsi, même si Rust lui-même a une nature idéaliste. »

Le sentiment qu'il faut maintenant revenir aux choses sérieuses se manifeste également à Bonn où le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, a condamné la « légèreté » de la conduite de Mathias Rust qui aurait pu avoir « des conséquences tragiques ». Il a mis en garde contre toute réédition de cette aventure et stigmatisé la violation de l'espace aérien soviétique dont le jeune homme s'est rendu coupable.

De plus en plus de voix s'élèvent par ailleurs pour dénoncer les « côtés démentiels » de son entreprise. Les pilotes professionnels redoutent les conséquences pour eux du vol de Mathias qui risque de mener à la catastrophe toute pénétration accidentelle du territoire soviétique. Le député social-démocrate Horst Jungmann ne trouve « rien de drôle » à l'équipée du « fou volant » : « C'est une provocation d'une légèreté sans nom. »

Le ministre-président de Bavière, M. Franz-Josef Strauss, lui-même pilote amateur, a déclaré de son côté : « Mathias mérite un bon savoir. C'est un averti voyant, mais doté d'un de ces talents. » Et qu'il arrive, conclut M. Strauss, « il ne faut en aucun cas l'interdire de vol. » — (Reuter, AFP.)

La lutte contre l'alcoolisme

Sanctions plus sévères pour les distillateurs clandestins

MOSCOU
de notre correspondant

La lutte contre l'alcoolisme prend un tour nettement plus répressif. Un arrêté du Soviet suprême, publié le mardi 2 juin, prévoit, pour la première fois, des peines de travaux forcés pouvant aller jusqu'à deux ans pour les fabricants clandestins d'alcool. Jusqu'à présent, la distillation « privée », qui est presque un sport national en URSS, n'était passible que d'amendes.

Aux termes du nouveau texte, « la fabrication de domicile ou la conservation de tord-boyaux » ou d'autres boissons alcoolisées entraîne une amende de cent à trois cents roubles. En cas de récidive dans l'année, les mêmes actes seront punis de « peines de rééducation par le travail pouvant atteindre deux ans avec une amende de deux cents à cinq cents roubles ». Il ne s'agit là que des sanctions concernant des productions sans but lucratif. Toute distillation « privée » ayant pour objet la vente est désormais également punie de peines de prison qui sont certainement supérieures mais ne sont pas précisées.

Un nouveau pas important est ainsi franchi. Non seulement les amendes, qui étaient généralement de trente et cinquante roubles et toujours inférieures à cent roubles, augmentent fortement, mais les

délits eux-mêmes sont « correctionnalisés ». Ce qui relevait hier encore de la milice ou du simple tribunal de quartier est désormais confié aux juges correctionnels qui ont la main beaucoup plus lourde.

Il reste à savoir si la loi peut être appliquée. Des millions de Soviétiques ont chez eux tout ce qui est nécessaire à la fabrication d'un alcool très sommaire qu'on appelle ici le « Samogon ». Du sucre, de la levure et un simple autocuiseur suffisent. Certains, plus raffinés, emploient des baies sauvages ou des fruits comme produits de base. En Géorgie, cette pratique est la règle et non l'exception.

D. Dh.

● IRLANDE : assassinat d'un policier de l'Ulster. — M. Mc Clean, policier d'Irlande du Nord appartenant à la RUC (Royal Ulster Constabulary) a été tué par balles, le mardi 2 juin, par deux hommes alors qu'il était en visite chez ses parents à Drumkeen, au nord de la République d'Irlande, près de la frontière avec l'Ulster. La police irlandaise soupçonne l'IRA d'être l'auteur de l'assassinat. Les meurtres de neuf policiers de la RUC ont été revendiqués par l'IRA depuis le début de l'année, mais M. Mc Clean est le premier policier tué en République d'Irlande depuis sept ans. — (AFP, Reuter.)

GROENLAND : au lendemain des élections

La gauche social-démocrate se révolte contre le pasteur Jonathan Motzfeldt

Les élections au Landsting, le Parlement groenlandais, qui se sont déroulées le 26 mai, se sont traduites par le maintien de la prééminence des deux grands partis, Atassut (conservateur) et Siumut (social-démocrate), qui obtiennent chacun 11 des 27 sièges de l'Assemblée, le même nombre que dans le Parlement précédent. La formation nationaliste d'extrême gauche Inuit Ataqatigiit (IA) obtient 5 sièges (+1) et le nouveau parti Polar (populiste) 1 siège. Le nombre total des sièges au Landsting a été porté de 25 à 27.

COPENHAGUE
de notre correspondante

La confusion est totale au Groenland après les coups de théâtre et les renversements qui se sont produits ces derniers jours.

Au lendemain des élections du 26 mai pour le renouvellement de l'assemblée locale, le Landsting, le pasteur Jonathan Motzfeldt, chef du parti Siumut (social-démocrate) et président de l'exécutif du territoire depuis 1979, quittait la capitale, Nuuk, pour se rendre dans le sud à une fête de famille. Il était entendu que la question de la composition du nouveau gouvernement serait débat-

tue à son retour, quand les résultats du scrutin se seraient un peu décafé. Or à peine M. Motzfeldt avait-il tourné les talons que les éléments les plus à gauche de son parti se réunissaient sous la direction d'un de ses plus anciens compagnons de lutte et ami d'enfance, M. Lars Emil Johansen, et décidaient tout bonnement de le déposer. On reprochait à M. Motzfeldt d'avoir « trahi » en nouant des contacts avec le parti Atassut, en vue de la formation d'une grande coalition. Les « conspirateurs » s'entendaient pour reprendre la coopération avec le petit parti marxiste indépendant IA, dont la rupture était à l'origine de la crise de l'hiver passé, et ils nommaient à la tête de l'exécutif M. Johansen — en attendant qu'un prochain congrès ôte à M. Motzfeldt la présidence du Siumut. Mis au courant du complot, le pasteur affrétait un avion pour regagner Nuuk, où il se montrait résolu à se battre.

M. Motzfeldt a affronté les comploteurs à huis clos et, apparemment, l'emporta et annonça qu'il conserverait au moins son poste de président de l'exécutif durant les quatre prochaines années. Reste le problème de la collaboration avec une extrême gauche très exigeante, qui semble bien devoir l'obliger à renoncer à tout rapprochement avec le parti Atassut.

CAMILLE OLSEN.

Amériques

ÉTATS-UNIS

M. Elliott Abrams se défend d'avoir joué un rôle dans l'aide illégale aux « contras »

Washington (AFP). — Le secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines, M. Elliott Abrams, souvent mis en posture d'accusé lors des précédentes auditions du Congrès, a démenti, le mardi 2 juin, avoir jamais été impliqué dans l'aide aux rebelles nicaraguayens à l'époque où celle-ci était illégale.

Ardent défenseur de l'aide aux « contras », M. Abrams a déposé sous serment pendant six heures et demie, et il devait revenir mercredi devant les commissions d'enquête du Congrès sur le scandale de l'Iranga. Le haut responsable du département d'Etat, premier membre en activité du gouvernement américain à déposer dans ce cadre, a notamment contredit l'ancien ambassadeur américain au Costa-Rica, M. Lewis Tamba et le général à la retraite John Singlaub, « il ne sait pas de quoi il parle », a-t-il lancé à propos du témoignage de M. Tamba, qui avait affirmé avoir reçu l'ordre d'un groupe interministériel restreint, présidé par M. Abrams, d'ouvrir « un front sud » à l'intérieur du Nicaragua. A propos de la piste d'atterrissage, dont la création avait

été, selon M. Tamba, sollicitée au gouvernement costaricien pour faciliter l'aide privée aux « contras », M. Abrams a indiqué qu'il « ne se souvenait pas » dans quelles circonstances il avait appris sa construction.

M. Abrams a cependant reconnu qu'il avait trompé une commission du Congrès en novembre 1986 en ne révélant pas qu'il avait sollicité du sultanat de Brunei une contribution de 10 millions de dollars au profit des « contras ». Pour obtenir cette aide financière, le diplomate américain s'était rendu à Londres en août 1986. Il avait promis à un représentant du gouvernement de Brunei la « gratitude » du président Reagan si son pays acceptait de verser ces 10 millions de dollars.

Des membres du Congrès et leurs avocats ont implicitement reproché à M. Abrams de ne jamais avoir réellement cherché à savoir quelles étaient les activités du lieutenant-colonel Oliver North, fonctionnaire du Conseil national de sécurité de la Maison Blanche, limogé de son poste pour ses activités en faveur des « contras ».

CHILI : la relance de l'affaire Letelier

Santiago refuse d'extrader des militaires réclamés par la justice américaine

Le gouvernement chilien doit annoncer, par voie diplomatique, sa décision de ne pas remettre aux autorités américaines les deux chefs militaires que Washington réclame à la suite de l'assassinat aux Etats-Unis, en 1976, de l'ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement Allende, Orlando Letelier. Le ministre chilien des affaires étrangères, M. Jaime del Valle, sans révéler les termes exacts de sa réponse, a fait savoir, le mardi 2 juin, que cette note serait rendue publique en temps utile.

La requête américaine concerne le général en retraite Manuel Contreras, ancien chef des services secrets (DINA) et le colonel Pedro Espinosa, qui était directeur des opérations de police secrète lorsque fut assassiné Orlando Letelier. Les milieux officiels chiliens, nous signale notre correspondant à Santiago Gilles Baudin, n'ont pas caché leur irritation pour la publicité que les autorités américaines ont donné à leur demande. Ignorant la réserve diplomatique, un porte-parole de l'administration Reagan a, en effet,

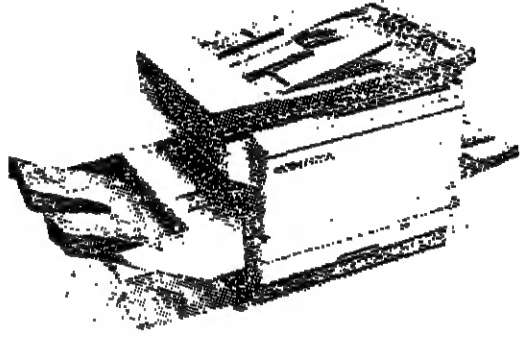
précisé que, à la différence de ce qu'ils avaient fait en 1979, les Etats-Unis présentaient leur requête non pas au pouvoir judiciaire mais directement au pouvoir exécutif, en la fondant sur un article constitutionnel — par ailleurs très controversé — qui permet au général Pinochet d'expulser les personnes de son choix sans en référer aux tribunaux.

C'est ce même article qui vient d'être invoqué par le gouvernement chilien pour obtenir la révocation d'une décision de la Cour suprême autorisant le retour d'une centaine d'exilés, dont la veuve de l'ancien président Allende.

En ce qui concerne la requête américaine, le général Pinochet avait déjà, lors d'une tournée en province, il y a quelques jours, adressé un message à Washington : « Cette histoire leur ferait beaucoup plus tort qu'à nous. » Le chef d'Etat chilien avait précisé : « Sachez que nous sommes prêts à mourir la tête haute plutôt que de demander pardon à genoux pour quelque chose que nous n'avons pas fait. »



Elle y tenait
à son
copieur Ricoh.



Depuis que mon patron a acheté un copieur Ricoh, un petit mot fait partie de son quotidien :

« Merci ».

« Merci » d'améliorer le rendement global de la Société.

« Merci » de réduire les factures d'entretien.

Et moi, je réponds « merci » Ricoh, à ses machines ultra-fiables qui ont fourni des copies aussi nettes et parfaites.

Depuis plus de 50 ans, Ricoh crée du matériel de bureau dans un souci de simplicité et de modernisme.

En se mettant à ma place... Et à la vôtre !

Car tout ce que vous souhaitez, vous le retrouvez dans les moindres détails des équipements Ricoh : commodité d'utilisation, technique de pointe pour simplifier les tâches, entretien personnalisé et, surtout, normes de qualité et de fiabilité sans égales.

Ricoh, c'est la confiance. Cette confiance lui a permis de réussir dans plus de 130 pays.

Et, ultime preuve de sa compétence, il est numéro un sur le marché des copieurs au Japon où l'on a, paraît-il, le sens des affaires.

RICOH

RICOH FRANCE S.A. - 192, AV. CHARLES-DE-GAULLE 92200 NEUILLY-S/SEINE
DISTRIBUÉ PAR :
S.M.O.
2/4, AVENUE DE L'EUROPE - 78141 VÉLIZY
VILLA COUBLAY CEDEX - TÉL. : (1) 39.46.96.38
GROUPE SETTON
10, RUE DES MINIMES
92270 BOIS-COLOMBES - TÉL. : (1) 47.84.74.47

SPONSOR OFFICIEL DES DOSSARDS

PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » *** par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-85 +

Politique

La majorité divisée par les ambitions présidentielles

Les très riches heurts de la désunion

Mardi 2 juin, 12 h 45, M. Jacques Chirac reçoit dans son bureau de l'hôtel Matignon M. François Létard, qu'il a prié de venir aussitôt après son retour d'un voyage au Japon. L'entretien, en tête à tête, avec le ministre de la culture et de la communication dure une demi-heure. A la mise en demeure que lui présente M. Chirac, M. Létard répond par plusieurs arguments, et il lui indique qu'il ne peut aussitôt lui faire connaître son choix. Le premier ministre l'a informé qu'il publiera un communiqué immédiatement après la fin du déjeuner de la majorité, dont les hôtes attendent dans un salon voisin. MM. Chirac et Létard rejoignent les représentants des formations politiques de la majorité pour ce repas hebdomadaire, auquel ont été, exceptionnellement, conviés M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, et M. Alain Fauriol, président du Sénat, ainsi que les quatre présidents des groupes sénatoriaux de la majorité.

Au cours du repas, la conversation se porte sur l'organisation des travaux parlementaires. A aucun moment il n'est question du rappel à l'ordre que M. Chirac vient d'adresser à M. Létard. Ce dernier, entre MM. Edouard Balladur et Jacques Pelletier, président du groupe sénatorial de la Gauche démocratique, se contente de quelques apartés détendus avec ses voisins.

Quelques minutes se passent seulement que les deux hommes s'étaient entretenus en tête à tête avant le déjeuner. Après le départ de ses hôtes, M. Chirac fait diffuser par son service de presse le communiqué suivant : « A la suite des déclarations de M. François Létard, M. Jacques Chirac, premier ministre, a convié le ministre de la culture et de la communication à venir le voir.

Il lui a rappelé sa volonté de voir les membres du gouvernement se consacrer au redressement de notre pays et à la gestion des départements ministériels qui leur ont été confiés, en ne prenant d'initiatives politiques qu'après lui en avoir référé.

Il a donc invité M. Létard à choisir désormais entre l'exercice de ses fonctions ministérielles et un rôle militant dans le mouvement politique auquel il appartient. Le premier rôle étant incompatible avec le second.

Parallèlement, il a invité M. Létard à choisir désormais entre l'exercice de ses fonctions ministérielles et un rôle militant dans le mouvement politique auquel il appartient. Le premier rôle étant incompatible avec le second.

maturément une campagne électorale. L'action de redressement a été engagée. Elle doit être poursuivie par un gouvernement solidaire et uni, au service de l'intérêt du pays. La France a besoin de calme, de travail et de solidarité.

M. Messmer ne dit rien à M. Gaudin

Avant de passer à table, M. Létard avait bien bavardé avec M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée, mais uniquement pour évoquer la préparation de la manifestation du PR à Fréjus, le prochain week-end. A la fin du déjeuner, M. Gaudin regagne l'Assemblée nationale dans la même voiture que M. Pierre Messmer, le président du groupe RPR, qui a le communiqué en poche mais n'en pipe mot ! Il en réserve en effet la primeur à ses amis du groupe RPR qu'il réunit chaque mardi.

Cette lecture — fait assez rare — est saluée par plusieurs applaudissements, tandis qu'un député RPR s'exclame : « Il était temps ! ». M. Messmer déclare ensuite aux journalistes : « Ce bon accueil s'explique par le fait que ce communiqué correspond à la pensée de très nombreux députés RPR et aussi, j'en suis sûr, de plusieurs membres de l'UDF. Les fonctions ministérielles exigent de la part de ceux qui les exercent, même s'ils sont chefs de parti, une grande modération dans les propos. La solidarité ministérielle et majoritaire doit passer avant les préoccupations partisans (...). Et l'ancien premier ministre d'ajouter : « Certains voudraient à la fois les avantages de la fonction ministérielle et les avantages de la liberté que l'on possède lorsque l'on n'est pas au gouvernement. M. Messmer reconnaît toutefois que se pose « le vrai problème » de la compatibilité des fonctions ministérielles et des responsabilités politiques. Aucun parlementaire RPR ne contestera cette interprétation. Pour preuve, l'éditorial de mercredi, à la « une » du Figaro, de M. Alain Peyrefitte, député RPR de Seine-et-Marne.

Il approuve M. Chirac, qui « se place dans le droit fil de la V^e République ». Il constate que « les conduites [des ministres] avaient cessé d'être diverses pour devenir adverses ». Il en rend responsable le scrutin proportionnel instauré par les socialistes, puisque

« le gouvernement ne tirant plus sa légitimité du président de la République, il procède des formations politiques, et leurs responsables sont tentés de faire remonter le système des partis ».

Les députés UDF, eux, sont toujours dans l'ignorance du rappel à l'ordre. Hors du coup, ils écoutent M. Bernard Bosson leur parler de l'Europe. Ce n'est qu'une fois leur réunion achevée que M. Gaudin est prévenu par une dépêche de l'AFP, qui lui apporte M. Jean-Paul Fuchs, député CDS du Haut-Rhin. Il se précipite dans son bureau et se pend au téléphone. Il ne le lâche pratiquement plus de l'après-midi.

« Il y avait un contrat... »

M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement et aussi président du Parti radical, et donc, à ce titre, concerné par la consigne de silence de M. Jacques Chirac, n'est pas mieux traité. Il n'apprend l'affaire que par les journalistes dans les couloirs. Il ne peut qu'ouvrir des yeux ronds et murmurer, interloqué : « Il y avait un contrat... ». Sous le coup de la surprise, il explique : « Il était non seulement entendu, mais demandé que l'on puisse rester chef de parti en devenant ministre ».

Les fantômes de la IV^e République hantent tout d'un coup les couloirs du Palais-Bourbon. Mais les institutions de la V^e résistent. Dans l'hémicycle, l'ordre du jour se déroule comme si de rien n'était. Dans les couloirs, les bavards sont rares, mais éloquents. Faisant semblant de ne rien comprendre, M. Jacques Blanc (UDF, Lozère), prédecesseur de M. Létard au secrétariat général du PR, joue les Humors de province : « On est de plus en plus fada à Paris... Le « fada » serait-il, pour lui, le premier ministre ? « François Létard, conseille M. Blanc, doit refuser le choix qui lui est soumis. Pourquoi serait-il le seul ministre contraint de choisir entre son parti et le gouvernement ? ». M. André Fanton (RPR, Calvados) lui répond d'autorité : « Personne n'est obligé d'être ministre. Il faut refuser le régime des partis contraire à la Constitution ».

Peut-être... Mais M^{me} Louise Moreau (UDF, Alpes-Maritimes), qui n'a pas l'habitude de garder sa langue dans sa poche, ne cache pas sa répugnance : « On est en démocratie ou dans un régime ? ». Bien que CDS, elle prévient : « Le PR est un parti structuré ; il faut faire

attention à sa réaction quand on a un mouvement d'humeur ». C'est la seule connue à s'exprimer. Les baristes, tous les baristes, se réfugient dans un commode « No comment », à l'exemple de M. Charles Millon (UDF, Ain).

L'autre lieutenant de M. Barre, M. Philippe Mestre (UDF, Vendée), est à peine plus explicite : « Il est bien compliqué de mener un gouvernement avec les partis politiques ». M. Pascal Clément (UDF, Loire), pour une fois, se contente d'un geste : il montre la une du Figaro, où l'éditorial renvoyait M. Létard à la Trappe... Les baristes sont partagés entre la satisfaction de voir que ce ne sont pas leurs ministres qui créent des difficultés et la crainte de voir éclater une crise qui les mettrait en fâcheuse posture.

Léo de cinq à sept

Pendant tout ce temps, M. Létard est à son domicile du boulevard de Latour-Maubourg. Il ne le quittera plus de la journée. Par téléphone, il alerte ses amis ministres. M. Claude Malhuret est en Corse. Il rentre précipitamment. M. Hervé de Charette écoute un entretien avec son collègue du Costa-Rica. Les ministres libéraux vont défilier chez le secrétaire général du PR. Tous expriment leur accord pour démissionner si M. Létard l'exige. En déplacement à Cologne, M. Alain Madelin, la tête pensante de la « bande », pu être joint aussi par téléphone. Il ne sera de retour à Paris qu'à 20 h 30. Il ira retrouver directement le ministre de la culture. M. Létard et M. Longuet, durant toute l'après-midi, multiplient les coups de fil.

La brutalité du communiqué de M. Chirac les surprend. Mais certains témoignages de solidarité les réconfortent : M. Rossinot a appelé, des jeunes ministres RPR, dont M. Michel Noir, ont tenu aussi à faire savoir qu'ils n'étaient pas indifférents. Mais surtout MM. Létard et Longuet s'emploient à solliciter l'appui de l'UDF. La réaction de M. Lécuyer, déclarant à chaud, au sortir de Matignon, qu'il est 100 % d'accord avec M. Chirac, les a déconcertés. M. Longuet puis M. Létard auront en fin d'après-midi un long entretien avec M. Gaudin, qui, une fois de plus, va tenter de jouer la conciliation et l'apaisement. Au bout du fil, M. Létard. M. Gaudin réfléchit tout haut : « Il faut faire tomber la vapeur... Attendez Fréjus. Moi, je ne suis pas d'accord que tu démissionnes. Si tu t'en vas, qu'il me fasse faire, nous à l'Assemblée ? ». Il va plus loin : « Et puis ce serait pain béni pour Le Pen et Mitterrand. Tu peux en être sûr, ils profiteront de la situation... ». M. Gaudin raccroche. Avec une ironie amère, il lâche devant ses collaborateurs : « Si ça continue, il ne va plus rester que des baristes dans ce gouvernement... ».

M. Bons Offices ne se relâche pas. C'est au tour de M. Lecomte, qui doit intervenir sur Europe 1, d'être rappelé à la nécessaire solidarité de l'UDF. Message reçu. Une heure plus tard, M. Lecomte, multipliant les contorsions, explique qu'il ne fait pas dramatiser l'événement, « que la raison et la prudence doivent l'emporter », que si le silence doit se faire dans les rangs, cela vaut autant pour l'UDF que pour le RPR, bref qu'il ne peut y avoir « deux poids deux mesures ».

Les sénateurs sont comme les députés : ils souhaitent l'apaisement, et déconseillent une démission de leurs amis ministres et notamment de M. Létard.

Patience et mansuétude

Le calme revient un peu dans la soirée. M. Létard et M. Méhaignerie, le président du CDS, conviennent de se reconstruire mercredi, après le conseil des ministres. Tous les responsables de l'UDF se retrouveront pour un bureau politique à 17 heures mercredi.

A l'hôtel Matignon, on se refuse à tout commentaire et surtout à toute spéculation sur la décision que pourrait prendre M. Létard. On se contente de rappeler la genèse de l'incident et l'argumentation de M. Chirac. A plusieurs reprises ces derniers mois, il avait rappelé que le gouvernement et ses membres devaient se consacrer à la seule tâche de gouverner le pays. Il est donc prématuré et nuisible d'entrer dès maintenant en campagne. Tout cela pour répondre à quelques allusions formulées par les « baristards », appelant que le premier ministre est, lui aussi, chef du RPR et candidat à l'Elysée.

On soulignait que M. Chirac s'était exprimé clairement à plu-

sieurs reprises (devant l'Assemblée nationale le 7 avril, le 19 mai à l'issue du conseil de cabinet après l'affaire Noir, le 24 devant les assises nationales du RPR, et le 31 mai à Rouen). Le premier ministre ayant, selon l'hôtel Matignon, fait preuve de patience et de mansuétude après les déclarations intempestives sur des sujets divers faites par MM. Longuet, Malhuret, Noir et quelques autres, il a considéré que les bornes avaient été franchies par M. Létard puisque celui-ci avait accordé successivement, sans l'en informer, deux interviews « politiques » à l'Express et au Point. L'existence de cette dernière a été connue par le premier ministre le vendredi 29 mai, c'est-à-dire à la veille de la parution de l'hebdomadaire (qui a été mis en vente le lundi 1^{er} juin). Or celle-ci a été accordée,

aux journalistes du Point le lundi 25 mai à Toulouse, à l'issue d'un dîner-débat organisé par le Club 89, auquel participaient M. Aurillac, ministre de la coopération, président de ce club, et M. Létard (le Monde du 27 mai). Le ministre de la culture s'était « engagé » à appeler les électeurs à voter au deuxième tour pour le candidat de la majorité le mieux placé après « la compétition » du premier tour. Ses auditeurs n'avaient rien vu là que de très ordinaire. Quelques instants plus tard, le secrétaire général du Parti républicain lançait son « pavé » qui était fait beaucoup de ronds dans l'eau.

THÉRESE BRÉHER,
DANIEL CARTON
et ANDRÉ PASSERON

MM. Chirac et Létard : ils se sont tant aimés !

Il se sont tant aimés ! Tout avait commencé un jour d'automne 1984, un dimanche matin, à Joinville-le-Pont. Le Parti républicain célébrait son conseil national. En deux ans plus tôt, secrétaire général du PR, M. François Létard était déjà en pleine crise de cohabitation, au sein de son parti, avec les baristes. Mais l'événement fut ce jour-là une image : celle de MM. Chirac et Létard et Chirac assis pour la première fois depuis le début de 1981 côte à côte, à la même table.

Les grands travaux pour « élever la rive gauche à la rivière » venaient de commencer. M. Jacques Chirac semblait pourtant n'en avoir cure : il n'avait d'yeux que pour le jeune « Léo » qu'il découvrait vraiment pour la première fois face à une salle de militants. La propos était brillante, la formule ciselée et les fleurs que lui adressait le jeune homme décidément bien sous tous rapports. M. Létard, ébloui, ne put s'empêcher de dire : « Votre présence à nos côtés constitue un encouragement, un témoignage et une espérance », conclut le jeune Léo.

Une espérance ! A son tour, M. Chirac se découvrait un fils ! Mais il était encore trop tôt pour l'avouer publiquement. M. Létard n'avait pas encore « démissionné » son parti, et M. Chirac n'avait pas encore épousé tous les charmes de son idylle artificielle mais obligée avec M. Chirac d'Estaing. Il fallait donc attendre, même si la nouvelle donne était là. Pour écarter M. Barre et entraver M. Giscard d'Estaing, il fallait un « ticket Chirac-Létard ». Destinée à 1988 : la cohabitation et le gouvernement. Destination aussi et surtout pour 1988 : l'Elysée pour M. Chirac et Matignon pour M. Létard.

Petit à petit, la « bande à Léo » se mit sur la fréquence RPR, au grand dam du reste de l'UDF ! Mai 1985, le mois de « mai des républicains » : M. Létard entame son premier tour de France, teste sa nouvelle cylindre, et présente tous les symptômes de la « chirocromie » : le voilà convaincu que le combat politique est d'abord sur le terrain, que son rôle doit être celui d'un « chef de guerre qui fait gagner ses troupes ».

Les bons comptes font les bons amis

Sécrètement, au cours des mois qui précèdent les rendez-vous des élections législatives de mars 1986, tandis que d'autres s'attardent sur les nuances de la plate-forme RPR-UDF, M. Jacques Chirac et M. Létard, solidement épaulés par ses complices MM. Madelin et Longuet, scellent leur alliance, verrouillant le dispositif et se préparent à gérer le désarroi des baristes. Autant de divisions, autant de manœuvres. Côte à côte pendant la campagne, MM. Chirac et Létard le seront encore dès le lendemain de la courte victoire du 16 mars pour prévenir tout obstacle sur le chemin de Matignon et toutes velléités de l'UDF. MM. Lecomte et Giscard d'Estaing sont abandonnés à leur triste sort.

Les bons comptes font les bons amis. Le PR affiche-t-il sa volonté d'être l'« allié libéral du gouvernement » ? M. Chirac ne s'en amuse guère. « Nous

ferons le voyage ensemble », assure M. Létard qui ose même le pari : « Laissez-nous quelques mois pour agir et vous verrez baisser les scores du Front national ». Comment dans ces conditions, M. Chirac s'inquiéterait-il ? Les majorités les plus courtes sont souvent les plus solides et les plus respectables. Je suis sûr à fait persuadé qu'à la prochaine échéance politique notre majorité sera confortée », dit-il.

Le roulement compressé

Hélas ! La lune de miel durera jusqu'à l'été. Joli début 1986 : M. Létard s'embroute au Parlement avec sa loi sur l'audiovisuel. Au Sénat, la majorité lui fait des misères ; à l'Assemblée, M. Jacques Toubon doit voter à son secours. Premières déceptions, premiers refroidissements. Discussion budgétaire : les Mitterrand déçoivent que le libéralisme de M. Edouard Balladur a des limites. Dossier des immigrés : M. Charles Pasqua affronte un charnier pour tant un Malesherbes et M. Claude Malhuret live le petit doigt.

Parallèlement, Matignon s'interroge ouvertement sur les capacités du ministre Létard. Les nominations par le CNCL des nouveaux présidents des chaînes publiques de la télévision et de la radio sont enregistrées par la « bande à Léo » comme un manquement au contrat de garanties routinées signé avec le président du RPR. Dès la réouverture, M. Létard met en cause pour la première fois publiquement les pratiques de roulement compressé chères au RPR. Il découvre que, décidément, ce parti n'a pas changé. La déception, latente, devient quelques semaines plus tard évidente. Au moment de la crise étudiante, c'est M. Madelin qui parle : « Ce projet ne va pas qu'on se batte pour le maintenir ». M. Malhuret menace de démissionner. Ce coup de pied de l'âne fait rugir le RPR. Au sein de ce gouvernement personne n'est le définitivement à personne. Inoue M. Chirac à M. Madelin. Dès lors, sur ce bateau gouvernemental qui prend l'eau, l'équipe libérale cherche des bouées de sauvetage. Le 13 février, M. François Létard dîne avec M. Raymond Barre, histoire de tâter le terrain et de se recueillir. Peine perdue. « Nous ne nous ferons pas refiler le minotier des insuffisances gouvernementales », prévient encore M. Alain Madelin.

Désormais, les libéraux roulent pour eux. Ils n'ont plus le choix ! Arrive l'affaire Noir. M. Létard espère récupérer le mouvement déclenché par la jeune garde gouvernementale du RPR. M. Chirac ne lui fera guère de cadeau. C'est alors qu'apparaît au grand jour entre MM. Chirac et Létard, comme naguère entre MM. Chirac et Giscard d'Estaing, le « double jeu ».

Pour la première fois, dans son entretien au Point, M. Létard déclare officiellement que son soutien à la candidature Chirac est exigé. Tout est consommé. M. Chirac à son tour peut estimer le contrat de 1986 rompu. Il n'en est que plus à l'aise !

DANIEL CARTON

Crise d'autorité

(Suite de la première page.)

Or l'histoire de toutes les guerres, y compris de la dernière, est là pour montrer que, dans une telle situation, les États-majors les plus cohérents ont vite fait de se diviser. Et sur la priorité à donner à l'un ou l'autre de ces fronts. Et sur les moyens à employer.

A plus forte raison lorsque, au lieu d'un État-major cohérent, on a affaire, comme c'est le cas avec l'actuel gouvernement, à une coalition disparate, minée par la contradiction des ambitions et celle des tempéraments. Ici ou là on parle de retour au régime des partis, de rétablissement de l'esprit de la IV^e à l'intérieur de la V^e : tout cela n'est pas faux. Mais le clivage n'est pas seulement entre RPR et UDF. Chacune de ces deux formations a elle-même sa gauche et sa droite, dont l'opposition se cristallise, comme on l'a vu après la publication dans nos colonnes du courageux article de Michel Noir, sur l'attitude à adopter vis-à-vis de Le Pen : les uns cherchant, avec Charles Pasqua, à lui disputer ses électeurs, les autres demandant qu'on dénonce balle en tête les thèses dard, avec un grand talent et une égale démagogie, il se fait le propagandiste.

La crise éclate aujourd'hui à propos de François Létard. Son interview au Point, plus ingénue que méchante, a fait déjà bien plein. Mais le vrai problème n'est pas celui d'un ministre de la culture qui juge le moment venu de secouer le coq, c'est celui de l'autorité du premier ministre sur ses troupes.

Ne lui jetez pas la pierre. C'est l'un des rares hommes politiques français à avoir non seulement des troupes, mais du cœur, à s'intéresser aux gens. Ses positions sur la peine de mort ou le remboursement de l'IVG, si contrairement au sentiment dominant de son électorat, suffisent à en témoigner. Il se dépense sans compter, avec un appétit d'ogre et une réjouissance saine. Il domine beaucoup mieux, depuis quelque temps, la tendance qu'il a eue longtemps à dire un peu tout et le contraire de tout.

Il n'a pas la tâche facile. Le rôle que la Constitution dessine pour le premier ministre est celui d'un chef d'État-major, poste pour lequel Jacques Chirac présente probablement — on ne parle pas ici de ses idées — toutes les qualités requises. Mais qui dit chef d'État-major dit présence au-dessus de lui d'un commandant en chef qui arrête les grandes options, définit la stratégie, rend les arbitrages les plus délicats. Et c'est ici que la cohabitation, résultat

« incontournable », comme on dit en français moderne, du scrutin du 16 mars, fausse le jeu des institutions en limitant au strict nécessaire la solidarité de l'Elysée et de Matignon et en établissant au lieu et place de la monarchie républicaine restaurée par de Gaulle une dyarchie à l'harmonie rien moins que garantie.

L'échéance électorale

Reste que François Mitterrand a tout de même clairement indiqué que, mis à part la politique extérieure et la défense, qu'il cogère plutôt bien que mal avec le premier ministre, et quelques principes de base sur lesquels il manifeste à l'occasion son désaccord avec le gouvernement, il laisse à celui-ci les mains libres pour gouverner comme il l'entend. Et que Jacques Chirac n'a pas réussi à imposer comme il l'aurait voulu, comme il l'aurait fallu, son autorité à son équipe, les coups publics ne constituant qu'un modeste écho de ce que l'on peut entendre en privé. Bien qu'il dirige une formation qui porte le beau nom de rassemblement, il n'a pas su rassembler au-delà des frontières du RPR.

Il porte là-dedans, il doit bien s'en rendre compte, se part de responsabilité dans la mesure où, au lendemain du 16 mars, sa propre formation s'est taillée la part du lion dans la distribution non seulement des portefeuilles ministériels, mais des présidences de sociétés nationales. Il nouerait ainsi, chez ses alliés du moment, les vieilles craintes héritées de l'époque de l'« État-UDR », alors qu'on entendait ouvertement parler, dans l'entourage de Valéry Giscard d'Estaing, de la nécessité de « chasser les rats de l'Hôtel de Ville ».

On n'a naturellement pas de conseils à donner ici à François Létard. D'ailleurs, en bon ancien novice bénocté, il semble vouloir faire d'abord confiance au Saint-Esprit, puisqu'il attend la veille de la Pentecôte pour annoncer sa décision. S'il reste, en se taisant, comme il est invité à le faire, l'« image » à laquelle il tient tant en prenant un vilain coup. S'il s'en va, et si beaucoup de ses amis le suivent, le gouvernement en sera affaibli. La querelle s'intensifiera encore entre les diverses composantes de la prétendue majorité.

Aucune de ces deux éventualités n'est bien plaisante. Personne, sauf les pêcheurs en eau trouble, n'a intérêt à ce que continue à ainsi se déformer le climat politique, et donc le poids de la France. Or dix bons mois encore nous séparent de l'élection...

ANDRÉ FONTAINE



N° 2 MAIRIES DE FRANCE est réalisé sous la responsabilité de MAIRIE-EXPO 87 sur quatre pages achetées au quotidien LE MONDE. JEUDI 4 JUIN 1987

L'INVITÉ

NÎMES... ÇA MARCHE !



Jean BOUSQUET, Maire de NÎMES depuis 1983, n'a pas hésité à descendre dans l'arène pour gérer NÎMES, sa Ville, avec ses méthodes, ses idées et ses hommes. Celui qui est aussi le P.D.G. de CACHAREL fait souffler sur la Capitale du Gard un véritable vent de libéralisme dans la façon de gérer une municipalité. Nombreux sont les Maires de France qui suivent avec intérêt son expérience : "NÎMES doit savoir gérer son produit : le Service public", affirme-t-il avec conviction et de répondre à ses détracteurs qu'il lui faudra un bon mandat avant que les Nîmois comprennent sa démarche globale.

Il y a de l'audace dans la politique de Jean BOUSQUET. Les premiers effets de sa politique sont en marche : les cantines scolaires sont mieux gérées, les transports urbains mis en concession roulent avec succès et le personnel communal travaille 4 heures de plus pour le même salaire.

Jean BOUSQUET est en train de réveiller une Ville qui a un potentiel. Les architectes et les designers prennent le chemin de la Capitale du Gard qui est en passe de devenir une des Villes de France de la Création.

Jean BOUSQUET vient de poser la semaine dernière la première pierre d'un Centre d'Affaires. Il en a confié la réalisation à la SARI, numéro UN de l'ingénierie et de la construction dans le secteur tertiaire.

Quelles sont les méthodes de travail du Maire de Nîmes ? Quels sont ses projets ?

Il est l'invité de MAIRIES DE FRANCE, notre interview en page 3.

MAIRIE-EXPO 87 A TOULOUSE

DE NOUVEAUX MAIRES EN 1989

Les Maires s'identifient à leur Ville. Pour Jacques CHABAN-DELMAS, Maire de Bordeaux et Président de l'Assemblée Nationale, "Un Maire est un homme qui sentimentalement s'identifie à sa Ville, intellectuellement s'y consacre et constamment s'y rapporte." Des villes aussi s'identifient à leurs Maires quand ceux-ci, après plusieurs années de mandat, ont su donner à leurs Communes une réputation, un essor et une image de marque. Fini le temps où Strasbourg était synonyme de choucroute ou Marseille de bouillabaisse. Aujourd'hui le marketing communal aidant et la communication publique ayant droit de cité, les grandes Villes et Régions de France s'imposent et s'affirment par des projets porteurs d'avenir et donc de richesses et d'emplois. Elles s'organisent, communiquent, s'affichent.

Ce n'est pas par hasard que j'ai choisi d'organiser cette année MAIRIE-EXPO à TOULOUSE, consacrée ville la plus dynamique de France. La Capitale de Midi-Pyrénées est associée désormais aux industries du futur : aéronautique, biotechnologie, électronique, productique, spatial... sans oublier le tourisme et les traditions. De plus, l'image de son Maire, Dominique BAUDIS, constitue le trait d'union entre l'action et la communication.

Les décideurs municipaux : Maires, Adjointes, Conseillers Municipaux, Secrétaires Généraux, Ingénieurs et Services techniques, attendent beaucoup de ce rendez-vous institutionnel qui représente MAIRIE-EXPO pour leur choix d'investissements, de gestion, d'équipement et d'animation. Cette année les nouvelles méthodes de gestion tiendront une place importante et les 30 000 communes qui hésitent encore à s'informatiser trouveront à ce Salon une information complète.

Les espaces urbains et leur aménagement seront aussi un des enjeux des prochaines élections municipales. A MAIRIE-EXPO des réponses seront apportées. La rigueur de gestion des finances locales exige des investissements mûrement réfléchis qui prennent en compte les frais de fonctionnement. Fini les suréquipements

sportifs dont l'entretien grève le budget communal, les effectifs mal formés, les services municipaux dont le coût n'est pas déterminé. L'ère des gestionnaires est en marche, rigueur et décentralisation obligent.

Il y a aujourd'hui des techniques municipales qui ont fait leur preuve, des expériences locales qui méritent d'être connues, un savoir-faire et une nécessité de faire savoir. Une des vocations de MAIRIE-EXPO chaque année c'est d'être aussi une vitrine de la vie des Collectivités Locales.

Le citoyen français qui a été trop longtemps considéré comme un vulgaire contribuable, a bien évolué. Il s'engage désormais civiquement. Ne participe-t-il pas aujourd'hui à la vie économique ? Il est même devenu citoyen-actionnaire par le jeu des dénationalisations. Il devient un citoyen exigeant et il a raison.

La municipalité-entreprise est en marche. L'innovation communale existe, porteuse de progrès et d'économie dans les grandes villes, les villes moyennes et les syndicats intercommunaux. Cet état d'esprit passe par des investissements adaptés aux besoins des Collectivités Locales. Les 300 sociétés qui exposeront du 18 au 22 octobre à Toulouse ont conscience de cet état d'esprit des décideurs des Villes, des Régions et des Départements. C'est la raison pour laquelle ils sont présents dans les grands secteurs de la propreté, du mobilier urbain, de la sécurité, de la distribution de l'eau, de la communication, de l'informatique et surtout dans celui des loisirs.

Dans les 10 ans à venir, nos concitoyens vont consacrer 10 % de leurs revenus à l'organisation de leur temps libre. Les Élus Locaux devront répondre à cette attente avec l'aide de partenaires et d'investisseurs privés. Le moment est venu qu'ils se rencontrent... Rendez-vous à MAIRIE-EXPO.

Le temps libre, il faudra bien aussi le gérer pour tout faire... même se présenter aux prochaines élections municipales.

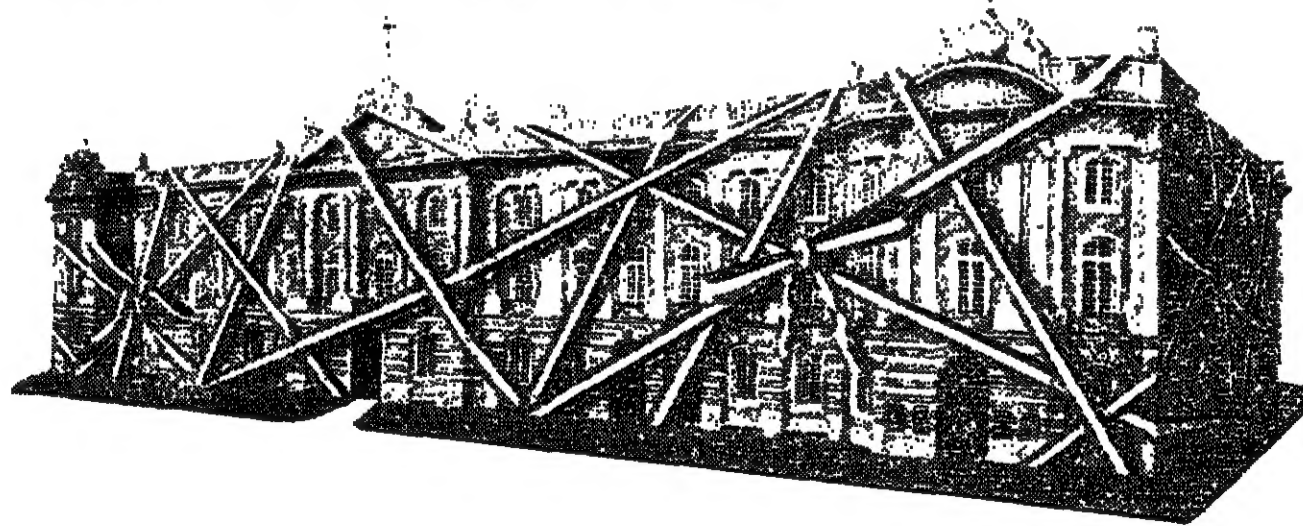
Alain TRAMPOGLIERI.



Photo Thomas (L'ESPRESSO) pour Relations Publiques de France.

L'ÉVÉNEMENT

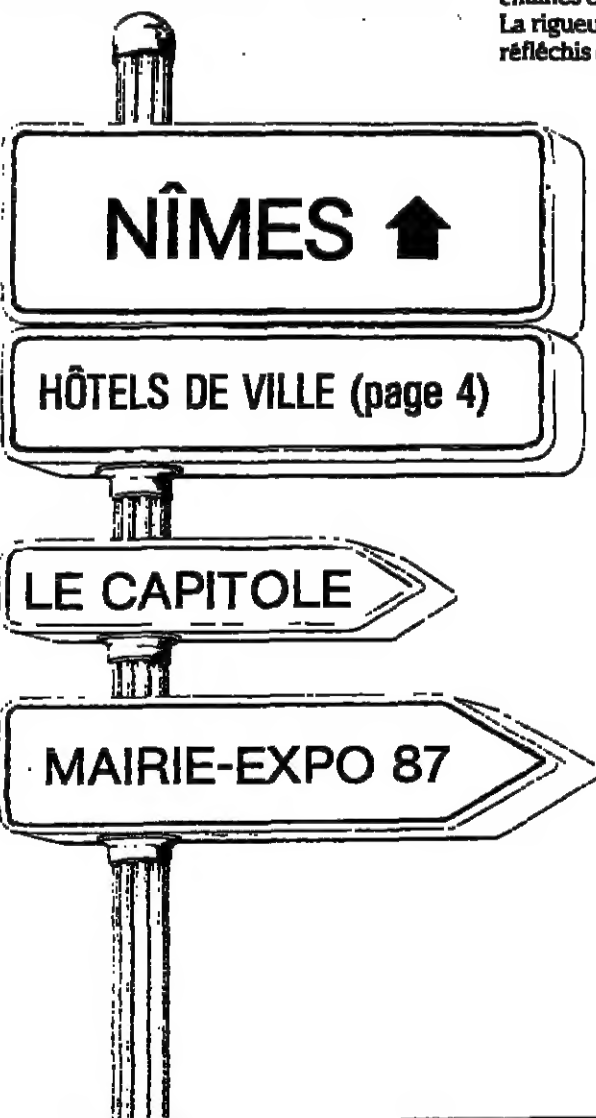
LE CAPITOLE ENRUBANNÉ



A l'occasion de la venue de plusieurs dizaines de milliers d'élus locaux pour MAIRIE-EXPO, le CAPITOLE de TOULOUSE, l'une des plus belles Mairies de France, revêtira un pavois un peu inhabituel.

Les organisateurs de MAIRIE-EXPO ont, en effet, proposé à Dominique BAUDIS, Maire de Toulouse, d'enrubanner la célèbre façade rose.

Les études techniques ont déjà été réalisées, le ruban d'une largeur un peu démesurée est actuellement à la fabrication. L'événement ne passera pas inaperçu, il sera entièrement sponsorisé par un grand exposant qui participe à MAIRIE-EXPO.



HEXAGONE

Partenaire des élus locaux pour la conception, le financement, la réalisation clé en main et la gestion des restaurants de collectivités.

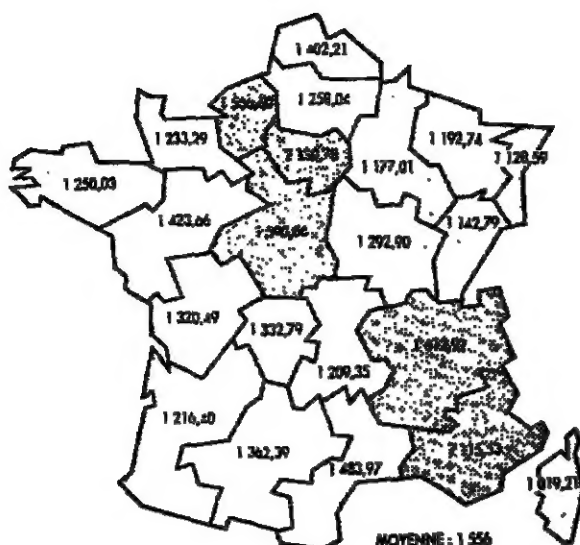
Tél. : (1) 45 84 15 25

POINTS DE REPÈRE

VERS LA POURSUITE DES INVESTISSEMENTS EN 1987

Le mouvement de croissance des investissements des Collectivités Locales (communes, départements et régions) devrait se poursuivre en 1987 à un rythme cependant moins soutenu qu'en 1985 et 1986, années de forte reprise des investissements locaux. Les Départements et les Régions réalisent, dans le cadre de la décentralisation, d'importants efforts d'équipement, notamment dans le domaine scolaire, et devraient largement contribuer à ce titre à l'augmentation des investissements. Ces indications ressortent d'une étude de la Direction du Développement Local et du réseau des Directions Régionales de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette étude sera publiée le vendredi 5 juin dans le Moniteur du Bâiment et des Travaux Publics. La politique d'équipement et les projets des Collectivités locales y sont notamment examinés à la lumière de leur situation financière et fiscale.

LA FISCALITÉ DIRECTE COMMUNALE PAR HABITANT



PRODUIT FISCAL 1986

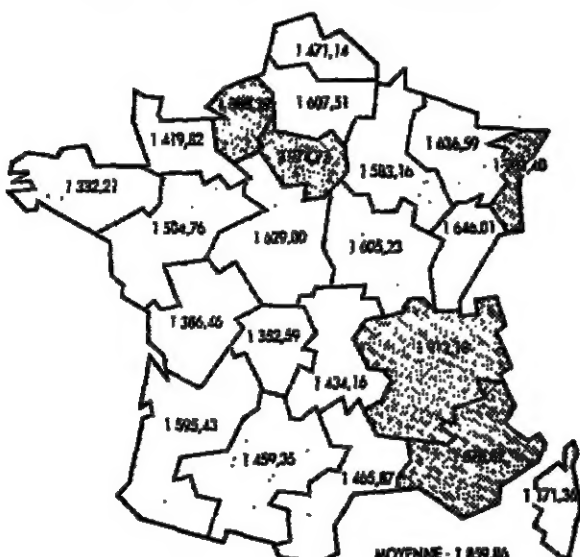
Les quatre taxes directes (taxe d'habitation, taxe professionnelle, taxe foncière sur les propriétés bâties, taxe foncière sur les propriétés non bâties) représentent plus de la moitié des recettes des communes. Le niveau des recettes fiscales est en rapport avec le potentiel fiscal, comme le montre la carte ci-dessus. Ainsi il semble que la pression exercée par les taxes soit relativement équilibrée au niveau régional.

L'ENDETTEMENT LOCAL PAR HABITANT AU 31 DÉCEMBRE 1986



ENDETTEMENT CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS 1986 La géographie de l'endettement des emprunteurs de la Caisse des Dépôts et Consignations au 31 décembre 1986 recoupe largement celle du niveau des investissements en 1987, ce qui confirme la continuité des efforts régionaux d'investissements à moyen terme (la part des investissements financée par emprunt restant stable).

POTENTIEL FISCAL PAR HABITANT EN 1986



POTENTIEL FISCAL 1986

Le potentiel fiscal par habitant (produit fiscal que les communes obtiendraient si elles appliquaient à leurs bases d'imposition les taux d'impositions moyens nationaux) est un indicateur de la richesse locale et, pour une part, du dynamisme économique de la région.

LES INVESTISSEMENTS DU SECTEUR LOCAL EN 1987



INVESTISSEMENT SECTEUR LOCAL EN 1987

Le niveau des investissements directs (acquisitions et travaux) réalisés par l'ensemble des acteurs locaux au plan régional (collectivités locales, et certains établissements publics locaux, dont les hôpitaux) peut varier d'une année sur l'autre, mais depuis deux ans, on constate la prédominance des régions du Sud de la France.

FÊTES ET CÉRÉMONIES



A l'occasion du 40^e anniversaire du Festival de Cannes, Alain TRAMPOGLIERI, Commissaire Général de MAIRIE-EXPO, a remis à Anne-Marie DUPUY, Maire de la Ville, les deux "MARIANNE" à l'effigie des stars du cinéma, Catherine Deneuve et Brigitte Bardot.

Cette cérémonie s'est déroulée en direct, dans le cadre du Journal de 13 heures de TF1 d'Yves MOUROUSI. Francis BOUYGUES, Président de TF1, s'est réjoui que cette manifestation se soit déroulée sur sa chaîne nouvellement privatisée. Francis BOUYGUES aime bien les Maires de France et les grands chantiers !



Pierre MERL, Sénateur-Maire d'Antibes, a organisé dans le cadre du Festival de Cannes un grand déjeuner présidé par Monsieur Raymond BARRE. La plupart des membres de la Gauche Démocratique au Sénat, que préside Jacques FELLETER, Sénateur-Maire de Villers-en-Prayères, assistaient à ce déjeuner.



François MITTERRAND, Président de la République, en voyage officiel, affectionne toujours de dialoguer avec les Elus Locaux. L'ancien Maire de Châteauneuf-Chalon a voulu jamais de souligner le rôle des "petites communes où se fait la France". Ici, à BLAYE, en compagnie du Maire de la Ville, Gérard GRASLER, et de Jacques CHABAN-DELMAS, Maire de Bordeaux et Président de la Région Bordeaux-Aquitaine.



François LÉONARD, Maire de Fréjus et Ministre de la Culture et de la Communication, s'est fait présenter par Alain TRAMPOGLIERI, Commissaire Général de MAIRIE-EXPO, mais aussi Conseiller Municipal de Saint-Tropez, la grande exposition rétrospective "Les années de Saint-Tropez", exposition déjà présentée dans la célèbre Commune du Ver et qui aujourd'hui est promise à un grand succès aux États-Unis et en Australie.



Michel PÉRICARD, Député-Maire de Saint-Germain-en-Laye, a présenté en avant-première à l'équipe de MAIRIE-EXPO, sa nouvelle salle du Conseil Municipal multimedias. Cette réalisation honore le Maire de la Commune qui n'a pas oublié qu'il fut un grand journaliste de la radio et de la télévision. Cette réalisation, qui a impressionné ses visiteurs, pourrait bien lui valoir une MARIANNE D'OR cette année.

POUR AIR INTER CHAQUE RÉGION EST CAPITALE



Air Inter: 28 capitales régionales reliées entre elles par 52 liaisons permanentes. Une heure de vol en moyenne. Un décollage toutes les quatre minutes. Renseignements, réservation: agences Air Inter en ville ou à l'aéroport, et toutes agences de voyages.

AIR INTER

MAIRIES DE FRANCE

Rédaction, Réalisation: Christian HOYOS
RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE

Place Beauvan - 94, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. (1) 42.66.26.16
Prochaine parution: 4 juillet 1987
Photocomposition et mise en page: TYPELEC, Levallois-Perret

L'INVITÉ

JEAN BOUSQUET : NÎMES ÇA MARCHE !

Quelles sont les impressions d'un P.D.G. devenu Maire de Nîmes ? Mon élection comme Maire de Nîmes m'a réellement fait découvrir un monde nouveau. J'ai constaté, à cet égard, qu'il existait une coupure trop importante entre le monde politique et le monde des affaires.

D'être placé à la tête d'une Ville de 130.000 habitants, a constitué un changement considérable dans ma façon de concevoir les choses, même si j'y ai trouvé et trouve encore des similitudes avec la façon dont on gère une entreprise. Je crois pouvoir vous dire, sans hésitation, que c'est le mandat de Maire qui m'a apporté le plus de satisfaction.

J'ai trouvé dans cette responsabilité municipale des possibilités exceptionnelles pour quelqu'un qui souhaite se mettre au service de ses administrés. Nîmes est encore une ville à l'échelle humaine. J'applique mon dynamisme de chef d'entreprise dans mes méthodes de travail.

Tout projet, toute prise de décision, même après les consultations nécessaires, font apparaître des réactions immédiates dans l'opinion publique.

Les projets prennent corps rapidement et l'on voit leurs effets à brève échéance. Les mentalités elles-mêmes évoluent d'une façon très tangible et on constate que tout est affaire de relations entre les hommes et entre les groupes qui les rassemblent.

Êtes-vous un Maire "entrepreneur" ?

Assurément oui. Je ne vois pas de différence entre la démarche d'un entrepreneur et celle d'un Maire. Nous sommes confrontés aux mêmes impératifs de qualité, aux mêmes contraintes de satisfaction de nos administrés et aux mêmes objectifs en ce qui concerne la recherche du moindre coût.

Nous nous sommes efforcés de réduire très sensiblement les dépenses de fonctionnement et dans le même temps de donner la toute priorité à l'in-

vestissement qui est seul créateur d'emplois. J'en ressens les premiers effets.

Directement soumis aux conséquences du chômage, nous avons dû faire en sorte que nos actions municipales soient orientées vers la réalisation



Jean BOUSQUET

tion qui ait à terme des répercussions économiques positives.

Enfin, nous avons dû appliquer le principe selon lequel on ne fait bien que ce que l'on connaît. C'est-à-dire que nous avons mis fin "au tout municipal" qui régnait dans les domaines les plus divers et nous avons restitué, aux services privés et à la concurrence, des secteurs tels que la voirie, les espaces verts, le nettoyage des bâtiments, les transports en commun, la restauration scolaire, etc.

Et je dois dire que les résultats de cette démarche sont très encourageants.

Par rapport à une entreprise, que pensez-vous de la fiscalité locale ?

Je la trouve très compliquée et trop lourde. Nous sommes parvenus à un niveau réellement dangereux.

Je considère que l'addition des fiscalités départementale et régionale est un facteur aggravant du phénomène de rejet que l'on constate chez les contribuables locaux.

Il faudrait nettement individualiser sur la feuille d'impôts les trois collectivités, car on ne va jamais se plaindre chez le Président du Conseil Général ou du Conseil Régional. Par contre, on incrimine toujours le Maire.

Des réformes doivent être entreprises sur le terrain économique et social, moins sur les institutions municipales.

En France, le Maire est un homme qui dispose de pouvoirs importants sur sa Commune, et la disparition de la tutelle a officialisé ce qui existait dans les faits.

En revanche, les Communes doivent bénéficier d'une autonomie encore accrue en ce qui concerne la conduite du développement économique.

Nîmes a désormais une image de marque. Quels sont vos grands projets ?

Actuellement, je réveille la Ville. Je souhaite développer le tourisme culturel que je considère comme une véritable industrie et qui répond à un marché dont la France est loin d'avoir épuisé la demande.

Le chantier de la médiathèque de Nîmes est en route afin de donner à la Ville les structures d'accueil pour attirer l'investissement de l'extérieur et conforter le tissu économique local.

Ce sont de gros chantiers que nous avons mis en place avec notamment la Ville Active qui constituera une formule nouvelle, face aux trop classiques Zones Industrielles qui ne répondent plus aux aspirations des chefs d'entreprises et de leurs salariés.

Je vais créer une cité des affaires au cœur même de Nîmes, les Groupes ACCOR et SARI en seront les promoteurs.

Je souhaite enfin promouvoir le fameux "triangle d'or" constitué par nos villes de Nîmes, Arles et Avignon qui se trouvent au cœur de la "Californie européenne".

LA CITÉ DES AFFAIRES

Les Groupes ACCOR et SARI ont choisi Nîmes pour aménager la première Cité des Affaires. Ce choix ne laisse rien au hasard.

Nîmes, en effet, est un centre économique régional et bénéficie de plusieurs atouts : ses entreprises sont dynamiques, ses activités sont diversifiées et sa notoriété se développe.

Face aux Arènes : un ensemble de services au cœur de la cité.

Situé en bordure du quartier historique et de la zone piétonne, face aux Arènes, sur l'une des principales artères de Nîmes, le Centre d'Affaires offrira les services suivants :

- 3.000 m² de bureaux répartis sur quatre étages et modulables en surface selon le souhait des entreprises. Toutes les possibilités de location existent : temporaire (à la journée, à la semaine ou au mois) ou permanente (baux 3-6-9) ;

- un centre de congrès et de conférences : salle de 500 places, plusieurs salles de commission et des espaces de réception. Un équipement audiovisuel complet sera disponible ;

- un Club Services Affaires offrant des services "à la carte" aux entreprises ;

- un complexe de télécommunications conçu et développé en partenariat avec un des leaders dans ce domaine : la Société Bull ;

- un hôtel trois étoiles Novotel de 118 chambres ;

- une animation commerciale : bar, restaurant, commerces.

Les entreprises de Nîmes et de sa région trouveront ainsi, en plein cœur de la ville, des bureaux et des services permettant, pour un minimum d'investissement, un maximum d'efficacité au sein d'un nouveau pôle d'accueil et de développement tertiaire.

La Cité des Affaires :
5, boulevard de Prague.

Surface : 3.340 m²

- Hôtel Novotel 3 étoiles - 118 chambres : 2.540 m².

- Accueil, Restaurant, Bar, Boutiques, Administration : 770 m².

- Bureaux sur 4 niveaux : 3.000 m².

- Salle de congrès de 500 places : 750 m².

- Parking en sous-sol (50 places) et locaux techniques : 1.000 m².

Maître d'ouvrage :
ACCOR-SARI

Architecte :
Pierre MOREL

Début des travaux :
Mai 1987

Fin des travaux :
Mai 1988.



TECHNOPOLES

TOULOUSE ÇA VA FORT

Quand on possède tous les ingrédients indispensables pour devenir l'une des métropoles du futur, que l'on est Maire de Toulouse et Président du Conseil Régional Midi-Pyrénées, on prend les choses en main, et on agit.

Afin de mettre tous les atouts de son côté, Dominique BAUDIS avait invité la semaine dernière, à Toulouse, les plus grands spécialistes français des Technopoles et organisé un Colloque avec le concours de l'hebdomadaire L'EXPRESS sur le thème "Les Technopoles au seuil de l'an 2000".

Il y a bien sûr été question, dès le départ, de la Technopole référence créée il y a maintenant plus de 10 ans par le Sénateur Pierre LAFFITTE. Sur ce site de garrigues situé sur les hauteurs d'Antibes, il y a aujourd'hui 7 000 emplois qui en fait font vivre, en indirect, plus de 100 000 personnes.

La Technopole de Toulouse, quant à elle, bien que bâtie sur un terrain bien dense, a toutes les chances de réussir, mais il convient d'inventer ici le terme de "Technopole urbaine".

LES ATOUTS DE TOULOUSE

Pour le "Pape des Technopoles", Pierre LAFFITTE, qui est intervenu lors du colloque, "les Atouts de Toulouse pour devenir une Technopole à part entière, sont plus réels que jamais !"

Ainsi, Sophia-Antipolis, au départ, avait-elle quelques avantages (l'aéroport international de Nice, la tradition d'accueil international, grâce au tourisme, etc., le soleil), mais surtout beaucoup de handicaps (l'absence totale d'université

et d'école d'ingénieurs et pas de tradition industrielle).

Toulouse, en revanche, a une forte tradition industrielle notamment en Aéronautique, depuis 1917,



Dominique BAUDIS a mené cette journée spéciale "Technopoles" à Toulouse à la vitesse Mach 2, n'hésitant pas à faire remarquer pour la circonstance le supersonique Concorde sur l'Aéroport de Toulouse-Margat.

date d'installation de l'usine LATECOÈRE. Quant à son poids universitaire (le second de France avec 65 000 étudiants) et à l'importante concentration de ses laboratoires, ils confèrent à la Cité Rose, une position privilégiée... pour préparer sa mutation vers l'avenir.

dans le passé lointain, le dynamisme s'emparer à nouveau des pays du Bassin Méditerranéen. "Au XXI^e siècle, la Méditerranée va redevenir le centre économique du monde", a-t-il prédit. Car la vraie révolution, c'est celle de l'intelligence. N'est-il pas remar-

quable de voir l'Italie et l'Espagne, pour ne citer que ces deux pays, redoubler d'initiatives et de dynamisme depuis seulement deux ou trois ans ?

UN LOOK PORTEUR D'AVENIR

Toulouse et son Maire l'ont bien compris. Voici plusieurs mois que des liens ont été noués avec la Généralité de Catalogne et que les cinq présidents des Conseils Régionaux (Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Mi-

di-Pyrénées et Aquitaine) se sont rapprochés pour créer une structure commune : "le Grand Sud".

Sur le plan des infrastructures, Toulouse joue également l'ouverture vers l'Europe. L'aéroport de Toulouse-Margat est bien évidemment relié à Paris (quinze liaisons quotidiennes), mais il dessert aussi Francfort, Bruxelles, Amsterdam et, depuis peu, Barcelone. "En 1995, le nombre de passagers aura doublé et passera à 5 millions", a annoncé Dominique BAUDIS. La décision de doter la ville d'un métro ultra-moderne (le VAL, 10 kilomètres de ligne, 15 stations, mise en service en 1992), d'un réseau câblé (150 000 prises surtout offertes à des professionnels), mais aussi de construire un Palais des Congrès et un Centre d'Affaires de dimensions internationales, constituent autant d'éléments de base pour faire de Toulouse la grande cité du futur. Le lancement, dès 1981 du SITEF (Marché International des Techniques Avancées), mais aussi du FAUST (en alternance avec le SITEF depuis 1986) viennent encore renforcer l'image moderne que TOULOUSE ne cesse de se forger depuis plusieurs années. Il faut croire que ce nouveau look est porteur d'avenir. La création prochaine d'une structure d'agglomération, réunissant les communes de Toulouse, Blagnac, Labège, Colomiers, Ramonville, Balma et l'union pour promouvoir et animer la "Technopole de Toulouse" est une preuve supplémentaire que le courant passe actuellement entre les élus et les socio-professionnels.

Il n'est pas exagéré de dire qu'aujourd'hui, à Toulouse, "ÇA VA FORT !".

ENVOYEZ LES COULEURS !

Les Maires de France ne pavoisent pas assez ; les Administrations seulement les jours de fête et les jours fériés ; les chefs des grandes entreprises, nationales ou privées, n'ont pas un seul drapeau français dans leur bureau.

Finis aussi le temps où, au moins pour la Fête Nationale, les Français mettaient un drapeau tricolore à leur fenêtre.

Fort de toutes ces constatations, Alain TRAMPOGLIERI, Commissaire Général de MAIRIE-EXPO et patron de RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE (1) (la bien-nommée), veut relancer le patriotisme Bleu-Blanc-Rouge. Aidé en cela par des sponsors, il va inciter les citoyens à pavoiser en créant une association qui organisera

des concours, des expositions et des animations.

Le marché du drapeau Bleu-Blanc-Rouge a donc un bel avenir devant lui, après celui des écharpes, des cocardes et du ruban d'inauguration.

Alain TRAMPOGLIERI constate que l'industrie française, qui fait intervenir le laser et la robotique, fabrique les plus beaux drapeaux du monde. Certaines sociétés en exportent même à Taïwan et au Japon.

Une Marianne d'Or récompensera cette année la ville ou le village de France qui aura le mieux pavoisé pour le 14 juillet.

CITOYENS, CITOYENNES... ENVOYEZ LES COULEURS !

(1) 84, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS. Tél. (1) 42.66.26.16.



Depuis 1978, PLASTIC OMNIUM équipe la ville de COPENHAGUE qui a adopté le SYSTÈME P. Les conteneurs de cette société sont présents dans toute la capitale.

Le DANEMARK étant très attaché aux problèmes de l'environnement, a demandé à l'administration des postes de ce pays d'émettre un timbre représentant le système de ramassage des ordures.

Laurent BURELLE, de PLASTIC OMNIUM n'est pas philatéliste, mais aimerait bien voir l'administration française en faire de même.

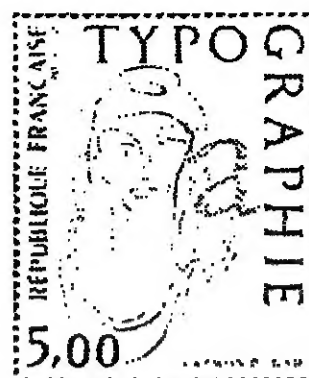
AFFICHAGE ÉLECTORAL

NON À LA TRANSPARENCE

Ce n'est pas à un candidat à une élection, et encore moins à celui qui s'est fait élire, que l'on apprendra qu'une affiche doit et peut rester belle pendant toute sa période d'affichage. De grands noms de la pub l'ont compris. C'est pour avoir observé l'affichage depuis de longues années que les Papeteries CHANTERINE viennent de créer le "Chantebleu", un papier spécialement conçu pour l'affichage qui a reçu un traitement qui garantit l'opacité minimum et une meilleure adhérence dès la pose, même en cas de pluie. L'intégralité de votre visuel tient l'affiche tout le temps voulu

(sauf si votre adversaire vous "recouvre"). Fini donc l'affichage électoral "transparent" où le regard du candidat est affublé d'un prémonitoire "liquidation totale", séquelle de la vague d'affichage précédente, parce qu'un imprimeur n'a pas choisi la bonne qualité de papier pour imprimer vos affiches. Reste à connaître le coût de ce papier de qualité. Les candidats aux prochaines élections municipales auront le temps de juger des performances de ce support en laissant d'abord aux candidats aux élections présidentielles le soin d'en faire l'expérience...

MARIANNE À LA POSTE



Raymond Gid



Jean Effel

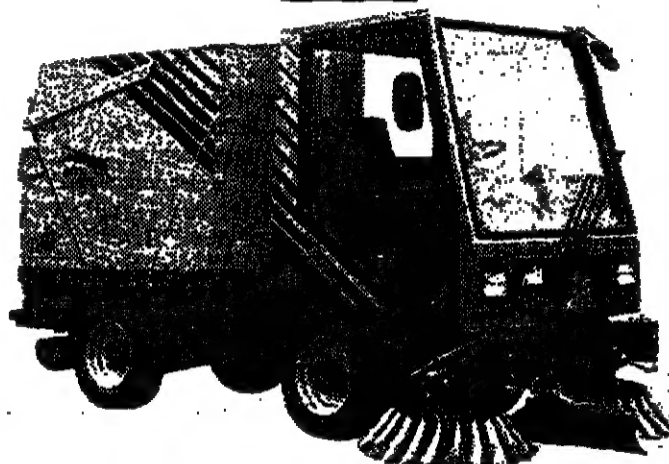


Salvador Dali



Jean Cocteau

STAR



CITY CAT de ROBLA est un des engins vedettes qui ont été présentés à MUNICH à l'IPAT 87 (le Salon International des Techniques de Déchets : eaux usées, résidus urbains, recyclage, nettoyage municipal, service entretien des routes et voiries en hiver). Cet engin fait tout, il brosse, aspire, arrose, déneige. Grâce à ses bras extensibles, il nettoie partout, grâce à son articulation, il passe même dans les petites rues.

Le parti du paysage



Agriculteurs, entrepreneurs, paysagistes, élus ou techniciens... Vous êtes en France quelque dix millions, vous êtes responsables d'une petite parcelle de "notre" paysage. Et, ce sont des hautes responsabilités, la des hautes responsabilités, car vous êtes responsables de la beauté de notre pays. Sans doute le plus beau du monde. Sans le savoir, vous l'êtes. Un des partis les plus populaires, le plus utiles à votre pays : le parti du paysage.

Depuis 25 ans, inlassablement, Rousseau s'est voué

à la même cause. Depuis 25 ans, Rousseau met à votre service ses instruments : robots tailleurs et turbo tondeuses. Des instruments qui assurent sur le triple front des performances, de la robustesse et des prix. Les hommes de Rousseau sont là pour vous conseiller, vous prêter main forte et dresser le diagnostic-carte qui s'impose. La force de Rousseau est là. Demandez vous, avec ses conseils, son savoir, son imagination, sa logique, ses services et sa gamme. Avec vous, Rousseau est bien déterminé à poursuivre son action. Faites campagne avec lui ! Rousseau Rousseau présente le parti du paysage !

rousseau

44-46 avenue Auguste-Worms - B.P. 82 - 68200 Neuvic-sur-Saône - France - Tél. 76814361 - Téléc. 900973

PRÉSENT À MAIRIE-EXPO !

L'ANIMAL DE COMPAGNIE EN VILLE



Un diagnostic clair pour des solutions justes.

Les collectivités locales - élus et responsables des services municipaux - se préoccupent de plus en plus souvent de résoudre de façon positive les problèmes posés par la présence des animaux de compagnie en ville, en particulier les chiens. C'est-à-dire qu'après avoir longtemps imaginé et mis en œuvre des réponses répressives, elles préfèrent aujourd'hui des solutions qui favorisent une bonne insertion de l'animal dans le milieu urbain et, surtout, qui entraînent tout à la fois les maîtres et les non-possesseurs.

L'unité de la présence de l'animal aux côtés de l'homme et de l'enfant est aujourd'hui admise par tous, médecins et enseignants, éducateurs et psychologues, mais, comme pour la fréquentation de l'espace vert, le citoyen préfère souvent la proximité immédiate et l'insécurité dans son cadre de vie qu'il préfère à une relation équilibrée, hypothétique et lointaine ; tout autant les problèmes que posent les animaux de compagnie vis-à-vis de l'environnement sont connus : déjections canines, aboiements, etc. C'est le chien qui reçoit le plus de suffrages, c'est aussi lui qui concentre le plus de critiques.

Paris bien sûr, mais aussi Toulouse, qui a expérimenté différentes solutions depuis une dizaine d'années, Orléans ou Grenoble, qui vient de constituer un "groupe projet" regroupant tous les services concernés de la ville, les associations et les habitants, et beaucoup d'autres villes grandes et moyennes ont engagé des actions sérieuses dans ce domaine.

À Brive, par exemple, la collectivité locale a entrepris, avec le concours de l'Association Française d'Information et de Recherche sur l'Animal de Compagnie (AFIRAC), un véritable "diagnostic" de la situation faisant apparaître un examen de la population animale, son évolution possible à moyen terme et examinant les principales difficultés rencontrées ou à prévenir ainsi que le comportement des habitants. Analyse complète par un cahier de recommandations appliquées au contexte urbain.

Sept dispositions cardinales

Quelles que soient les conditions dans lesquelles une collectivité locale souhaite engager un programme d'action, l'AFIRAC recommande de respecter sept dispositions cardinales qui constituent la garantie du succès de l'opération :

- l'insertion de l'animal en ville, tout d'abord, doit faire l'objet, comme d'autres causes d'intérêt général, d'une préoccupation permanente de la collectivité locale ;
- celle-ci doit déléguer largement cette responsabilité à un élu ou à un fonctionnaire local ayant vocation à fédérer et à coordonner les différents services concernés (espaces verts, voirie, hygiène et propreté, affaires scolaires, police...)
- le programme doit concerner tous les publics et toutes les catégories d'usagers (possesseurs et non-possesseurs), mais aussi les enfants, les personnes âgées, les handicapés, etc. ;
- les espaces publics urbains doivent être "hiérarchisés", c'est-à-dire qu'ils doivent offrir le choix au citoyen d'accéder à un lieu public où son animal sera accueilli ou au contraire où il sera exclu, s'il le souhaite, de ne pas rencontrer l'animal des autres, la règle, partout ailleurs, étant que l'animal est tenu en laisse ;
- des équipements et des aménagements spécifiques qui ont fait leurs preuves doivent être réalisés à un coût marginal pour la collectivité à la faveur d'autres travaux de voirie : ils ont un effet incitatif certain même s'ils ne sont pas efficaces à 100 % ;
- le lancement d'un programme d'action doit s'appuyer sur quelques sites pilotes bien choisis sur lesquels seront concentrés les efforts et qui auront valeur d'exemple ;
- enfin, c'est la recommandation majeure, toutes ces initiatives doivent être renforcées et valorisées par une campagne d'information et d'éducation renouvelée régulièrement.

Les suggestions de l'AFIRAC, si elles ne sont pas toujours spectaculaires, s'appuient sur l'observation et l'expérience. Ainsi le "pas canin" qui interdit l'accès des chiens aux zones sensibles ou le "craie à saleté" qui permettrait remplacer dans bien des cas le bac à sable traditionnel en mettant à la disposition du jeu des enfants un matériau toujours propre et sec. L'amour de l'environnement est une bonne occasion pour regarder bien en face ce problème et essayer d'y apporter les meilleures solutions.

AFIRAC - 23, rue du Cherche-Midi - 75006 PARIS - Tél. : 45.44.03.48.

HÔTELS DE VILLE

Pierre MAUGER, Maire d'ALENÇON, sait communiquer avec zéro centime. Sa campagne d'information sur la propreté passe par une sensibilisation des intéressés eux-mêmes. "Qui veut une ville propre doit commencer par balayer devant sa porte", un slogan plein de bon sens qui n'a pas besoin de budget de publicité.

Edmond HERVÉ, Député-Maire de RENNES, a équipé toutes les écoles de la ville en informatique. RENNES a du génie... son Maire aussi.

Bernard BOSSON, Maire d'ANNECY et Secrétaire d'Etat aux Affaires Européennes, va demander à tous ses collègues, Maires de France, de donner le nom de l'Europe à une rue, un lieu ou une salle de leur ville. Une occasion de multiplier par 36 433 l'esprit européen.

Paul GRAZIANI, Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine, souhaiterait que les Collectivités Locales et Territoriales consacrent 1 % de leur budget à la communication.

Michel PONIATOWSKI, Maire de L'ISLE-ADAM et ancien Ministre de l'Intérieur, est candidat cette année à la "MARIANNE D'OR".

Les cantonniers de COMPIÈGNE veulent "se faire bien voir". Ils expérimentent depuis un an des gilets de sécurité de couleur fluorescente munis de bandes rétro-réfléchissantes Scotchite.

Georges FRESCHÉ, Député-Maire de Montpellier, réussit fort bien sa campagne de communication "MONTPELLIER, ville du futur". D'après un sondage, 90,90 % des habitants ont confiance en l'avenir de leur ville. La campagne de communication "MONTPELLIER la surdoutée", est bien ressentie par ses Administrés.

Michel CASTEL, Maire d'ALBI, entend profiter de la dynamique de la ville de TOULOUSE pour bénéficier d'importantes retombées économiques. Toutes les idées sont les bienvenues !

SAINT-LÔ vient de se doter d'un ordinateur pour la gestion de ses restaurants municipaux.

Michel MONLAUR, Maire de MAZAMET, vient de mettre en place, pour ses Services Techniques, une gestion analytique informatisée.

Jacques CHIRAC, Maire de PARIS et Premier Ministre, sera à BERLIN le 2 juillet prochain à l'occasion du 750^e anniversaire de la ville. A cette occasion, il offrira, avec le concours d'AIR FRANCE, une œuvre du sculpteur Bernard VENET.

Gilbert MELLET, Maire d'ALÈS, vient d'organiser dans sa ville le premier Festival de la Parole, avec le concours d'Henri GOUGAUD.

Dominique BAUDIS, Maire de TOULOUSE, tirera les conclusions du Colloque "LE CÂBLE ET LA NOUVELLE CITOYENNETÉ" organisé le 4 juin à Paris par Xavier GOUYOU-BEAUCAMPS, Président de TDF.

Jean-MOUTON, Maire de PLAISIR, organisera le 12 juin prochain un colloque sur le thème "LES GENS DU VOYAGE ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES".

Villes représentées : BONDY, BUC, CHAMBOURCY, CHATELAIN, LES-VIGNES, CHÂTENAY-MALABRY, ELANCOURT, GUYANCOURT, LIMAY, MARLY-LE-ROI, POISSY, RAMBOUILLET, TRAPPES.

À la une de l'hebdomadaire L'EX-PRESS cette semaine : "CES VILLES QUI FONT L'AVENIR DE LA FRANCE", avec leurs Maires :

AIX, Jean-Pierre de PERETTI - BORDEAUX, Jacques CHABAN-DELMAS - GRENOBLE, Alain CARRIGNON - LYON, Francis COLLOMB - METZ, Jean-Marie RAUSCH - NANCY, André ROSSI-NOT - ORLÉANS, Jacques DOUFFLAGUES - RENNES, Edmond HERVÉ - TOULOUSE, Dominique BAUDIS.

Sur ces neuf élus, cinq sont déjà "MARIANNE D'OR". À suivre.

André ROSSINOT, Maire de NANCY et Ministre Chargé des Relations avec le Parlement, a choisi de s'engager personnellement dans la campagne de promotion de sa ville "NANCY, un style de ville". "Nous avons une petite idée de ce que peut être une grande ville" affirme-t-il.

Politique

Carrefour du développement

Les socialistes accusent M. Pasqua et contestent l'utilisation du « secret défense »

Le bureau de l'Assemblée nationale a déclaré recevable, le mercredi 3 juin, la proposition de résolution portant mise en accusation devant la Haute Cour de justice de l'ancien ministre socialiste de la coopération, M. Christian Nucci. Les députés de la majorité du Front national et du Parti communiste ont voté la recevabilité (qui porte sur la forme et non sur le fond) en l'absence des membres socialistes de cette instance, qu'ils avaient quittée avant ce vote.

Les députés socialistes entendaient, ainsi, protester contre le rejet de leur demande de joindre l'examen des propositions de résolution concernant, d'une part, M. Nucci et, d'autre part, le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua.

M. André Billardon (PS) a expliqué, en quittant cette réunion du bureau : « Nous faisons un constat simple, les faits qui ont conduit aux deux décrets de résolution de comparution sont les mêmes, puisqu'ils ont pour origine les déclarations de M. Yves Chaillet. »

Il s'agit des seuls de cet avis, puisque les membres du PC et du FN se sont abstenus. En revanche, les députés communistes et du Front national ont déjà annoncé qu'ils voteront la recevabilité de la proposition socialiste visant M. Pasqua.

Une petite semaine après la droite, les socialistes tentent à leur tour d'encadrer la procédure pouvant mener à la réunion de la Haute Cour de justice. Le mardi 2 juin dans l'après-midi, M. Pierre Joxe et cent quarante-six de ses collègues de groupe ont déposé à la présidence de l'Assemblée nationale une proposition de résolution tendant à mettre en accusation M. Charles Pasqua devant la Haute Cour. Communication a été faite de ce dépôt à la clôture de la séance de l'après-midi en même temps qu'était convoqué le bureau de l'Assemblée pour en examiner la recevabilité formelle le mercredi 10 juin à 11 heures.

L'argumentaire développé par les députés du PS explique qu'il y a eu « délit de recel de malfaiteur », en l'occurrence M. Yves Chaillet, et « crime de faux en écritures publiques ou authentiques » par la fourniture d'un « vrai-faux » passeport à

celui-ci. S'appuyant sur une déclaration de M. Robert Pandraud dans le *Monde* du 5 mars selon laquelle le ministre chargé de la sécurité était au courant de cette délivrance de papier officiel par la DST, les socialistes expliquent, dans l'exposé des motifs de leur proposition de résolution, qu'« il existe des présomptions graves et concordantes donnant à penser que M. Charles Pasqua, en qualité d'auteur et coauteur, est personnellement responsable des infractions extrêmement graves qui ont été commises ».

Un « gadget de poche »

La décision de la chambre d'accusation estimant que cet aspect de l'affaire du Carrefour du développement est couvert par le « secret défense » ne lie aucunement, toujours d'après ce texte, la commission d'instruction composée de magistrats de la Cour de cassation qui auraient à examiner le dossier si le Parlement décidait d'envoyer le ministre de l'Intérieur devant la Haute Cour. Les socialistes écrivent aussi que le « secret défense » ne saurait être « opposé par celui qui est soupçonné d'avoir commis une infraction ». Ils ajoutent : « Qu'il ait la possibilité de se taire est une chose, que ce silence vaille absolue est une autre que nul ne songerait à défendre. »

En tout état de cause, expliquent aussi les socialistes, « la Haute Cour de justice n'aurait nullement besoin de plus de renseignements que ceux dont elle dispose déjà. De ce fait, elle n'aurait rien de particulier à demander à M. Pasqua dès lors que les infractions sont établies et sa responsabilité indiscutable compte tenu de ses responsabilités ».

Ils ajoutent simplement que le ministre de l'Intérieur pourra « invoquer pour sa défense des éléments actuellement inconnus ». Cet exposé des motifs se termine en faisant remarquer que « les faits reprochés à M. Pasqua (...) sont d'une exceptionnelle gravité. On ne connaît pas de précédent d'un membre du gou-

vernement qui aide ou fasse aider une personne poursuivie à se soustraire à la justice ».

En présentant ce document à la presse, M. Joxe a expliqué qu'il avait recouru à cette procédure « car c'est le seul moyen juridique à notre portée » après la décision de la chambre d'accusation, même si les socialistes ont mis en branle des procédures pouvant permettre à la Cour de cassation de revenir sur cette décision. « Car, a-t-il précisé, nous ne sommes pas prêts à laisser s'installer en France une telle utilisation du « secret défense ». Si un homme recherché par la justice peut recevoir un « vrai-faux » passeport du ministère de l'Intérieur, aucune loi n'a plus cours en France. »

Vient pourquoi les socialistes réfléchissent à une nouvelle réglementation du « secret défense », que « trois fois la droite a utilisé comme un gadget de poche quand elle a eu des coups durs à monter ». M. Joxe conclut pourtant que « le secret défense mérite d'être défendu, car il sert à protéger des éléments indispensables de la défense nationale ». Mais il ajoute que son utilisation dans l'affaire des bijoux du *Canard enchaîné*, dans l'affaire Delpey (cet homme qui voulait révéler des « secrets » sur l'affaire Bokassa) et pour le « vrai-faux » passeport « nuit au secret défense, nuit à la DST, nuit à la police, nuit à la défense nationale ».

Les socialistes vont donc multiplier les questions au ministère sur ce sujet. Mais pour contre-attaquer ils veulent aussi élargir le champ de leurs critiques. Ainsi, M. Christian Goux (PS, Var) vient de poser une question écrite à M. Edouard Balladur sur le tracé de la joaillerie Chaumet. Il lui demande notamment les instructions qui ont été données aux banques « détentrices de créances sur cette société ». Il souhaite aussi savoir combien de personnes ont « confié à cette société le soin de placer de l'argent en diamants de manière occulte, échappant au fisc, pour des revenus de l'ordre de 20 % par an ». M. Goux, enfin, demande à M. Balladur : « Quelles poursuites avez-vous demandées à nos services d'engager contre elle ? »

THÉRIER BRÉHER.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Le Conseil constitutionnel retranche l'allusion au futur statut du territoire de la question posée au référendum

M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer, s'est déclaré « ravi » de la décision du Conseil constitutionnel de retrancher une partie (allusion au futur statut) de la question qui sera posée aux populations de Nouvelle-Calédonie lors du référendum d'autodétermination.

« Le Conseil constitutionnel revient au texte du gouvernement », a constaté M. Pons dont la tâche se trouve en fait simplifiée après cette décision et qui a l'intention de « demander la promulgation du texte en l'état le plus rapidement possible ».

Le Conseil constitutionnel, considérant que la « rédaction » de la question qui doit être posée aux populations de la Nouvelle-Calédonie au moment du référendum d'autodétermination était « équivoque », a déclaré contraire à la Constitution, le mardi 2 juin, une partie du texte de cette question.

« Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à l'indépendance ou demeure au sein de la République française avec un statut dont les éléments essentiels ont été portés à votre connaissance ? » Tel était le texte de la question qui figure à l'article premier de la loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances prévue par la loi du 17 juillet 1986.

Le Conseil constitutionnel avait été saisi le 11 mai par les députés et sénateurs socialistes qui contestaient l'adoption, née d'un amendement de M. Etienne Dailly, sénateur (gauche démocratique) de Seine-et-Marne, vice-président du Sénat, du membre de phrase : « ... avec un statut dont les éléments essentiels ont été portés à votre connaissance » (le *Monde* du 13 mai).

Le Conseil constitutionnel a considéré que « la question posée aux populations intéressées doit satisfaire à la double exigence de clarté et de précision de la consultation » que s'il est loisible aux pouvoirs publics, dans le cadre de leurs compétences, d'indiquer aux popu-

les. Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, M. Pierre Joxe, a, lui aussi, fait part de sa « satisfaction », après le succès partiel de recours que députés et sénateurs socialistes avaient déposé devant le Conseil constitutionnel.

A Nouméa, le porte-parole du FLNKS, M. Yeiwene Yeiwene, a, de son côté, estimé que son mouvement « n'est pas concerné par les péripéties que connaît le projet de référendum organisé par Bernard Pons ».

Après avoir longuement contesté, au cours de la discussion parlementaire, la notion de « populations intéressées » telle qu'elle ressortait du texte (obligation de trois années de résidence pour pouvoir prendre part au futur scrutin), députés et sénateurs socialistes avaient renoncé à soulever ce problème devant le Conseil constitutionnel.

En considérant qu'« en l'espèce il n'y a lieu, pour le Conseil constitutionnel, de soulever d'office aucune question de conformité à la Constitution en ce qui concerne les autres dispositions de la loi soumise à cet examen », les juges constitutionnels paraissent reconnaître implicitement et a contrario que cette exigence de trois années de résidence n'est pas contestable au regard de la Constitution.

M. K.

■ M. Jacques Lafleur à Paris. — Le député RPR de Nouvelle-Calédonie a réaffirmé, le mardi 2 juin à Nouméa, avant de quitter le territoire pour Paris, qu'il est en désaccord avec le délégué du gouvernement sur de nombreux points. L'arbitrage qu'il vient solliciter auprès de M. Jacques Chirac pourrait précéder, si M. Lafleur était entendu, au remplacement de M. Jean Monpezat. En outre, le député RPR a renouvelé ses attaques verbales contre le *Monde*, accusant notre collaborateur Alain Rollat d'avoir « décidé, par idéologie, de déstabiliser la Nouvelle-Calédonie ».

Le 2 juillet, vous gagnez 50 villes en direct de Newark.

Et ce n'est pas fini...

NEW YORK
NEWARK

PARIS
ORLY

CONTINENTAL AIRLINES RELIE 113 VILLES U.S. DONT 50 EN DIRECT DE NEWARK.

A partir du 2 juillet, non seulement nous vous offrons des vols quotidiens sur 747 avec tout ce dont peut rêver un voyageur exigeant, mais de plus, en reliant Paris-Orly à Newark-New York, nous vous faisons gagner du temps. Plus près de Manhattan et plus petit que Kennedy,

l'aéroport de Newark est moins engorgé. Moins de files d'attente aux bagages et à la douane. Finies les courses interminables pour trouver sa correspondance. Tout est là. Avec son propre terminal, Continental Airlines vous fait voler vers 50 villes des États-Unis en direct. Vous désirez connaître

d'autres villes que celles-ci ? Aucun problème, Continental Airlines dessert 113 villes. C'est normal quand on existe depuis 50 ans avec aujourd'hui plus de 1500 vols par jour. Pour plus d'informations, prenez contact avec votre agent de voyages ou appelez-nous au (1) 42.25.31.81.

CONTINENTAL AIRLINES
Nous ferons tout pour vous conquérir.

ALBANY ★
ALBUQUERQUE ★
ANCONA ★
AUSTIN ★
BALTIMORE ★
BIRMINGHAM ★
BOSTON ★
BURLINGTON ★
BURBANK ★
CHARLOTTE ★
CHICAGO ★
CINCINNATI ★
CLEVELAND ★
COLUMBUS ★
DENVER ★
DETROIT ★
FARMINGDALE ★
FORT LAUDERDALE ★
FORT MYERS ★
GREENSBORO/HIGH POINT ★
GREENVILLE/SPARTANBURG ★
HARTFORD ★
HONOLULU ★
HOUSTON ★
HYANNIS ★
JACKSONVILLE ★
LOS ANGELES ★
NEW BEDFORD ★
NEW HAVEN ★
NEW ORLEANS ★
NORFOLK ★
ORLANDO ★
PHILADELPHIA ★
PHOENIX ★
PITTSBURGH ★
PORTLAND ME ★
PROVIDENCE ★
RALEIGH ★
ROCHESTER ★
SACRAMENTO ★
ST PETERSBURG ★
SAN DIEGO ★
SAN FRANCISCO ★
SAN JOSE ★
SARASOTA ★
SEATTLE ★
TAMPA ★
WASHINGTON ★
WEST PALM BEACH ★

Enquête

A la tête de l'énorme ministère des affaires sociales et de l'emploi, Philippe Séguin fait face, non sans succès. Pour le géant indiscipliné du RPR, ce cadeau empoisonné entraverait-il une marche résolue et ascendante que rien, jusqu'ici, n'est venu interrompre ?

Philippe Séguin est, le mercredi 3 juin, l'invité de l'émission d'Antenne 2 « L'heure de vérité ».

par Michel Kajman

Mai finissait doucement. Le port rassurant des assises nationales du RPR était en vue. La mer redevenait étale en Chirac après un coup de tabac lépénien.

De passage dans son bureau ministériel entre deux marathons parlementaires, Philippe Séguin commentait, comme on aborde à contrecoeur un sujet secondaire, les péripéties des jours passés : « Sincèrement, je crois que Noir a commis une erreur tragique en publiant ce papier dans votre journal. Il s'est fait plaisir à bon compte. J'ai été très choqué. »

On se frottait les oreilles : lui, ça ? Oui, lui, Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, préposé au remplissage de la plupart des tonnes des Danaïdes de la République, cinquième du nom, version 1987.

« Est-ce que je suis suspect de complaisance à leur égard, moi, observa le très sage ministre. Voyez leur presse, leurs déclara-



Philippe Séguin préfère le grand dessin gaulliste à toute autre référence. Page de droite, avec Jacques Chirac en juin 1986 et avec Raymond Barre en mars 1978.

Social-chrétien, vaguement socialiste. « On disait qu'on en était, voilà... » En 1962, Philippe Séguin prête donc tout naturellement la main, on plutôt la plume au candidat local SFIO à la députation, Louis Philibert, qui se présente pour la première fois et avec succès.

Aujourd'hui président du conseil général des Bouches-du-Rhône, le vieux cantonnier autodidacte a conservé une tendresse certaine pour celui qui l'avait aidé au début de sa longue carrière de parlementaire. « Il avait quitté Aix. Je n'en avais plus guère entendu parler. Un beau jour, après des élections, je le croise à l'Assemblée. Qu'est-ce que tu fais là ? »

« J'ai été élu député dimanche. Ah ! Tu es socialiste ? Non, je suis RPR maintenant. »

RPR ? Socialiste ? Dans les rangs chiraquiens, on s'est longtemps cru autorisé, jusqu'à ce que le ministre en impose, à poser la question sur un ton généralement pen amical.

S'il n'était pas nécessaire d'être encarté pour se dire socialiste, on peut aussi devenir gaulliste avant de se ranger sous la bannière d'un autre sigle. Gaulliste par raison, puisque « le vieux », malgré sa rentrée en scène un peu équivoque, en 1958, a réussi à sortir tout le monde du gupier algérien comme il le fallait. Gaulliste aussi, peut-être, parce qu'un père

Philippe Séguin, ou l'ambition solitaire

tions : je suis l'une de leurs têtes de Turc. Mais qu'est-ce que je fais ? Je me colle à la réalité des problèmes, pas aux phantasmes. Et j'arrête leurs amendements par centaines à l'Assemblée. Je les remets à leur place quand il le faut, comme il le faut. Ce n'est pas tout à fait la même chose. »

Soit, Monsieur le ministre. Mais regardez autour de vous. Le mot est venu sous quelques plumes et dans plusieurs bouches pour qualifier ce comportement qui n'était pas le vôtre : « séguinisme ». Philippe Séguin est-il seul à n'être pas — ou plus — séguiniste ?

Fortune des mots... l'épithète sentait généralement le soufre, il y a quelques années. Rarement affectueux, le qualificatif était plutôt synonyme, dans le vocabulaire interne du RPR de l'époque, de « pestiféré ».

Jacques Chirac l'avait confirmé avec une ironie un peu cassante en septembre de la même année : « Philippe Séguin n'est pas représentatif de l'opposition (...). Il occupe une place à part : il est séguiniste. »

Claude Labbé, alors président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, en rajoutait aussitôt, non sans cruauté : « Il existe un séguinisme, mais pas de séguinisme : il faudrait pour cela que M. Séguin ait des adeptes. » Bref, il ne s'écoula pas de semaines qui n'apportât son lot d'aménités.

Brûlant florilège qui ne laisse pas toujours de glace l'intéressé. Fin avril, en cette année pénible, une trentaine de nouveaux maires d'opposition, de villes de plus de 30 000 habitants, sont réunis à l'Alpe-d'Huez pour un séminaire « technico-politique ». Maire d'Epinal, Philippe Séguin est du nombre. Quelques jours plus tôt, il ironisait encore : « J'entends parfois dire que je serais un marginal, un indiscipliné... ».

Puissants échos tunisiens

Mais là, de toute évidence, la coupe est pleine. En coulisse, pour décrire la vie dure que lui mènent ses « amis » politiques, la voix s'étrangle : « Vous savez, Monsieur, ce sont des staliniens. »

Philippe Séguin, « ours à demi-léché » qui ne s'est pas installé dans la ménagerie publique nationale sans y susciter des piailllements et grognements variés, aura dû, en une petite vingtaine d'années de carrière, côtoier plus d'une fois la porte d'une patte ferme pour ne pas se retrouver second rôle ou spectateur du grand cirque.

Il est venu de loin, en vérité. Oh ! Tunis, où il est né le 21 avril 1943, ce n'est pas la porte à côté. Mais plus long encore est le voyage qui mène quelques-uns des enfants de la République aussi peu nantis que bien doués vers ses sommets.

Philippe Séguin est d'abord l'un d'eux. Son père soldat a été fauché par la guerre en septembre 1944. Cinq ans plus tard, le 11 novembre 1949, le petit Philippe a un rendez-vous avec sa propre histoire qui est déjà une petite rencontre avec l'Histoire : un officier remet à ce « fils de tué », à Tunis, la médaille militaire tragiquement gagnée par son père.

Pour le reste, c'est l'ordinaire des débuts « méritants » : restée seule, institutrice, la mère « pousse », son rejeton, dont les débuts scolaires se révèlent brillants.

1955 : l'autonomie en Tunisie ; l'indépendance approche. Remariée, la mère de Philippe est mutée à Draguignan. Philippe quitte la Tunisie. Mais la Tunisie ne le quittera pas complètement. Qu'un prétexte très officiel y conduise le ministre Séguin pour quelques jours, il jubile, comme on revient « au pays ».

La carrière, du reste, sera jalonnée de puissants échos tunisiens. Une raison, parmi d'autres, d'entrer plus tard à la Cour des comptes sera la présence à la tête de ce grand corps de l'Etat de Lucien Paye. Le premier président n'a-t-il pas été de 1948 à 1955 directeur de l'instruction publique en Tunisie ?

A la Cour des comptes encore, Philippe Séguin lie connaissance avec Jean Mons. Ce président de chambre a été résident général de France à Tunis en 1947. Il se souvient : « On frappe à ma porte un jour. C'était un grand gaillard. Moins corpulent qu'aujourd'hui. Il me rappelle la Tunisie, l'entre-tout de suite en ébullition. » Des relations « de service, puis d'amitié » se développent.

Même clin d'œil du destin avec les Chroniques de mars. Serge Mosti, réalisateur de ce film qui « met en scène » Laurent Fabius, Lionel Jospin et Philippe Séguin en campagne avant les dernières élections législatives, est aussi un enfant de Tunis, de trois ans plus jeune que Philippe.

Ils ne se connaissent pas, mais se reconnaissent tout de suite, et l'accord est bien vite scellé entre le copain de Laurent Fabius et le futur ministre de Jacques Chirac. « Ça a même failli devenir une grande amitié », dit aujourd'hui Serge Mosti.

« Ça a failli » : tous ne le disent pas avec cette intensité vaguement blessée venue d'outre-Méditerranée. Mais avec d'autres mots beaucoup signifient le même rattachement en apparence indéfectible. Philippe Séguin force la sympathie, cultive un moment l'amitié ou des relations suivies. Et puis, plus rien. Comme s'il n'avait pas le temps, pressé par le travail et l'obsession d'avancer. Comme s'il craignait qu'en lui extorque une énergie ou une attention que d'autres objets requièrent.

Ainsi Jean Mons : « Quand il est devenu ministre, j'ai eu la tentation de lui demander un rendez-vous, pour le plaisir : je ne l'ai pas fait. S'il avait besoin de moi, j'accourrais. » Et Michel Jobert, cible, il est vrai, d'une rancune tenace pour avoir osé, en mars 1986, venir soutenir dans les Vosges l'adversaire socialiste de Philippe Séguin, demande pudiquement, sans même invoquer un passé décidément révolu : « Tenez, quand vous le verrez, demandez-lui d'être assez aimable pour me faire dire un jour ce qu'est devenu un joli petit Vuillard que j'avais extrait, naguère, des combles du ministère qu'il occupait rue de Grenelle. »

Même tonalité chez Paul Bommassa, ce qui n'empêche pas le patron de « Chez Edgar », restaurant fétiche d'une bonne part du Tout-Paris politique et journalistique, d'être intrigué dans l'éloge de Philippe.

Paul Bommassa : un flot de Tunisie bien utile pour le Rastignac timide et gauche qu'un cousin de Philippe lui présente en 1969.

A L'ENA

Un bon élève interrogé sur la Sécurité sociale

Philippe Séguin n'est pas parvenu du premier coup à entrer à l'Ecole nationale d'administration, point de passage obligé depuis de nombreuses années de la plupart des carrières de la haute fonction publique et de la politique qui souvent n'en est plus qu'une facette.

Au concours de septembre 1966 réservé aux étudiants, qu'il passe à Marseille, il échoue. N'obtenant que 126,75 points alors que le dernier candidat admissible en a 180. Appelé à se demander (par écrit) si le libéralisme lui paraît « en progrès ou en recul dans le monde », à discuter sur les « politiques économiques gouvernementales et les dimensions des unités de productions », ce provincial de province ne séduit pas ses correcteurs.

Un an plus tard, il récidive. Il passe les épreuves à Paris cette fois. Sa prestation écrite consacrée à « La Communauté économique européenne et l'ordre juridique français » n'est guère appréciée (5 sur 20), mais il s'en tire mieux avec la grande composition — « Le juriste dans la société moderne » (12 sur 20) — et le devoir d'économie (« Peut-on faire du développement des échanges extérieurs un des éléments fondateurs de l'essor économique national ? ») : 11,5 sur 20.

On ne refuse rien à un « pays », à un ancien du lycée Carnot de Tunis, dont Paul Bommassa, présidente l'amical. Il vent aborder le monde mystérieux (naïve jeunesse !) des médias, des « grands » journalistes politiques ? Paul l'aidera !

Europe 1 ne paraît pas accueillante à Philippe (c'était il y a longtemps) ; Paul arrangerait cela. Pasqua jure de débarquer l'immortel Séguin (c'était il y a des siècles) ; Paul calmera le jeu.

Philippe va faire

Mais avant d'arriver « chez Edgar » et au-delà, Philippe va ramper. Lycée et école normale d'instituteurs à Draguignan, bac en 1959 et 1960. Faculté des lettres d'Aix-en-Provence de 1961 à 1965, Institut d'études politiques d'Aix où il sort major en 1967.

Littéraire « infiltré » dans l'univers « Sciences-Po », il vit l'Histoire, les Georges Duby, Maurice Agulhon (aujourd'hui professeur au Collège de France) et bien d'autres, qui lui ont reconnu le bien volontiers aujourd'hui, « formé le jugement ». Auteur d'un diplôme d'études supérieures consacré à

« l'histoire de la presse marseillaise sous la II^e République », il garde en mémoire cette leçon : « Je me suis intéressé à cette occasion au père d'Emile Ollivier et, bien sûr, à ce dernier. Emile Ollivier... un des plus beaux ratages de l'histoire de France, un des hommes les plus étonnants, mais tantôt il est trop en avance, tantôt il arrive trop tard. » Exemple à méditer ?

Il faut vivre aussi. Philippe Séguin tâte du journalisme de 1961 à 1963, à Aix et à Marseille. Il est professeur remplaçant au lycée de Draguignan en 1963-1964, collaborateur technique à l'IEP d'Aix en 1967.

Le journalisme : chôme écorché, conflits sociaux, banquets des amicales de pompiers, rubrique universitaire, secrétariat de rédaction... Philippe Séguin mène un temps la vraie vie de « localier » ou de « rubricard » pour le compte du *Provençal* de Gaston Defferre. Il court à droite et à gauche sans se faire prier, en plus des études, et n'encourt guère de reproches, sauf ceux de se prendre quelquefois pour un journaliste du *Monde*, ou d'oublier dans les rituels énumérations de « personnalités » telle relation du puissant et coléreuse maire de Marseille.

Philippe Séguin a-t-il appris auprès de ce maître l'art redoutable d'engueuler de façon homérique tous ceux (ils sont nombreux) qui déclenchent son ire ?

Les années 60 : un long, un très long rendez-vous cette fois avec l'histoire en train de se faire. On est encore en plein drame algérien. Encore : « Je m'étais retourné sur un bateau en 1955, se souvient Philippe Séguin. La Tunisie était devenue indépendante. Je savais de quoi il s'agissait. De 1955 à 1962, je suis retourné en Tunisie, pour les vacances, chez mes grands-parents. Une partie du pays était devenue la base de repli du FLN. Quand j'allais à la plage, je voyais leurs drapereaux partout. J'ai eu bientôt le sentiment de l'ineffable. Inutile d'aller contre. »

Le social-christianisme à de Gaulle

Pour le jeune catholique vaguement socialiste, pied-noir pauvre et raisonneur qui serre les poings en voyant se pavaner sur le cours Mirabeau d'Aix-en-Provence les fils planqués, aisés et arrogants d'autres pieds-noirs, pas d'hésitation. Ce ne sera ni FOAS ni sa mouvance. Ce sera l'UNEF, cité partisane de l'indépendance algérienne. Ce qui est rare à Aix-en-Provence à cette époque. Ce sera l'état d'esprit JEC. Avec une intrépidité facilitée par sa rareté, Philippe argue. Quand les mots ne suffisent plus, les briques volent.

de remplacement comme celui-là, pour un fils de tué à la guerre, qui oserait. Cile sans oublier sa propre destinée, ce devait être à l'époque ce qui se faisait de mieux.

Gaulliste de tout cœur, lui, cofondateur de l'Union des jeunes pour le progrès, avant de faire carrière dans l'appareil du mouvement — il est aujourd'hui membre du cabinet de Jacques Chaban-Delmas à la présidence de l'Assemblée — Patrick Ollier, étudiant à Aix, a assisté à la mue. « De 1963 à 1967, je l'ai souvent rencontré dans des réunions d'étudiants. On discutait beaucoup. Il avait médité pour la paix en Algérie, je le savais. En 1967, je l'ai vraiment découvert. »

L'occasion : le retour des législatives. L'union de la majorité s'était fait, non sans mal, autour d'un indépendant giscardien, Michel Fabre. « Un jour, dit Patrick Ollier, j'ai vu arriver Philippe à l'état-major ». Il s'est mis à notre disposition modeste et chaleureusement.

A l'aube d'un jour chaud

Se mettre à la disposition : ce doit être une façon de commencer en politique des plus communes, quand on n'a pas encore trouvé ses marques, son rythme et quelques Belles en tout cas, point de doute : il a vu apparaître Philippe Séguin le 30 mai pour la première fois, le 30 mai 1968 au matin. L'actuel président de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine était alors au cabinet de Roger Frey, ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement. A l'aube de ce jour chaud, quatre élèves de l'ENA, dont Philippe Séguin, se présentent à lui pour demander ce qu'ils pourraient faire et se mettre à la disposition... du général, sans aucun doute.

A la sortie de l'ENA (voir encadré) Philippe Séguin choisit la Cour des comptes. Louis Schweitzer, son condisciple dans cette « école peu conviviale », qui deviendra plus tard directeur de cabinet du premier ministre Laurent Fabius, voit dans cette option le signe-type d'une « forte envie de faire de la politique ». Car l'inspection des finances (dont Louis Schweitzer est membre) « est plus prestigieuse ». « Je ne savais pas à l'ENA, dit-il encore, qu'il était d'origine modeste, alors que d'autres l'affichaient. Il était très bon et il le savait. »

Peu disert sur l'ENA, Philippe Séguin décrit ainsi sa sortie : « Nous avons été reçus par l'inspection des finances. Quand j'ai vu leur allure, j'ai compris que je n'étais pas chez eux. Le Conseil d'Etat lui aurait plu, mais partager ce privilège avec quatre autres de ses camarades (dont Jacques Attali) fut impossible.

Enquête



L'ours ne s'est pas complètement apprivoisé en entrant au gouvernement. Pas d'atomes crochus avec Alain Juppé. Guère plus avec Edouard Balladur. Et la liste pourrait être allongée... S'accrocher, travailler, attendre : telle est la philosophie de Philippe Séguin.



Alors, va pour la Cour des comptes.

Petits débuts. Va-et-vient entre la Cour et diverses occupations temporaires. En mars 1973, il entre comme chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République. Michel Jobert qui le recrute : « Il s'agit de remplacer un autre membre de la Cour des comptes, Michel Wolman, qui voulait aller au Crédit agricole. Je lui demande : avez-vous quelqu'un à me proposer ? »

— Je pense à Philippe Séguin.

— Je l'ai vu, poursuit Michel Jobert. Il faisait solide et discret. Il avait le gabarit agricole. Et son histoire a éveillé en moi de la sympathie. Agriculture et environnement : chargé de ces deux dossiers au cours des derniers mois de l'année terrible de Georges Pompidou, Philippe Séguin a tout naturellement comme correspondant le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Jacques Chirac. « Il m'a tout de suite tutoyé et il m'a fait chevalier du Mérite agricole. »

Sin

au « grand con »

Une carrière lancée sur le rail feutré de la vie de cabinets et de la haute fonction publique ? Philippe Séguin est un temps adjoint au directeur de l'éducation physique et des sports, Marcou Crespin, avec « promesse » de succession. Mais la promesse se perd dans un tiroir ou une petite cabale. Décidément, malgré son amour du foot — il avait en 1973 consacré un rapport aux difficultés de ce sport — Philippe Séguin ne fera pas carrière sur ce terrain-là.

Retour à la Cour des comptes. Examiner ceux des Bouches-du-Rhône peut amuser un moment Philippe Séguin. Mais l'ennui guette. Alors, dans quelque triste bureau, on « varicelle sur la politique », comme dit un témoin. Au cours de ces conversations, le chef de l'Etat, Valéry Giscard d'Estaing, n'est jamais mentionné, bloquant, par Philippe Séguin autrement que comme « le grand con ».

Assez chabaniste, bien que pas trop, en 1974, pour avoir indisposé giscardiens et chiraquistes, Philippe Séguin passe par une phase de purgatoire. En 1976, il est, virtuellement, quatre jours directeur de cabinet de Jean Tiberi, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture, avant d'être déclaré *persona non grata*.

En 1977, retour dans un cabinet, celui de Christian Poncelet, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. La première femme de Jacques Toubon, Béatrice, ne fut pas étrangère à ce recrutement, assure Christian Poncelet, tandis que Philippe Séguin jurerait avoir rencontré la celle qui devait devenir sa seconde épouse.

La politique plaît à Philippe Séguin. Elle va devenir leur commune passion. Même si Béatrice Séguin, très proche collaboratrice de son mari jusqu'à ce jour, se défend de jouer un rôle autre que de « lui faciliter le travail ». « Il est assez grand pour se débrouiller tout seul ».

Les élections législatives de 1981 approchent. Philippe Séguin cherche une circonscription. Le Var, où subsiste la place laissée vacante par le suicide d'Ayméric Simon-Lorière, lui irait comme un gant. Veto des « amis ». « Restaurent, au milieu de quelques circonscriptions mises aux enchères et pour lesquelles on ne se bousculait pas, les Vosges. J'y suis allé. »

La dernière étape avant le passage de « l'autre côté » de la carrière politico-administrative aura été un séjour au cabinet de Raymond Barre. Le premier ministre d'alors l'apprécie assez, rappelle avec amusement Philippe Séguin.

« pour refuser de me foutre à la porte, malgré les velléités de quelques-uns ».

Un enfant de Tunis qui prend possession d'une circonscription vosgienne, voilà qui est peu courant. Mais un ours en montagne, c'est somme toute ordinaire. Philippe Séguin devient en deux temps et trois mouvements l'homme d'Epinal et des vallées environnantes, l'homme des lourds dossiers qui l'attendent sur place : l'empire Bousac à vau-l'eau, le marasme persistant.

Au RPR, Philippe Séguin, décidément séguiniste, reste un marginal, tant il occupe et tant il refuse dans l'appareil divers postes de député national ou de chargé de mission dont il est de temps à autre gratifié sans grande conséquence. Appelé en septembre 1983 à préparer — en principe — le projet éducatif du RPR, il confiera un peu plus tard : « Ce qu'ils me demandent, en réalité, c'est de ne pas m'en occuper. »

A partir de 1981, cependant, cette marginalité va occuper une place grandissante. Les coups de gueule, les analyses à contre-courant de Philippe Séguin, exaspèrent, déconcertent au RPR. Sa faculté de travail, d'assimilation, d'intervention, mûrissent. Selon le mot de l'un des rares hommes qui pensent être demeurés, malgré les années, l'ami de Philippe Séguin : « Il agace, mais surtout parce qu'il s'est révélé, parce qu'il va encore se révéler indispensable. »

Après la défaite politique de 1981, en tout cas, rare rescapé d'une épidémie de démolition qui paralysera pendant quelques mois nombre de parlementaires RPR et UDF, Philippe Séguin est de ceux qui tentent de s'opposer ou de modifier le cours du raz de marée législatif socialiste. Il est quelquefois presque seul, comme dans le débat sur la décentralisation, à le faire.

Une connaissance redoutable du Parlement

Servi par une connaissance redoutable du Parlement qu'il a acquise lors de son passage au cabinet de Christian Poncelet, Philippe Séguin contre-attaque, amende, freine, déboussole quelquefois l'armée parlementaire socialiste affrontée à ce géant isolé.

Dans les coulisses des batailles d'hémicycle ultérieures, qui prendront souvent des allures d'épopée, les réflexions et les minutieux travaux de quelques députés et de dizaines de hauts fonctionnaires ou d'experts préparent la besogne. Ainsi fonctionne le Centre d'études et de recherches constitutionnelles, législatives et économiques (CERCLE), lancé par Charles Millon, qui, très vite, s'organise et accomplit une bonne part du travail des groupes — défilants — de l'opposition.

Le CERCLE ne durera pas éternellement. L'initiative, qui fait fi des clivages traditionnels, mécontente les RPR pur sucre et leur chef. L'entreprise apparaît encore comme une ligue trop barbare pour ne pas être dissoute. Le CERCLE s'écroule à partir de 1984.

De 1981 à 1986, Philippe Séguin a conservé — baton de maréchal des premières batailles et du savoir-faire qu'il y avait déployé — l'une des vice-présidences de l'Assemblée nationale. Non sans péripéties. Petits chantages et petits complots se succèdent au fil des renouvellements. Mais Philippe Séguin est désormais hors d'atteinte, à moins qu'il n'ait appris à se plier à la loi du milieu politique tout en gérant au mieux son « parler vrai ».

Le perchoir de l'Assemblée : Epinal, où il fait régner parmi ses collaborateurs une terreur créatrice, tout en veillant lui-même au grain avec minutie : quelques doses de vinaigre dans l'hydromel de Jacques Chirac ou de ses lieutenants... Le temps glisse vers mars 1986.

Tenu, dit-il, à l'écart de l'élaboration de la plate-forme RPR-UDF de gouvernement, Philippe Séguin n'aura ensuite pas de mois assez sévères pour en stigmatiser les imperfections.

Indispensable, Philippe Séguin ? Ministre, après le 16 mars 1986 en tout cas, Ministre des affaires sociales et de l'emploi. Un portefeuille gros comme ça. Trop ? « Oui, répond Louis Schweitzer. Toutes les expériences de grand ministre social ont échoué. »

Pour l'intéressé, la question ne se pose pas. *Big is beautiful*. Au début, deux secrétaires d'Etat, Adrien Zeller et Jean Arthuis, tentent difficilement de survivre dans son ombre. « Il s'occupe de tout et moi du reste », confie ce dernier, qui trouve — son — ministre de tutelle très impressionnant et cette tutelle très... réelle. Et Adrien Zeller résume ainsi son rôle modeste : « J'essaye d'amorcer des idées neuves et lui fait le tri. »

Ministre délégué chargé de la santé et de la famille, Michèle Barzach, nommée un peu plus tard, échappera au rouleau compresseur. L'orage éclatera plus

d'une fois sur la dame qui parle toujours trop vite ou trop fort, ou mal à propos pour un Philippe Séguin gourmand d'endurance et de gros dossiers bien ficelés. Mais elle tient bon, résiste, insiste et va son bonhomme de chemin.

Relations denses avec Michèle Barzach

« Nos relations ne sont pas toujours faciles mais denses », dit Michèle Barzach, avant d'ajouter dans un sourire : « En fait, nous sommes très proches. »

Et l'on sent parfois Philippe Séguin prêt à oublier les « mauvaises fréquentations » de sa ministre Jacques Toubon, Alain Juppé pour ne plus voir que la « séguiniste » qui somnolise aussi, en elle.

Car l'ours ne s'est pas complètement apprivoisé en entrant au gouvernement. Dire qu'il n'a pas d'atomes crochus avec Alain Juppé, ministre délégué auprès d'Edouard Balladur, relève de l'euphémisme. Supposer que les mines de marquis et les choix techniques ou politiques de ce dernier le laissent de glace constitueraient le plus coupable des aveuglements. Il est arrivé à Philippe

Séguin de constater ingénument : « Balladur aime, puisqu'il se trouve à chaque fois qu'il prend une décision. »

La liste pourrait être longuement complétée. Mieux vaut l'interrompre ici par souci de sauvegarder la sérénité gouvernementale et celle de quelques cabinets ministériels...

Tout cela pènd-il au fond que chose de griffe superficielle et sans conséquence ? Oui, comme le murmurent quelquefois les moins « séguinistes », posture d'un spéculateur des demi-confidences et du bon usage des médias ?

Il doit y avoir plus. Une banale réunion d'arbitrage qui se termine en un face-à-face orageux entre Philippe Séguin et Jacques Chirac après une soirée en bon ordre de tous les autres assistants : un premier ministre embarrassé et crispé qui s'est dans les coulisses de l'Assemblée pour démentir à coups de sourires riges et de protestations d'humilité qu'il y ait la moindre difficulté entre « Philippe » et lui ; on sent bien que la tension a dû plus d'une fois en quatorze mois atteindre des niveaux dangereux entre les deux hommes qui s'observent et se craignent vaguement depuis des années.

Mais plus que jamais, Philippe Séguin reste, bien sûr, accroché au guidon de plomb de son énorme ministère, en équilibre instable quelquefois mais jamais désarçonné. Surtout pas par l'absence dans la salle, récemment, du séguiniste Philippe Séguin.

Même encore par l'éphémère esquisse, il y a quelques semaines, d'une bande de « jeunes » ministres RPR dont il n'était pas, alors qu'il n'a pas atteint ces fatidiques quarante-cinq ans au-delà desquels le ticket de jeune ministre n'est plus valable. « Comment dites-vous ? Il ont essayé ! Je retire votre mot-croisé ! »

Non, décidément, Philippe Séguin trouve que tout cela fait un peu « potache ». Pour ce bon élève solitaire, introverti, peu enclin à cultiver le charisme et secrètement anxieux, dont rien n'a encore durablement brisé la marotte, tous ces « jeunes » lui devraient atténuer le « jour du fac » pour se manifester.

Ceux qui le pourrout, du moins. Mais alors, c'est quand le « jour du fac » ? On verra bien. Et puis, comme me l'a répété cent fois ma mère : « En attendant, travaille ! »

NOUS APPRENONS UN METIER TOUT EN POURSUIVANT NOS ETUDES.



L'APPRENTISSAGE : UN DIPLOME ET L'EXPERIENCE EN PLUS, DOUBLEZ VOS CHANCES POUR VOTRE ENTREPRISE.

Pour leur avenir, ils ont choisi l'apprentissage. Chaque année, comme eux, des milliers découvrent un métier à la fois dans une entreprise et dans un Centre de Formation d'Apprentis. Professionnel chevronné, le maître d'apprentissage conduit chacun d'entre eux à la pleine connaissance du métier qui deviendra le leur.

Demain, pour les former ou les engager, une entreprise les accueillera. Peut-être la vôtre. C'est une façon pour elle de s'ouvrir sur l'extérieur et de faire progresser des jeunes en les armant davantage pour réussir. C'est une façon pour vous d'intégrer dans votre équipe des apprentis qui savent déjà ce que médier qualifié veut dire.

En France, les apprentis sont une chance pour les entreprises qui boient. Transmettre son savoir-faire, c'est le privilège d'une entreprise qui gagne. Pourquoi pas la vôtre. Contactez-nous pour aller plus loin.

Renseignements :

**CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
CHAMBRES DE METIERS**

Société

Le procès de Klaus Barbie devant la cour d'assises du Rhône

Elie Wiesel : « Le juif que je suis doit parler au nom de la mémoire »

LYON

de notre envoyé spécial

Il y a eu au procès Barbie les témoins vedettes et les autres. La différence, en réalité, est factice car tous méritent d'être écoutés avec une égale attention. Pour être de ces témoins vedettes parce qu'il fut prix Nobel de la paix en 1986, parce qu'il est un écrivain dont l'œuvre porte l'empreinte de tout ce qui est arrivé aujourd'hui au procès de Klaus Barbie, M. Elie Wiesel, appelé à déposer mardi 2 juin, a livré devant la cour d'assises du Rhône une réflexion nouvelle. Plus exactement

qui n'a pas vécu ce que j'ai vécu jamais ne pourra comprendre.

Il se trouvait donc là parce que « l'homme que je suis, le juif que je suis, doit parler au nom de la mémoire en attendant le jour où les morts parleront et, ce jour-là, la Terre tremblera ».

« Le problème qui se pose, ajouta-t-il, c'est par où commencer, que raconter, que raconter ? »

Il évoqua les « vieux maîtres » de son enfance dans les Carpates « qui ont essayé de m'inculquer la foi en Dieu, la foi dans l'Homme ». Mais qui, en raison même de cette foi en l'Homme, « ne pouvaient capter les signaux annonciateurs ». « Nous

Pour celui qui a obtenu le prix Nobel de la paix en 1986, aucune raison au monde ne peut justifier une guerre contre des enfants ».

shoas infinis traversant le paysage polonais ou ukrainien, femmes, enfants, rabbins, en marche vers la mort ? Non, je ne peux pas. Et parce que je suis écrivain et enseignant, je ne comprends pas comment le peuple le plus éduqué de l'Europe a pu faire cela. Car ces camps qui ont été créés, ces Juifs-mitrailleurs, étaient des diplômés d'université. Ils travaillaient assidûment chez eux, liaient un poème de Heine. Qu'est-ce qui s'est donc passé ? Non, vraiment, je ne comprends pas.

Alors vient la conclusion. M. Wiesel croit assurément en la justice française. « Mais, pour moi, il s'agit de plus que cela. Aucune justice n'est possible pour les morts. Et puis la tuerie des deux fois. La première en tant que, la seconde en essayant d'effacer les traces du crime. Nous n'avons pas pu empêcher la seconde mort car, si elle devait avoir lieu, ce serait alors de notre faute. Devant ces tentatives laides, obscures de ceux qui osent nier la mort des victimes, je me révolte. Me dire à moi que mes parents n'ont pas été tués là où ils ont été tués, comment pourrais-je ? Voilà pourquoi ce procès est si important pour moi et pour les autres. Pourquoi il est si important de montrer que le tueur n'a pas gagné. »

« Je n'accepte pas leur mort »

M. Jacobowitz, avocat de la communauté juive, souhaitait davantage. M. Wiesel lui avait adressé une lettre le 31 mai. Il en donna lecture. Elle contenait, à vrai dire, les termes mêmes de la déposition qui venait d'être faite à la barre. Il est vrai que, dans ce texte écrit, M. Wiesel, homme de plume, fait davantage ses excuses et celles des siens. Pourquoi ?

« Parce que je suis un écrivain et que, en écrivant, il m'arrive de revoir les morts. Mais le fait de vous, c'est trop difficile, parce que je n'accepte pas leur mort. Je n'accepte pas qu'on puisse jeter des enfants vivants dans les flammes. »

On retiendra encore sa réponse à deux autres questions de M. Jacobowitz. La première touchait à l'extension donnée par la Cour de cassation de la notion de crime contre l'humanité à la déportation des résistants.

M. Wiesel dit : « Toute guerre a ses crimes et j'aimerais beaucoup vivre une époque où toute guerre serait considérée comme un crime. Mais aucune raison au monde ne peut justifier une guerre contre des enfants. Ne voyez pas là une intention de nier ou de minimiser les souffrances endurées par les populations occupées ou les supplices subis par nos camarades, nos amis chrétiens ou laïcs. Toutes les victimes de Hitler n'étaient pas juives. Mais tous les juifs étaient des victimes. »

La seconde question était pour solliciter l'opinion de l'écrivain sur les compléments français, sur la collaboration avec l'ennemi.

« Je n'ai pas vécu en France à cette époque. Mais ce procès-là doit être fait un jour. Il faudra que la France affronte sa mémoire. Mais ce ne doit pas être dans le cadre de cette affaire, ce ne doit pas être ici et pas maintenant. »

Quant aux guerres qui ont continué depuis 1945, qui ont fait 21 millions de morts, aux dictatures du Cambodge ou d'Argentine avec leur cortège de sacrifices, de disparus, de tortures, M. Wiesel n'en sait que trop les réalités. Il a essayé de se battre pour en dénoncer les effets. « Mais, dit-il, si je trouve dans mon passé une référence pour les combattre, je n'y vois point, par rapport à ce passé, d'analogie. »

C'est pourtant bien ce que M. Vergès avait voulu obtenir. Il jugeait qu'il fallait à lui un interlocuteur à sa mesure.

« Citoyen américain, qui pour le témoin du massacre de My-Lai durant la guerre du Vietnam et dont le responsable est aujourd'hui en liberté ? »

« Monsieur le président, il est encore, quand j'ai découvert la réalité de ce massacre, j'ai fait de mon mieux. J'ai réuni des écrivains, des intellectuels pour protester. »

« Lui qui se solidarise avec Israël, a-t-il entendu parler du massacre des enfants de Doh-Yousine ? »

« Je répète que nous avons à parler ici d'une tragédie, qui n'a jamais eu son pareil. Je trouve regrettable, déplorable, que l'avocat de la défense ait accusé le peuple juif. C'est donc tout ce qu'il trouve à en dire en 1987 ? »

M. Vergès, considérant que le témoin ne lui avait pas répondu, s'en tint là. Ses questions ont toutefois

montré qu'il ne perdait pas de vue le système de défense qu'il avait annoncé bien avant l'ouverture du procès.

« C'est tellement loin »

Le témoignage de M. Elie Wiesel ne doit pourtant pas faire oublier ce qui suivit. La déposition de M. Henri Perret, maire actuel d'Izies, était celle d'un homme qui avait à expliquer comment sa commune vit aujourd'hui le souvenir de la rafle du 6 avril 1944.

« C'est vrai, déclara-t-il, que les gens n'en parlent pas, les visiteurs non plus d'ailleurs. C'est tellement

bien aujourd'hui que le souvenir de ces enfants ne disparaissent pas avec la fin de ce procès. Nous soulevons que la maison et le domaine soient acquis par une souscription publique et qu'on y fasse un musée à la mémoire de tous les martyrs. »

Il y avait encore à entendre deux vieilles dames, M^{me} Ita-Rosa Halanbrenner et M^{me} Benguigui. Elles ont, l'une et l'autre, quatre-vingt-trois ans. L'une et l'autre ont connu l'arrestation et la déportation : elles en sont revenues, mais la première avait laissé à Izies deux filles, Nina, qui avait neuf ans, Claudine qui en avait cinq. Et la seconde n'a jamais revu non plus Jacques, trois ans, Richard, sept



M^{me} BENGUGUI-CHOURAKI

ans et Jean-Claude, cinq ans. Elles ont été douze heures et patibulaires pour évoquer leur malheur.

« Pourquoi ? Pourquoi ? »

M^{me} Benguigui, arrivée à Auschwitz le 6 mai 1943, y a subi des expériences médicales cruelles. On lui a inoculé le typhus. Dans cette baraque spéciale, où on prélevait son sang jusqu'à l'épuisement, elle a vu un jour un enfant de quatre ans, le fils d'une doctoresse, déportée comme elle, revêtir d'un chandail.

« C'était celui que j'avais tricoté pour un de mes fils, alors, j'ai commencé à pleurer, comprenant que si ce chandail était porté par un autre, c'est que lui, il était mort. J'ai voulu espérer quand même, mais j'ai souffert, j'ai souffert ! Elle s'est mise alors à pousser de petits cris très doux, serrant dans le vide ses poings malgés.

M^{me} Halanbrenner a affirmé une identité double, ne pouvant que répéter : « Et pourquoi ? Et pourquoi ? » Cependant que M^{me} Vergès voyait en elle « un témoin capital ». Pourquoi ? Parce que M^{me} Halanbrenner, comme son fils Alexandre, qui l'avait précédée à la barre, ont raconté l'une et l'autre qu'ils furent arrêtés par Barbie à Lyon le 23 octobre 1943, la police allemande recherchant un membre de leur famille, Jacob Halanbrenner, qui appartenait à la Résistance.

Ainsi, M^{me} Vergès se dressa : « De cet événement, de l'arrestation de Jacob Halanbrenner, dit-il, il reste une trace : elle se trouve aux Archives nationales, dans un dossier intitulé 41 40 546. Il s'agit d'un rapport adressé à Paris pour rendre compte et signé du lieutenant Floreck. Ce rapport expose que ces arrestations furent opérées par le SIPO-SD, mais par la Feldgendarmarie. C'est donc la preuve que Barbie n'était pas à Lyon le 23 octobre 1943. Je vous demande, monsieur le président, de bien vouloir faire rechercher ce dossier. »

Le procureur général, M. Pierre Truche, s'y opposa. « L'arrestation de Jacob Halanbrenner, dit-il, n'est pas retenue contre Barbie. Il ajoute : « Je constate que la défense estime, quand un rapport est signé Floreck, que la signature est bien responsable des faits exposés dans ce rapport, à l'exclusion de tout autre. J'en déduis donc que quand un rapport est signé Barbie, la défense doit en tirer la même conclusion. »

M^{me} Vergès se récria : il ne soutenait pas que Floreck avait arrêté Jacob Halanbrenner ; il disait seulement que Floreck faisait état d'une arrestation par la Feldgendarmarie et non par Barbie.

« Tout cela, conclut-il, pour vous montrer que des témoignages de bonne foi sont produits devant vous sous influence. »

Le pugnat s'était réveillé, ce qui lui valut une apostrophe de M^{me} Charles Libmann, dénonçant « une manœuvre de diversion pour faire perdre de vue la rafle des enfants d'Izies et, particulièrement, ceux de M^{me} Halanbrenner ». Les jurés, eux, n'ont pas paru s'émouvoir de ces écarts de parole, mais ordinaires.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE



Il a su dire ce que chacun pouvait éprouver déjà sans être capable de l'exprimer comme il l'a fait.

Chacun savait que cet homme frère à comen Auschwitz à l'âge de quinze ans. Et, bien sûr, lui-même ne pouvait manquer de le faire comprendre. Mais, invité à déposer à la demande de la communauté juive de Lyon, aujourd'hui partie civile, ce n'est pas de ses souffrances qu'il entendait parler. Il était là pour exprimer d'abord, quarante-cinq ans après, l'impossibilité où il se trouve de comprendre ce que pouvait signifier « l'indéfinissabilité d'un peuple déchu par une nation considérée jusqu'alors comme la plus évoluée, la plus civilisée du monde. »

D'une voix égale, calme, sans décal, il se livra tel qu'il est, homme de pitié mais aussi homme de devoir. Il exposa d'abord que c'était la première fois qu'il « participait à un procès de ce genre ». Jusqu'à là il avait écrit mais « peu sur ces événements ». Pourquoi ? Par une sorte de peur, pas la peur d'être jugé, mais de ne pas savoir dire ce qu'il fallait dire. Et aussi « parce que je savais profondément que quelque-
un

voudrait faire venir le Messie pour tous, dit-il, et il était inconcevable pour nous que les hommes que nous voulions sauver pourraient devenir des assassins. » Il s'est souvenu qu'en ce temps-là seule sa grand-mère, « une femme silencieuse et calme, avait prévu. Seule, habillée de son linéaire, elle savait qu'elle allait mourir. »

Mais de son père, de sa mère, de ses sœurs disparues, non, M. Wiesel ne peut pas parler, « habité de la peur d'avoir à pleurer ».

Pourtant, il faut témoigner car c'est aussi pour lui une chance de chanter pour écrire. « Si je suis là, dit alors M. Wiesel, c'est que c'est aujourd'hui ma place, que je me dois d'être avec les survivants, les victimes, pour entendre leurs voix, pour leur faire entendre la mienne, pour qu'ils sachent qu'ils ne sont pas seuls. »

Et puis cette interrogation : « Comment raconter la sélection à l'arrivée à Auschwitz, la séparation des enfants qui venaient parer un père, une mère qu'ils ne reverront jamais ? Comment dire la douleur muette d'une petite fille et les cor-

dia, y ont trouvé refuge ; l'œuvre des enfants à la montagne, au début du siècle, a permis à quatre mille enfants du bassin rhodanien de Saint-Etienne de s'y installer.

A partir de 1940, des centaines de réfugiés, souvent juifs et espagnols ou déportés, y débarquent, complètement démunis. « Un réseau de pasteurs a servi d'intermédiaire pour les loger dans des fermes ou des homes d'enfants, sur un territoire de 30 kilomètres carrés », explique Gérard Bolon, documentaliste. Mais pas toujours. « Nous passions au Mazet, raconte Marie Brottes. Mon mari me dit : « Tu vois cette famille, on » dirait des juifs. » On les a pris à la maison. »

Toute une infrastructure se met en place, doucement, silencieusement. Dans une petite chambre, le futur docteur Rosowski fabrique à la chaîne quelque cinq mille jeux de faux papiers avec un ami. Des femmes comme Madeleine Dreyfus, du réseau Garai, se rendent plusieurs fois par mois avec une dizaine d'enfants juifs au Chambon et empruntent le train, puis « le torillard de Tence ». La CMADE, la Croix-Rouge helvétique, l'OSE organisent des filières vers la Suisse.

« Partager notre pain »

Il y a bien sûr des coups durs. Un jour, la Gestapo débarque à la colonie. La maison des roches et arbrés tous les gosses qui s'y trouvent. Ce sera la première et la dernière rafle réussie. Le docteur La Forestier, lui, est emprisonné, détenu au Puy, ensuite à la prison

de Montluc et, finalement, assassiné à Saint-Genis-Laval. Les pasteurs André Trocmé et Edouard Theis sont internés, puis libérés, et passent dans la clandestinité.

La Chambon n'abandonnera jamais. Au temple, en février 1943, le pasteur Noël Poi-vrière raconte : « Nous devons partager notre pain avec celui qui a faim, avec ceux qui sont nus, avec la misère et la mort. Nous devons partager notre pain avec ceux qui sont nus, avec la misère et la mort. Nous devons partager notre pain avec ceux qui sont nus, avec la misère et la mort. »

Souvent, les voisins ne sont pas au courant. « On a dit prudemment, pas bavard », confie les survivants. Chacun, lui, respecte le silence des autres. Et quand les gendarmes furetent : « Il paraît que vous cachez des juifs ? », les villageois prennent des airs riais : « A qui ça ressemble, un juif ? »

Après-guerre, les habitants du plateau ne se sont pas plus vantés de leur Résistance que avant les années 1940-1944. Les années sont passées, sans dire mot. Tous les échos, des touristes pas comme les autres — les survivants et leurs familles — venaient rendre visite à leurs parents et mères nourrices.

C'est seulement en juin 1979 qu'une plaque de fonte est venue officiellement rendre « hommage à la communauté protestante de cette terre événement ». Mais il ne faut toujours pas trop parler au Chambon-sur-Lignon. On n'y croit pas à l'héroïsme, mais en Dieu. Et aux personnes qui insistent, on répond parfois gentiment : « Ne prou ! » (ça suffit).

LAURENT GRELSAMER

Le sauvetage de milliers de réfugiés juifs au Chambon-sur-Lignon entre 1940 et 1944

« Vivre notre vie de christianisme »

LE CHAMBON-SUR-LIGNON de notre envoyé spécial

Elle nous regarde dans les yeux et d'un air d'évidence dit tout simplement : « C'est le parole de Dieu. Nous avons servi le Seigneur. Au Chambon-sur-Lignon, on est comme ça, huguenot. Huguenot comme on l'est sur ce plateau de la Haute-Loire, aux confins du Velay et du Vivarais. Marie Brottes vient de raconter, du ton sérieux qui est le sien, sa guerre et celle de son village qui sauva, entre 1940 et 1944, plusieurs milliers de réfugiés, essentiellement juifs. Elle répète, tête nue : « Nous nous sommes appliqués à vivre notre vie de chrétiens. Ce n'est pas la peine de citer la Bible si on ne la vit pas. » Une malice simple jaillit dans son regard.

Un beau jour, Georges Lami-rand, ministre de la Jeunesse de Vichy, débarqua en visite officielle au Chambon. C'était sa dernière. « Il a crié : Vive Pétain ! » se rappelle Marie Brottes. « On a répondu : Vive Jésus-Christ ! » Ces dédoublés de Vichy, je me demande vraiment s'ils étaient français. Tout le village, mais aussi les villages à l'environ — La Mazet, Fay, Tence — ont la résistance naturelle, l'entraide spontanée. Les gendarmes apprennent que les Brottes expédient à des familles juives internées à Gurs des colis et viennent les questionner. Marie les envoie promener : « Ils n'ont pas choisis d'être juifs. En vous, à leur place, vous n'aimeriez pas recevoir des pommes de terre ? »

Le village se soude. Sa foi le protège. Vieille tradition du plateau : les premiers prêtres réfractaires, à la fin du dix-huitième siè-

cle, y ont trouvé refuge ; l'œuvre des enfants à la montagne, au début du siècle, a permis à quatre mille enfants du bassin rhodanien de Saint-Etienne de s'y installer.

A partir de 1940, des centaines de réfugiés, souvent juifs et espagnols ou déportés, y débarquent, complètement démunis. « Un réseau de pasteurs a servi d'intermédiaire pour les loger dans des fermes ou des homes d'enfants, sur un territoire de 30 kilomètres carrés », explique Gérard Bolon, documentaliste. Mais pas toujours. « Nous passions au Mazet, raconte Marie Brottes. Mon mari me dit : « Tu vois cette famille, on » dirait des juifs. » On les a pris à la maison. »

Toute une infrastructure se met en place, doucement, silencieusement. Dans une petite chambre, le futur docteur Rosowski fabrique à la chaîne quelque cinq mille jeux de faux papiers avec un ami. Des femmes comme Madeleine Dreyfus, du réseau Garai, se rendent plusieurs fois par mois avec une dizaine d'enfants juifs au Chambon et empruntent le train, puis « le torillard de Tence ». La CMADE, la Croix-Rouge helvétique, l'OSE organisent des filières vers la Suisse.

« Partager notre pain »

Il y a bien sûr des coups durs. Un jour, la Gestapo débarque à la colonie. La maison des roches et arbrés tous les gosses qui s'y trouvent. Ce sera la première et la dernière rafle réussie. Le docteur La Forestier, lui, est emprisonné, détenu au Puy, ensuite à la prison

de Montluc et, finalement, assassiné à Saint-Genis-Laval. Les pasteurs André Trocmé et Edouard Theis sont internés, puis libérés, et passent dans la clandestinité.

La Chambon n'abandonnera jamais. Au temple, en février 1943, le pasteur Noël Poi-vrière raconte : « Nous devons partager notre pain avec celui qui a faim, avec ceux qui sont nus, avec la misère et la mort. Nous devons partager notre pain avec ceux qui sont nus, avec la misère et la mort. Nous devons partager notre pain avec ceux qui sont nus, avec la misère et la mort. »

Souvent, les voisins ne sont pas au courant. « On a dit prudemment, pas bavard », confie les survivants. Chacun, lui, respecte le silence des autres. Et quand les gendarmes furetent : « Il paraît que vous cachez des juifs ? », les villageois prennent des airs riais : « A qui ça ressemble, un juif ? »

Après-guerre, les habitants du plateau ne se sont pas plus vantés de leur Résistance que avant les années 1940-1944. Les années sont passées, sans dire mot. Tous les échos, des touristes pas comme les autres — les survivants et leurs familles — venaient rendre visite à leurs parents et mères nourrices.

C'est seulement en juin 1979 qu'une plaque de fonte est venue officiellement rendre « hommage à la communauté protestante de cette terre événement ». Mais il ne faut toujours pas trop parler au Chambon-sur-Lignon. On n'y croit pas à l'héroïsme, mais en Dieu. Et aux personnes qui insistent, on répond parfois gentiment : « Ne prou ! » (ça suffit).

LAURENT GRELSAMER

Le témoignage du docteur Rosowski

Le docteur Rosowski, qui apparaît comme témoin dans le film Les Armes de l'esprit sur la région du Chambon-sur-Lignon durant l'Occupation, nous décrit...

Le Monde du 16 mai a rendu compte du film de Pierre Sauvage intitulé Les Armes de l'esprit. Je suis l'un des témoins et résistants juifs qui ont échoué il y a dix ans cette page de l'histoire de France où des paysans et villageois ont sauvé des milliers de personnes juives et bien d'autres aussi. (...)

Le documentaire est beau et émouvant de par les témoignages recueillis. Il est d'autant plus regrettable qu'un passage d'ailleurs gravement le sens du film. Dans une brève séquence, l'auteur évoque, en effet, l'un des commandants allemands du Puy-en-Velay comme ayant « d'habitude » protégé cette zone-refuge. Il s'agit là d'une pure fiction.

Les faits sont les suivants. Etant prisonnier, ce commandant allemand confia à un FFI qu'il était « au courant » et avait été bienvenu. Bref, il s'agissait d'un « habile », sachant tirer son épingle du jeu, tantôt du côté nazi, tantôt du côté des vainqueurs. (...)

Les États-Unis favorables à la levée du secret sur les crimes de guerre... Les États-Unis ont officiellement informé l'Organisation des Nations unies qu'ils étaient désormais favorables à la levée du secret sur les archives de la Commission internationale sur les crimes de guerre, dont l'ONU est dépositaire depuis près de quarante ans. Les archives de la Commission contiennent quelque 40 000 dossiers sur des individus soupçonnés d'avoir commis des crimes de guerre durant la seconde guerre mondiale. Jusqu'à présent, leur accès était limité aux seuls gouvernements. Depuis le début de l'affaire Waldheim, Israël a lancé une campagne active pour obtenir la levée du secret sur ces archives. (AFP)

donc un professeur de morale américain du nom de Philippe Hallo.

Peu avant la libération de la ville du Puy, un jeune médecin chambonnais tombe aux mains des Allemands. Il est accusé de transport de maquisards et d'armes. Le commandant allemand autorise la jeune épouse du médecin à rencontrer son mari prisonnier. Dans le même temps, il se débarrassa politiquement d'une déléguée chambonnaise et la restitua : « La jeune praticienne protestante ira comme médecin dans un camp de travailleurs étrangers en Allemagne. » En réalité, le médecin sera livré en garnison aux hommes de Barbie à Lyon et massacré à Saint-Genis-Laval. Peu après, la garnison allemande quitte Le Puy et se rend aux FFI.

A cette occasion, le même officier allemand empêche le massacre par ses hommes du principal résistants FFI venu réclamer la reddition de la colonie allemande, laquelle eut lieu le 21 août 1944 (sept cents prisonniers au village d'Estivareilles).

Ce sont là les deux seuls faits démentis, qui ne confirment en rien les dires de ce commandant. Bref, il s'agit d'un « habile », sachant tirer son épingle du jeu, tantôt du côté nazi, tantôt du côté des vainqueurs. (...)

PRÉCISION. — Sous le titre « Les nouvelles de M^{me} Dejournal », notre envoyé spécial à Lyon, Laurent Greilsamer, a expliqué comment l'huissier de justice, mandaté par M. André Cerdin, président de la cour d'assises du Rhône, se rendait à la prison Saint-Joseph pour faire sommation à Klaus Barbie de comparaître et enregistrer son refus. Laurent Greilsamer a situé son reportage le 19 mai. Ce jour-là, l'huissier de service était M^{me} Claude Dejournal. On nous prie de préciser que huit autres huissiers de justice sont appelés, à tour de rôle, à remplir les mêmes fonctions que M^{me} Dejournal, selon un tableau de service établi par M^{me} Alexandre Clot.

Société

A Paris

Quatre fournisseurs portent plainte contre la joaillerie Chaumet

Les difficultés de la joaillerie Chaumet auront-elles un débouché judiciaire ? C'est en tout cas ce que semblent souhaiter quatre fournisseurs de la célèbre maison de la place Vendôme qui viennent de déposer plainte avec constitution de partie civile au parquet de Paris, entraînant ainsi l'ouverture automatique d'une information judiciaire. Ces fournisseurs avaient placé chez Chaumet des « confis », c'est-à-dire des pierres pour lesquelles le joaillier était chargé de trouver des acheteurs.

La logique de la faillite — de fait, même si elle n'est toujours pas déclarée par le tribunal de commerce — de la maison Chaumet serait, dans tous les cas, d'avoir des suites pénales. Tous ceux qui ont eu à traiter de dossier d'accord, en effet, pour dire que des « pratiques inhabituelles », en d'autres termes tournant la loi, sont l'une des causes du « trou » évalué à 1,8 milliard de francs. M. François Giscard

d'Estaing, président d'American Express Bank SA (France), l'une des banques qui a encore récemment contribué à des avances de trésorerie à Chaumet, sur la base d'une évaluation trompeuse du passif, l'affirme sans ambages dans une lettre au Point du 1^{er} juin. « Notre banque ne pouvait soupçonner l'existence d'énormes opérations occultes et hors bilan dont le solde négatif non comptabilisé atteignait plusieurs centaines de millions », écrit le cousin de l'ancien président de la République.

Une course de vitesse est ainsi engagée entre certains créanciers, qui souhaitent faire toute la clarté, et ceux qui préféreraient une solution amiable, dans le cadre de l'apurement d'une partie du passif par le futur repreneur. M. Hubert Lafont, administrateur provisoire, pourrait prendre une décision la semaine prochaine.

Au tribunal de Paris

M. Jacques Médécine et la bonne foi du « Canard enchaîné »

Le directeur de la publication du Canard enchaîné, M. Roger Fresco, a été relaxé, mardi 2 juin, dans le procès en diffamation qui lui avait été intenté par M. Jacques Médécine, député et maire de Nice et président du conseil général des Alpes-Maritimes, à la suite de la publication d'une série d'articles évoquant pour la plupart ses activités économiques aux États-Unis.

Le 25 septembre 1985, le Canard enchaîné avait consacré une page entière au député de Nice, l'ensemble des articles portant le titre général : « Monsieur 10 % sur les chloïtes ». Sous cette locution, d'allures empruntées pour parer à Jacques Médécine, les auteurs retraçaient sa réussite financière aux États-Unis, en exposant notamment comment il était intervenu auprès des responsables de la mairie de Los Angeles pour lui faire acquiescer des saisies réalisées par Jean-Claude Doucas.

Un document semblait à une carte de visite était reproduit, où l'on pouvait lire, écrit de la main du député : « Voici la proposition pour les toilettes publiques ; peux-tu en faire part à nos amis ? Tu peux réclamer pour toi et moi 10 % sur la publicité susceptible d'être apposée sur les chloïtes... »

Dans son jugement, la dix-septième chambre correctionnelle présidée par M^{me} Jacqueline Clavary, considère que ce passage n'est pas diffamatoire, en observant : « Pour préjudiciables et peu flatteuses que soient la reproduction de cette lettre et son exagération, il est seulement précisé que les services de M. Médécine sont rétribués ». De la même manière, le tribunal considère que la plupart des passages incriminés ne portent pas atteinte à l'honneur et à la considération du plaignant. Ainsi, lorsque les journalistes évoquent l'ARC, une société créée à Los Angeles pour servir d'intermédiaire entre la municipalité et des firmes françaises, en précisant que, parmi les actionnaires, il y a une société panaméenne, les juges relèvent : « Si, une fois de plus, il est affirmé que le plaignant fait des affaires aux États-Unis et a une préférence marquée pour les paradis fiscaux, il ne lui est toujours reproché aucun acte contraire aux lois ou à la morale : la diffamation ne peut donc être constituée ».

Mais les articles publiés les 25 septembre, 2 et 9 octobre 1985 soulignaient le contraste entre les activités très lucratives de M. Médécine

aux États-Unis et la faible importance de ses revenus déclarés en France, en donnant certaines précisions pouvant laisser penser que M. Médécine se serait rendu coupable de fraude fiscale. Pour les magistrats, ces insinuations sont à l'évidence diffamatoires.

Cependant, l'avocat de M. Fresco, M^{me} Christine Courrége, avait soutenu la bonne foi en versant au débat de nombreuses pièces dont des rapports établis par l'administration des douanes ; l'un d'eux constate « une disproportion très marquée entre les revenus déclarés et le train de vie de l'intéressé ».

S'appuyant sur ces pièces, le tribunal déclare : « Tous ces documents démontrent que les journalistes (...) ont effectué une enquête très approfondie, tant en France qu'aux États-Unis. Ils n'ont, en l'occurrence, pas menti ni dénaturé des faits dont ils ont eu connaissance dans des conditions régulières. Ils pouvaient considérer que la vraisemblance de leurs allégations se trouvait établie par les documents en leur possession ».

« Une enquête sérieuse »

En conséquence, les juges considèrent que la bonne foi doit être reconnue aux journalistes, en concluant dans une formulation adhésive à la présidente de la 17^e chambre correctionnelle : « Certes, on ne saurait nier que le ton des écrits est ironique, mais on ne peut oublier qu'il s'agit d'un journal satirique, critique et que les écrits reprochés obéissent à la loi du genre. Au vu des éléments d'investigation dont disposaient les journalistes, il était normal qu'ils viennent à employer, à l'égard de cet homme public, qui, de par ses fonctions électives, ne peut qu'être soumis à une critique aigüe de ses actes, de son comportement, des formules percutantes. Ils n'ont pas manqué de le faire. On ne peut le leur reprocher, ainsi, d'avoir manqué de prudence. La qualité d'homme public de Jacques Médécine, alors même qu'il s'agit d'activités intéressantes sa vie professionnelle, le rend, c'est certain, plus exposé qu'un simple particulier, mais les journalistes ont le droit et le devoir d'informer les lecteurs de ses agissements, dès lors qu'ils justifient d'une enquête sérieuse, approfondie, qui vient confirmer leurs dires ».

MAURICE PEYROT.

Seize blessés, deux disparus

Un dépôt d'hydrocarbures en feu aux portes de Lyon

LYON

de notre bureau régional

L'incendie qui, depuis mardi 2 juin, à 13 h 15, ravageait un dépôt d'hydrocarbures Shell du port Edouard-Herriot, sur la rive gauche du Rhône, à la sortie sud de Lyon, semblait être maîtrisé, mercredi, en fin de matinée. Son origine restait « indéterminée », aucun témoin n'ayant assisté d'assez près. Une enquête judiciaire a été ouverte.

Moins de deux heures après le début de l'alerte, une douzaine d'imposants réservoirs contenant environ 20 000 mètres cubes d'hydrocarbures divers (fuel, fuel lourd, super, essence, additifs), étaient en flammes et le brasier couvrait une superficie de quelque 5 000 mètres carrés. On décomptait alors seize blessés parmi les ouvriers du dépôt, dont six sérieusement atteints de brûlures, tandis que deux ouvriers introuvables étaient portés disparés.

Un plan particulier d'intervention (PPI) a été rapidement mis en œuvre dans l'après-midi de mardi. En début de soirée, cent quatre-vingt-dix sapeurs-pompiers étaient sur le terrain autour duquel deux cents policiers et gendarmes avaient balisé un périmètre de sécurité de plusieurs kilomètres.

Le premier souci des sapeurs-pompiers a été de faire la part du feu et d'endiguer sa progression en refroidissant les cuves de carburant environnantes et en réalisant des murs d'eau à l'aide de dizaines de lances et de canons à eau. Des réparations en cours ayant mis le système de protection mousse du dépôt Shell hors service, M. Xavier Doublet, directeur de cabinet du préfet de région qui supervisait alors les opérations, annonçait que des réserves de mousse étaient disponibles. « Nous allons disposer de 72 000 litres de mousse alors que 12 500 paraissent suffisants pour éteindre le foyer », précisait-il, confiant. Vers 17 h 30, une opération d'étouffement sous la mousse

était tentée. Ce fut un demi-échec. Momentanément ralenti, le feu reparut de plus belle, les flammes s'élevant à plus de 50 mètres sous un énorme panache de fumée noire.

M. Alain Carignon, ministre de l'environnement — venu de Grenoble dont il est le maire — survola le site à bord d'un hélicoptère de la Sécurité civile. A 18 heures, il indiquait que le feu était circonscrit sur ses trois côtés terrestres, une darse de déchargement constituant le quatrième. « Il n'y a pas risque de toxicité ni de pollution du fleuve », soulignait le ministre, après s'être entretenu avec les responsables locaux.

A 18 h 43, la formation brutale d'une colonne de feu tournoyante de près de 200 mètres de haut, suivie de deux fortes explosions, provoqua une brève panique. Les nombreux élus et personnalités présents au pied de stade de Gerland qui jouxte le port, les journalistes et même de nombreux policiers prirent leurs jambes à leur cou. Deux cuves chauffées à blanc venaient d'explo-

ser, mais les effets de ce « flash thermique » devaient être relativement limités.

Après avoir reçu des soins, quelques sapeurs-pompiers aux cheveux roussis retournaient au front. « J'étais à Feyzin il y a vingt ans, et, depuis, je n'avais jamais vu cela », nous confiait, secoué, un vieux « soldat du feu » terrassé par une lombalgie aiguë, provoquée par une mauvaise chute.

« Nous maîtrisons la situation »

« Cet incendie n'a rien de comparable avec ceux de Feyzin et de Mexico où l'on avait affaire à du gaz liquide », insistait pourtant M. Jean-Claude Ferrand, directeur régional de l'industrie et de la recherche. « Ici ce sont des hydrocarbures qui se consomment, les risques d'explosion sont bien moindres ». M. Carignon, revenu sur place, assurait que des réserves de personnels et de matériels suffisantes étaient localement disponibles. « De tels feux peuvent se prolonger vingt-quatre ou quarante-huit heures, mais nous maîtrisons la situation », ajoutait le colonel Louis Mosca qui dirige les sapeurs-pompiers. Nous débitions 1 500 mètres cubes d'eau à l'heure pour cerner l'incendie. Nous évitons d'exposer nos hommes à des risques inutiles ».

« Il y a maintenant des flammes dans la cuve numéro 16 », venait pourtant souffler à l'oreille du préfet un commandant des polices urbaines. Visible depuis l'ensemble de l'agglomération lyonnaise, l'extraordinaire rougeolement ne s'apaisait pas.

Outre le voisinage immédiat de plusieurs autres dépôts (ceux des sociétés BP et Total notamment), la rupture d'un mur de protection en béton activait les craintes. Pour éviter que le sinistre atteigne la darse du Rhône, un barrage de caissons métalliques flottants était mis en place. La nuit s'annonçait longue et on craignait le vent.

Mardi matin, une évolution plutôt favorable se dessinait. Si au cours de la nuit deux nouvelles cuves, extérieures au dépôt Shell, s'étaient enflammées — portant à quatorze le nombre des réservoirs d'hydrocarbures en feu — la mousse et les émulsions utilisées à haute dose (plusieurs dizaines de milliers de litres) par les sapeurs pompiers permettaient d'étouffer quelques franges du brasier. Un rideau d'eau de plus en plus dense — renforcé par une averse qui s'était déclarée vers 7 h 30 — réduisait les risques d'extension. Les craintes d'un épannage par la darse communiquant avec le Rhône s'atténuèrent également. Mais, par précaution, les produits chimiques stockés dans les entrepôts de la société Vaisière, voisine du dépôt Shell, avaient été évacués au cours de la soirée.

Peu avant minuit, M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, arrivé d'Italie par un avion du CLAM, était venu se rendre compte de l'étendue de la catastrophe mais s'était refusé à toute déclaration. Plusieurs riverains n'hésitaient pas à faire un lien entre les travaux effectués les jours précédents dans le dépôt et l'origine du sinistre.

ROBERT BELLERET.

Dix-huit morts à Feyzin en janvier 1966

Le 4 janvier 1966, un incendie ravageait la raffinerie Rhône-Alpes, située à Feyzin, à quelques kilomètres du port Edouard-Herriot où sont entreposés des hydrocarbures pour la société Shell. Dix-huit personnes devaient être tuées et quatre-vingt-quatre blessés.

Tout s'était passé très vite : vers 6 h 30, alors qu'il purgeait une sphère de propane liquéfié, un opérateur avait fait une fausse manœuvre en ouvrant une vanne. Du gaz avait jailli, s'était répandu en nappe et dirigé vers l'autoroute A7 qui longe la raffinerie. Une voiture s'était enflammée, provoquant l'incendie qui allait remonter à la source de la fuite de gaz. Deux heures plus tard, la torche de 10 mètres de haut explosait, mettant le feu à deux réservoirs de stockage contenant 13 000 mètres cubes d'essence, lesquels brûlaient jusqu'à la tombée de la nuit. Mille quatre cent soixante-quinze incombustibles et vingt et une personnes devaient subir des dégâts.

Cette catastrophe a marqué le début d'une série d'accidents industriels en région Rhône-Alpes. En 1979 notamment, une violente explosion dans une usine de Giraudan-France, installée en pleine agglomération lyonnaise, provoqua le mort d'une personne et en blessa onze autres.

Le couloir de la chimie

LYON

de notre correspondant régional

L'incendie du port fluvial Edouard-Herriot touche l'extrême zone nord du « couloir de la chimie », où se trouve concentré, au sud de l'agglomération lyonnaise, l'essentiel de la production pétrochimique d'une agglomération traditionnellement orientée vers ce type d'activité. Même si, ces dernières années, les nouvelles données économiques ont entraîné le départ des activités de raffinage vers les bords de mer.

La concentration linéaire, sur une dizaine de kilomètres, d'installations potentiellement dangereuses fait l'objet de critiques depuis de nombreuses années. A plusieurs occasions, à partir de la catastrophe de Feyzin, le « couloir de la chimie » rhodanien, recensé depuis de longues années parmi les sites français « à risque technologique majeur » a été le théâtre de nombreux incidents — dont une fuite d'acroléine à Pétiony Ughine Kuhlmann et un déversement de gaz toxique à l'usine Rhône-Poulenc de Saint-Fons.

Cinq éléments au moins se conjuguent pour faire de ce couloir une zone dangereuse : la concentration des produits ; la proximité d'une autoroute (A-7) ; la dominance des vents nord-est capables de provoquer l'extension « en chaînes » des incendies ; la présence, sur le même axe, d'une voie ferrée où s'effectuent des transports de produits inflammables et d'un trafic de voyageurs ; la pénétration de la zone par un fleuve, canalisé à la hauteur du barrage de Pierre-Bénite. Ce dernier point n'est pas le moins important sur le plan des risques écologiques. Les déversements accidentels de produits dans le Rhône ont été nombreux ces dernières années.

Tous les dangers ont amené les pouvoirs publics à prendre une impressionnante série de mesures : plans particuliers d'interventions pour chacun des sites industriels (c'est d'ailleurs un PPI qui a été mis en œuvre mardi) ; exercices d'alertes ; élaboration d'une stratégie de protection de la population environnante à base de « confinement ». En plus des PPI — dont le port Edouard-Herriot a été précisément le premier à être doté — la « directive Seveso » du 24 juin 1982, complétant la loi du 11 juillet 1976 sur la protection des installations classées, oblige les industriels traitant des hydrocarbures à élaborer des « plans d'opérations internes » (POI). Le « couloir de la chimie » compte à lui seul... vingt-neuf POI, ce qui donne la mesure de la concentration des produits dérivés du pétrole dans ce secteur.

La protection des employés et de la population est depuis longtemps un thème de revendication syndicale. Dès mardi soir, la fédération de la chimie CFDT du Rhône, première organisation

syndicale représentative du port Edouard-Herriot, estimait dans un communiqué que « les services de secours ont été entravés par la panique la plus complète qu'a suscité l'énorme incendie ».

Le syndicat affirme qu'il n'y a « aucune coordination entre les différents établissements installés sur le port » et déplore « la volonté des patrons de réduire le nombre des représentants des

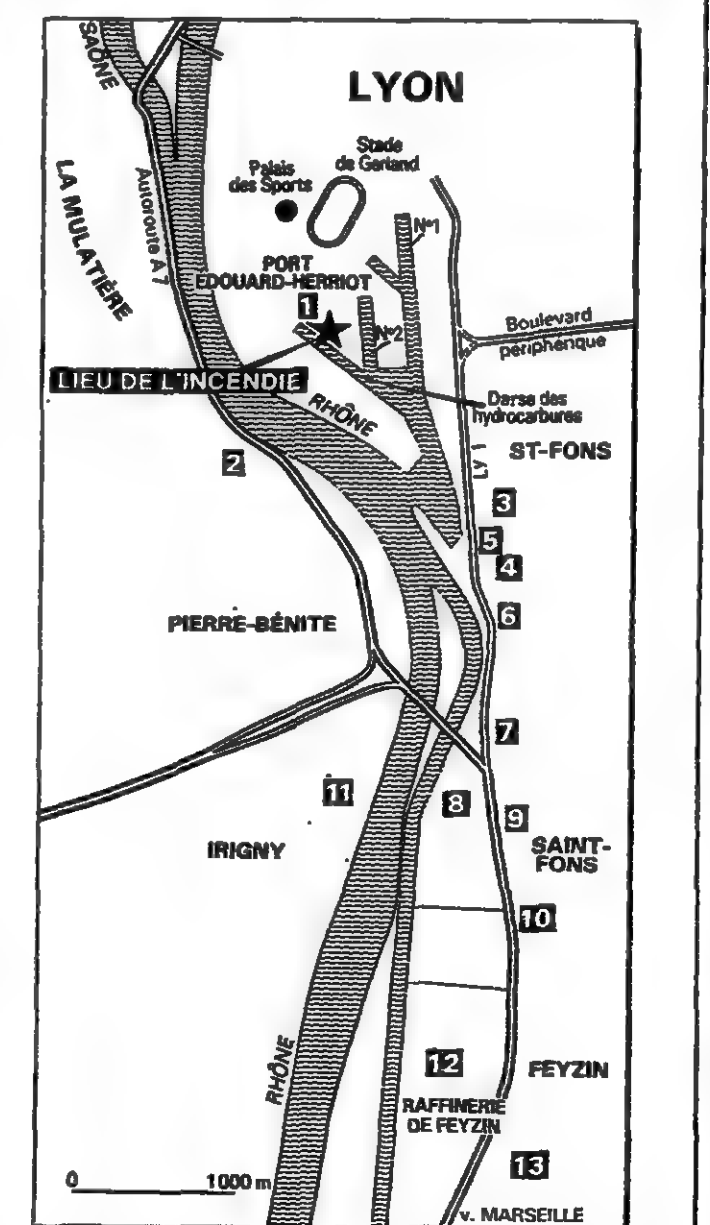
comités d'hygiène et de sécurité » (CHS).

Malgré son ampleur, l'incendie du port Edouard-Herriot a affecté une des zones potentiellement moins dangereuses que d'autres sites traitant notamment des produits à très haute toxicité comme des acides chlorhydriques gazeux, de l'hydrogène ou du méthane.

CLAUDE RÉGENT.

Le port Edouard-Herriot s'étend sur cent dix hectares, dont une trentaine sont occupés par les compagnies pétrolières.

Ce complexe est l'un des centres de stockage pétrolier les plus importants de l'hexagone, si on exclut les raffineries. Regroupant les cuves de cinq compagnies (Shell, BP, Esso, Total et Elf), il ne représente toutefois qu'une capacité de 330 000 tonnes au total, soit environ 3 % des capacités françaises (hors raffineries). L'entrepôt de la Shell a une capacité de 32 000 tonnes, soit moins de 10 % de l'ensemble du complexe et 0,3 % du total national. L'impact économique de cette catastrophe devrait donc être très limité.



- 1) Complexe pétrolier du port Edouard-Herriot : stockage d'hydrocarbures, des gaz flammes et gazeux, évacuateur de gaz.
- 2) Ateliers Pierre-Bénite : acroléine, acide cyanhydrique.
- 3 et 4) Rhône-Poulenc Saint-Fons : acide cyanhydrique.
- 5) Ciba-Gigey Saint-Fons : phosgène.
- 6) Ateliers Saint-Fons : monomères de chlorure de vinyle.
- 7) Rhône-Poulenc Saint-Fons : acide cyanhydrique.
- 8) Rhône-Poulenc Saint-Fons : cuves « Belle Étoile » : hydrogène, méthane, carbone, chlore.
- 9) Rhône-Poulenc Saint-Fons : ammoniac, chlorométhane.
- 10) Air Liquide Feyzin : hydrogène.
- 11) Air Liquide Feyzin : acétylène.
- 12) Raffinerie de Feyzin : hydrocarbures.
- 13) Rhône-Gaz : propane, butane.

ÉDUCATION

La grève dans les lycées professionnels

Quatre syndicats (FEN, CGT, CFDT et FO) d'enseignants du technique ont appelé, mardi 2 juin, à une journée de grève pour protester contre le projet de loi sur l'apprentissage. Le débrayage, suivi, selon les organisateurs, par 40 % des enseignants, a perturbé le déroulement des examens dans plusieurs lycées professionnels.

Une manifestation s'est déroulée le même jour à Paris, à l'appel des sections Ile-de-France des quatre syndicats. Les enseignants ont défilé entre le Sénat, où le projet doit passer en première lecture le 5 juin, et l'Assemblée nationale, où il doit être discuté les 25 et 26 juin.

Un débat Hugues Capet à l'ESCP

L'association Tribunes de l'École supérieure de commerce de Paris a marqué l'anniversaire du jour du couronnement d'Hugues Capet, le mardi 2 juin, par un débat présidé par le comte de Paris et animé par Ivan Léva, auquel ont participé MM. André Fontaine, directeur du Monde, Georges Bordonove, Bertrand Renouvin, François d'Aubert et M^{me} Georgina Dufour.

Ce colloque avait été préparé par une « campagne de réflexion » dans les lycées, en coopération avec le ministère de l'Éducation nationale, et trois élèves avaient été sélectionnés pour la qualité de leurs travaux.

Médecine

La conférence internationale sur le SIDA

Des garde-fous pour un dépistage systématique

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

Selon l'Organisation mondiale de la santé, trois millions de nouveaux cas de SIDA seront diagnostiqués d'ici à 1991. S'exprimant, le mardi 2 juin, lors de la troisième conférence internationale sur le SIDA, qui se tient actuellement à Washington, le docteur Jonathan Mann, qui coordonne à l'OMS le programme de lutte contre le SIDA, a été au cœur de la discussion. Il a déclaré, de sa responsabilité historique de mettre en œuvre immédiatement un plan d'action contre cette épidémie mondiale dont les dimensions sont aujourd'hui impossibles à prévoir. Le SIDA, a ajouté le docteur Mann, enlève à nos sociétés de plus en plus d'hommes et de femmes âgés de vingt à quarante ans, « au cœur de leurs années les plus productives », estime-t-il. Il s'agit d'un facteur qui, à terme, risque de déstabiliser aussi bien économiquement que politiquement nombre de pays en voie de développement.

Avant le docteur Mann, le docteur James Curran, du Centre de contrôle des maladies infectieuses d'Atlanta, avait dressé un tableau particulièrement sombre de l'épidémie. Environ trente-six mille cas ont été jusqu'à présent recensés aux États-Unis, et on y a compté vingt et un mille décès directement imputables au SIDA. Le docteur Curran a en particulier insisté sur l'augmentation importante — même si elle est faible en chiffres absolus — du nombre de cas de SIDA enregistrés après contacts hétérosexuels : un cas en 1981, cinquante-huit en 1984, cent trente en 1985 et trois cents en 1986.

Autre sujet d'inquiétude : l'épidémie semble s'étendre plus rapidement parmi les Noirs et les personnes d'origine hispanique. Le fait que ces populations appartiennent à des milieux socio-économiques défavorisés et que la proportion de toxicomanes est particulièrement importante parmi elles explique en grande partie ce nouvel aspect de l'épidémie. A titre d'indication, le docteur Curran a montré que, si le risque relatif pour un enfant blanc de développer le SIDA est de 1, il est de 7,4 pour un enfant d'origine hispanique et de 13,3 pour un enfant noir. Chez les adultes, toujours pour un risque relatif de 1 chez les Blancs, le risque est de 2,7 pour les personnes d'origine hispanique et de 3,1 chez les Noirs de plus de quinze ans.

Actuellement, estime le docteur Curran, on peut considérer qu'environ 1 500 000 Américains sont séropositifs (1 400 000 hommes et un peu plus de 100 000 femmes). Et même si l'on semble observer un léger tassement du nombre de cas de SIDA enregistrés dans les premiers mois de 1987, le nombre de malades

et de personnes séropositives devrait fortement augmenter dans les prochaines années. On prévoit 270 000 cas de SIDA aux États-Unis à la fin de 1991.

Dans ces conditions, on comprend que la majorité des Américains soient, d'après les sondages, favorables à un dépistage systématique. On commentait toujours beaucoup, mardi, les mesures annoncées par le président Reagan. Le docteur James Mann, un des directeurs du Centre de contrôle des maladies infectieuses, a, à ce sujet, déclaré que ce dépistage devait être, selon l'expression de M. Reagan, « de routine », ce qui signifie, selon lui, qu'une personne hostile à un test peut le refuser. Visiblement, les scientifiques américains n'ont pas encore renoncé à voir leur gouvernement assouplir sa position.

Néanmoins, l'Organisation mondiale de la santé, craignant que de nombreux autres pays ne déploient des programmes de dépistage systématique, a organisé, les 20 et 21 mai dernier à Genève, une réunion sur ce thème. Selon l'OMS, de tels programmes ne peuvent être appliqués à la légère. Leur succès impose qu'un préalable on ait envisagé toutes les conséquences techniques, économiques, légales, éthiques et sociales. C'est pourquoi l'OMS a établi une liste de critères à remplir avant d'établir un programme de dépistage, quel qu'il soit.

Il s'agit en particulier de savoir quelles populations on désire dépister, comment on va s'y prendre pour repérer les personnes appelées à subir un test, quelles sanctions seront appliquées à ceux ou celles qui le refuseront ; ensuite, il importe de définir le type de test que l'on va employer et la qualité des personnes qui auront à les pratiquer (médecins, infirmières...).

Autre problème : comment la confidentialité sera-t-elle assurée ? Dans quelles conditions des personnes autres que l'individu testé (conjoint ou conjointe, médecin traitant, professeur ou maître d'école...) seront-elles informées du résultat ? Quelles peuvent être les conséquences sociales d'un tel dépistage ? Faut-il prévoir des garde-fous éthiques ou légaux pour protéger les personnes séropositives ? etc.

« Avant de mettre en place de tels programmes de dépistage systématique, nous a déclaré le docteur Mann, il est nécessaire que s'instaure dans chaque pays un vaste débat social. Le dépistage n'est pas la panacée. C'est quelque chose de très complexe. » Sinon, assure le docteur Mann, le temps ne sera pas loin où s'installera un marché noir des certificats de séropositivité et où les personnes séropositives auront la tentation de se cacher pour échapper à divers contrôles.

FRANCK NOUË.

TAUROMACHIE

La Féria de Pentecôte

Nîmes en habit de lumière

NÎMES
de notre envoyé spécial

Jusqu'au lundi de Pentecôte, Nîmes va connaître la plus longue manifestation tauromachique de son histoire : six corridas, une novillada et une course portugaise. A l'affiche : Paco Ojeda, Espartaco, Ortega Cano, Nirmeno II, Celoso, Epilo, La Capoe et le cher Curro Vazquez. Les aficionados ont également remarqué la présence de Miguel Liri et Rafi Camino, si jeunes et si « flamenco », au paseo de la Novillada. Face à ces épées, des taureaux de Miura, Jandilla, Victorino Martín, « Torrestrella » et Pablo Romero.

On dit que le trône du roi Ojeda vacille. Le « Sarraceno » n'a pas été bon, récemment, à Séville. Mais ici, à Nîmes, où il connaît de si belles journées, il est chez lui. Ses défenseurs espèrent qu'il retrouvera enfin ces passes profondes et majestueuses qui, il y a deux ans, firent chavirer « le peuple du soleil ». Véritable podestat des arènes nîmoises, Paco Ojeda défiera deux fois sur le sable blond de l'amphithéâtre romain. L'occasion, pour lui, d'affirmer, sous le ciel limpide du Midi, qu'il est toujours le patron face à Ortega Cano, rigide comme un garde de Philippe II, et à Espartaco, le conquistador. Deux « figures » qui sont prêtes à ramasser le sceptre tombé à terre.

L'œil du cyclone

Nîmes est la ville de France qui possède le plus grand nombre de clubs taurins et la plus ancienne revue tauromachique, *Toros*, qui existe d'Arles à Séville. Les aficionados sont aussi nombreux chez les postiers, les cheminots, les professeurs et les élèves du lycée Alphonse-Daudet que parmi les membres du Lion's Club.

La cité des Antonins joue les Sévillanes et oublie ses attaches languedociennes. Bref ainsi que l'écri-

vait en 1813 le préfet du Gard « le goût du public pour la course de taureaux est porté jusqu'à la fureur dans ce pays ».

Mais depuis quelques années, surtout sous l'impulsion de Jean Bouquet (app. UDF), le maire de la cité, le fête prend aussi ses quartiers autour des arènes (entre cinq cent mille et un million de personnes sont attendues pour la Féria).

Des orchestres à chaque coin de rue, les boulevards décorés avec les toiles d'artistes français, italiens, belges et allemands, des cafés ouverts toute la nuit où l'on boit du pastis mais aussi du « fino », ce vin doré et sec du sud de l'Andalousie. La nuit, des milliers et des milliers de jeunes envahissent les verrières de la cité pour chanter et danser. Alors que les plus sages doivent dans les jardins de l'hôtel Impérial, la vieille gloire nîmoise qui se refait une beauté avec ses toreros, ses « parisiens » et ses souverains où se mêlent Errol Flynn, Brigitte Bardot, Jean Cocteau, Régine ou Bernard Buffet. Nîmes, ce haut lieu de la Réforme, parfois sévère comme une calviniste, offre ses vieux quartiers à « la plus grande fête de rue de France » (1).

L'œil de ce cyclone est au pied des arènes, entre le fameux Café de la Bourse, où tant de réputations de toreros se sont faites et défaits, et le lycée Alphonse-Daudet. Au milieu de la nuit, la foule est si dense qu'on ne dérange plus maintenant que les chaises de l'amphithéâtre dressées dans le ciel noir. Cela sent le vin, les marisques et la chair des taureaux.

JEAN PERRIN.

(1) Nîmes sans visa — portrait d'une ville, par Christian Liger. Édition Ramsay, 165 F.
On peut également lire *Le Guide des Férias* de Jean-Paul Brunel et Bernard Cazaux paru chez Calman-Lévy (95 F.). Utile et pratique.

Sports

TENNIS : les Internationaux de France

Un tournoi en dentelles



ROLAND GARROS
PARIS

Déjà une certitude : il y aura, dimanche 7 juin, un Tchèque en finale des Internationaux de France. Lundi s'est en effet qualifié pour la demi-finale, où il affrontera son compatriote Moch qui a battu Novacek 7-6, 6-1, 6-2.

Il n'est jamais trop tôt pour faire des comptes. Comptons donc : 240 000 entrées payantes en huit jours, cela fait 30 millions de francs de recettes dans les caisses des organisateurs de Roland-Garros. Un joli magot. Depuis le début du tournoi, le stade est envahi par la foule comme un grand magasin pendant la quinzaine des soldes. Mais, précisément, ne débite-t-on pas un tennis de fin de série, de braderie, à long terme de journée, entre deux tranches de lits, pour assurer le fonds de commerce ?

La direction du tournoi a beau jeu de répondre à cela que sept quarts de finalistes comptent parmi les dix meilleurs mondiaux et que le huitième, Novacek, ne dépareille en rien le lot au vu de son comportement. L'argument revient à dire que le tournoi est bon parce que les meilleurs se retrouvent en deuxième semaine. Ce n'est pas sérieux.

En fait, depuis le 25 mai, il n'y a guère que Noah et Connors qui ont donné au public pour son argent. Le premier parce qu'il a dû sortir le grand jeu pour échapper aux griffes de ce jeune chat sauvage qu'est Kent Carlsson. Le second parce qu'il a disputé ses matches comme si chaque point devait être le dernier. Les autres n'ont fait le plus souvent le spectacle qu'une manche par manche. Les véritables bagarres ne durent pas plus longtemps. De légères perturbations requièrent leur attention, mais après cela, comme les marins qui le calme revenu, allument la pipe et contemplent les étoiles, ils mettent le cap sur les quarts de finale. En pères peinaris.

Ainsi Lendl a été, pendant un jeu ininterrompu, dans l'œil du cyclone Nystrom ; ainsi Gomez a bu la tasse contre Sanchez ; ainsi Wilander a donné l'illusion, pendant une manche, de ne pas pouvoir tenir la barre dans la tempête Benhabib. Et encore la grosseur de ces vagues a-t-elle été fortement grossie par des jumeaux à focales tricolores. Le courage fait de belles victoires mais pas forcément du bon tennis. Sans prendre la peine de se réveiller, Moch l'a bien rappelé à Kuchna. Et si en ajoutant à la liste Winogradsky, éphémère vainqueur d'Edberg, M. Moch s'est dit entre deux pubs à la télé qu'après tout ils avaient bonne mine ces petits Français.

Reste que ces Internationaux ont la consistance d'une mayonnaise qui ne prend pas. On est alléché mais on reste sur sa faim. Mardi, le quart de finale Lendl-Gomez a été une caricature de cette situation.

Les numéros 1 et 10 mondiaux se reconfrontent pour la quatrième fois à Roland-Garros. L'an dernier, alors que Lendl était imbattable, l'Equatorien avait pourtant réussi à lui prendre un set après avoir perdu le

premier au tie-break. Cette année, Gomez semblait en de meilleures dispositions encore, donc capable de pousser le Tchèque à l'échec, mais fringant, dans ses derniers retranchements sur la distance des cinq sets. Et pendant les soixante-dix minutes de la première manche, cela se passa bien de la sorte. En variant à l'extrême son jeu, le gaucher latino-américain a tenu la dragée haute au tenant du titre qui, submergé par un flot d'émotions contraires, l'empêchant de garder toute sa lucidité, offrait deux balles de set en servant une double faute.

Bien sûr, cela n'était pas suffisant pour abattre définitivement Lendl. L'Equatorien le savait bien qui, en quinze rencontres, n'avait trouvé qu'une fois la solution de l'échec au Tchèque. Mais on pouvait espérer pour la suite un match de machos. Or Gomez a explosé comme un vieux poen qui passe sur un tesson de bouteille quand il n'a pas été capable de reprendre le service que lui avait subtilisé Lendl au deuxième set.

SEUS ou OS ?

Pour toute explication, l'Equatorien a dit que le Tchèque jouait en meilleure condition physique que lui. Mais, que diable, quand on gagne 206 500 dollars depuis le début de l'année, fût-on originaire d'un pays où le monnaie est le sucre, n'a-t-on pas pour premier devoir de se présenter au summum de sa forme lors d'un des quatre rendez-vous internationaux majeurs de l'année ? On pourra objecter que l'Equatorien était fatigué par les matches difficiles qu'il avait livrés aux deux tours précédents. Mais à qui la faute ? Dans les deux cas, son indolence seule l'aurait contraint à des marathons.

Pourtant, le plus grave, après tout, c'est que Gomez et ses semblables surnent sur le court comme d'autres surnent à l'école. Car le public ne vient pas voir des OS, il va au stade comme on va sur la Croix-verte pendant le Festival de Cannes pour admirer des stars. Or l'étoile Perforos s'est aussi subitement éteinte qu'elle était apparue, on n'en compte plus beaucoup au final du tournoi : Lendl est trop calculateur, trop fatigué même, pour couvrir les arènes ; Moch, le pêcheur à la ligne, est trop ailleurs ; Wilander, trop incolore ; Connors, trop âgé. Seul Noah est capable de toucher le cœur de la foule. En a-t-il envie ? En a-t-il les moyens ?

Tout compte fait, la direction de Roland-Garros devrait se demander sérieusement si un tel grand tournoi peut subsister longtemps sans grande nouveauté. L'open doit être un problème. Jusqu'à présent, cela n'a été qu'un de ces feuilletons sanctionnés par la publicité qui défille sans cesse dans le nouveau paysage audiovisuel français, ce PAF triste comme le défilé des Internationaux.

ALAIN GRAUO.

SIMPLE MESSEURS

Quarts de finale
• Premier quart de tableau. — Lendl (Tch., 1) b. Gomez (Eq., 10), 5-7, 6-4, 6-1, 6-1.
• Deuxième quart de tableau. — Moch (Tch., 5) b. Novacek (Tch., 48), 7-6, 6-1, 6-2.

SIMPLE DAMES

Quarts de finale
• Première quart de tableau. — M. Navratilova (E.U., 1) b. C. Kuchna (Tch., 10), 6-1, 6-2.
• Deuxième quart de tableau. — C. Ever (E.U., 3) b. E. Ragni (It., 22), 6-2, 6-2.

Entre parenthèses, la nationalité et le classement des joueuses.

Communication

L'avenir du service public

La CNCL souhaite un engagement plus direct de l'Etat

La Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) juge « préoccupant » l'avenir du service public de l'audiovisuel. Elle s'inquiète des menaces pesant sur son financement et déplore la « situation de faiblesse » face au privé qui en résulte. Dans un document figurant en préambule à l'avis du cahier des charges d'Antenne 2 et de FR 3 qu'elle vient de transmettre au gouvernement, elle préconise « un engagement plus direct de l'Etat dans le financement du secteur public ».

Le document, préparé par un groupe de travail présidé par M. Bertrand Labrousse et débattu en

séance plénière, prend position en faveur d'un « service public fort (...), élément essentiel du nouveau paysage audiovisuel français ». Sa contribution à la création audiovisuelle, au rayonnement culturel, à la « revalorisation du patrimoine technique et artistique », estimant les trois, « se font naturellement un pôle d'excellence ».

Fort de ce postulat, l'instance présidée par M. Gabriel de Broglie élabore quelques recommandations, pour permettre au secteur public d'être ce « compétiteur à part entière » qu'elle appelle de ses vœux : meilleure gestion et renforcement des ressources budgétaires du service public. Sur le premier point, elle reprend intégralement à son compte — « une marque de continuité », relève M. de Broglie — le diagnostic et les orientations que la défunte Haute Autorité avait rendu publics il y a deux ans (le Monde daté 29-30 avril 1984). Mais à la priorité des programmes sur le fonctionnement ou au redéploiement des personnels en surnombre alors recommandés — entre autres — par la Haute Autorité, la CNCL apporte de nouvelles touches : mise en place de « relations contractuelles » entre les chaînes et les entreprises telles que l'INA, la SFP et TDF ; séparation plus nette entre la production et la diffusion ; généralisation des coproductions, notamment internationales.

Mais c'est sur le financement du service public que la CNCL se fait à la fois la plus pessimiste et la plus novatrice. L'essence même de la recette apportée par la redevance, dépendante de la conjoncture politique, ne devrait plus croître, bien qu'elle conserve toutes les « légitimités ». La CNCL prend ainsi le contre-pied de M. Jean Antia, pourtant membre de l'instance, et qui réclamait il y a peu encore l'augmentation de cette taxe (le Monde du 3 juin). Quant à la publicité, la CNCL craint que sa présence excessive sur Antenne 2 ne « dilue l'identité » de cette dernière. Elle souhaite donc que « la position de secteur public sur le marché publicitaire » se réduise « progressivement ». Logique avec elle-même, elle demande que le temps réservé à la publicité soit limité à six minutes en moyenne et à deux minutes sur une heure donnée. C'est-à-dire moins que ne le souhaiterait les pouvoirs publics.

La CNCL demande donc au gouvernement de rechercher de nouvelles formes de financement. Sans préciser lesquelles. « Nous ne sommes pas là pour gérer, dit-on rue Jacob, mais pour alerter. »

P.-A. G.

La rédaction de la Cinq

M. Hersant séduit aussi à gauche

Cinq sur la Cinq ! Jean-Claude Bourret, Pierre-Luc Séguillon, Marie-France Cubadda, Christian Guy et Guillaume Durand chez Hersant, c'est officiel depuis le 1^{er} juin. Pourquoi dit-on toujours « chez Hersant » et non « chez Berlusconi » ? Le fait est là : dans le petit monde de l'audiovisuel, aller sur la Cinq, c'est passer dans le camp du patron du Figaro. Peut-être est-ce parce qu'il est entendu, et de notoriété publique, que M. Silvio Berlusconi et ses Milanais continuent d'orchestrer la production et les programmes, tandis que M. Robert Hersant se veut le maître d'œuvre de l'information. Un secret à cracher de toutes pièces d'ici à l'automne et sensible entre tous.

Mais tout de même, Pierre-Luc Séguillon chez Robert Hersant, quel symbole ! Lui que l'on qualifie déjà de « bolchevik » à son arrivée sur la Une, en 1983, comme chef du service de politique intérieure et de l'économie. Il venait tout droit de *Témoignage chrétien*, hebdomadaire fondé par la Résistance. Quelle mouche a donc piqué cet homme courtois qui « se so faire admettre par la rédaction grâce à sa pondération ? Certes, le militant catholique de gauche issu d'un journal d'opinion avait déjà franchi un pas en venant sur TF 1 : il savait qu'à la télévision il aurait à s'adresser à un large public aux sensibilités très différentes. « Ce média appartient aux téléspéculateurs, et on ne peut prétendre leur imposer une opinion ni même établir avec eux une connivence d'idées », aime à répéter Pierre-Luc Séguillon.

Pourquoi alors quitter une maison où il se sentait bien et dont il a approuvé la péroraison ? Comme d'autres responsables de la rédaction, il n'a pas apprécié que l'équipe Bouygues bouleverse l'organisation, malgré ses engagements formels. Mais surtout que les représentants se lancent dans cette opération de « vente de la rédaction par appartements », sans même prendre la peine de consulter les intéressés. Son propre cas peut servir d'exemple : il a découvert un beau matin qu'Anne Sinclair, avec laquelle il coanimait l'émission « Questions à domicile », en était devenue propriétaire. Il n'a pas apprécié que la seule responsable après des négociations avec la nouvelle direction « C'est ainsi, dit-il, que je me suis couché un soir copropriétaire de l'émission et me suis réveillé le lendemain simple locataire ».

Un mépris qui a incité nombre de journalistes à quitter TF 1, mécontentés par l'attitude cavalière des nouveaux propriétaires. C'est le cas, en particulier, de Marie-France Cubadda, présentatrice du « 20 heures », de Christian Guy, rédacteur en chef des éditions du week-end, ainsi que de jeunes journalistes déçus, en outre, par des pro-

meses matérielles non tenues. Mais un « mauvais climat » ne suffit pas à expliquer cette migration chez Hersant de la part de gens si éloignés de la droite doctrinaire.

« L'homme invisible »

Le patron du Figaro déclinait-il donc un pouvoir secret de séduction ? Plusieurs de nos interlocuteurs l'affirment. « Tant qu'il a voulu à faire à un patron, on préfère un vrai patron de presse qui sait de quoi il parle », lancent les uns. Et d'autres de faire observer que, passés dans un premier temps, par la simple curiosité d'« approcher l'homme invisible », voire « la bête dans sa tanière », ils se sont intéressés à un « charme d'un personnage impressionnant par sa connaissance des médias ». Discuter avec Robert Hersant, notent ceux qui l'ont rencontré, « c'est parler télévision avant de parler gros sous, contrairement à ce qui se passe généralement avec Francis Bouygues ». Hersant a même surpris l'un de ses interlocuteurs en lui disant : « Je tiens à ce que vous voyiez, mais je ne veux pas trop vous payer pour que vous restiez un bon journaliste ».

Pondre aux yeux, cette offensive de charme ? Ce serait sans compter avec l'autre composante du personnage : l'homme d'affaires à la tête d'un empire de presse. Pour la plupart des observateurs, Robert Hersant « est condamné au pluralisme ». « La télévision herzienne, note un journaliste, est un média lourd qui a besoin, pour vivre, de recueillir le maximum d'audience. Le seul moyen d'y parvenir est de s'adresser au plus grand nombre, ce qui implique d'être pluraliste ». De l'avis unanime — y compris du sien ! — Hersant « ne peut pas refaire le Figaro à la télévision ».

Rassurés par ces « garanties morales » de pluralisme, les « gauchos » de la Cinq sont, également attirés par « une nouvelle aventure et le vertige de la page blanche » sans parler bien entendu des avantages pécuniaires. Quant à leur « vertu politique », vous proclamiez, le matin sur le cœur, qu'un « premier dérapage » ils quitteront la chaîne.

Pour Silvio Berlusconi, qui ne cache pas ses amitiés pour les socialistes des deux côtés des Alpes, les étiquettes politiques sont sans objet pour ceux qui travaillent à la télévision. « De refus, nous a-t-il dit, de raisonner en termes de gauche et de droite. Il n'y a que de bons ou de mauvais journalistes. Personnellement, j'opte pour le pluralisme politique... tout comme, du reste, Robert Hersant ! »

ANITA RIND
et ALAIN WOODROW.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le Front populaire à la conquête de l'Amérique

Etienne Roda-Gil ou l'utopie récompensée



ETIENNE RODA-GIL

Quand un Français affirme : « Je vais monter un show à Broadway », on ricane. Le plus souvent on a raison. 36 Front populaire, la comédie musicale d'Etienne Roda-Gil, Jean-Pierre Bourtaire et Jean-Claude Petit est attendue à Broadway. Cette fois c'est vrai.

C'est s'arranger pour Etienne Roda-Gil, ça s'arrange même bien. Depuis quelques années, le fougueux catalan-catalan se faisait discret, silencieux. Absent ?

Que devenait le jeune homme qui, en 1968, avait, en lui donnant des paroles, mieux, la parole, propulsé Julien Clerc à l'assaut de toutes les Californies à prendre ? Celui qui, en lui offrant les mots pour le dire, avait arraché Mort Shuman à Brooklyn by the sea, afin qu'il soit adopté par Paris ? Celui qui, juste avant que Claude François disparaisse, lui avait permis de cueillir des Magnolias par centaines sous le ciel d'Alexandrie Alexandria ?

Depuis vingt ans bientôt, Roda-Gil était bien davantage qu'un tailleur de chansons à façon, quelque chose comme un accélérateur d'âme pour deux générations de musiciens-interprètes. Que devenait-il ?

Rh bien, il traversait le désert, un peu bougon, un peu amer. Parce qu'il ne trouvait plus qui faire parler (excepté Angelo Branduardi en français), et que le rock, c'est pas son truc. Il préfère Mallarmé à Elvis Presley. Après tout, c'est son droit à Roda, et même, on pourrait dire, dans un show-biz de plus en plus biz et de moins en moins chaud, c'est son originalité. Et sa dignité.

Et voilà que ça s'arrange pour lui. Sa comédie musicale 1936 Front

populaire va être montée à New-York en 1988. On accueille généralement ce genre d'information avec une circonspection goguenarde, la conquête de l'Amérique étant un des mirages les plus laborieusement cultivés par les Hexagoneaux. Et le succès actuel de Victor Hugo à Broadway avec les Misérables, spectacle doublé en anglais qui avait démarré en fanfare à Londres, ne devrait pas masquer les échecs nombreux et les velléités permanentes dans ce domaine. Cette fois, c'est vrai, les contrats sont signés. Belle aventure.

Qui a déjà un long passé. Flash back. En 1979 sort en France un double album, 36 Front populaire, musique de Jean-Pierre Bourtaire et Jean-Claude Petit, livret et textes d'Etienne Roda-Gil. La mise de fonds consacrée à la réalisation des disques (par Pathé-Marconi) a été considérable : 1 500 000 F de l'époque. C'est le roman chanté d'un Roméo électricien et d'une Juliette laborantine (devenue ouvrière dans une usine de câbles en version américaine), emportés par le vent de l'histoire dans le Paris des printemps fous. Singularité de l'entreprise, tout ce que vivent les protagonistes est authentique, tout ce qu'ils écoutent (discours, proclamations, déclarations) a été prononcé par les véritables héros du temps.

Ainsi, tandis que les occupations d'usine se multiplient, on entend « Paris, Billancourt et Saint-Denis ont mis du rouge aux joues des jours gris » sur un air de conga, puis c'est le meeting du Vol d'Héli, et Maurice Thorez chante : « La lutte pour le pain consiste à faire payer les riches ». Refrain soutenu par les

chœurs de l'Opéra : « Du pain et des roses, du pain et des roses » (bis). Léon Blum répond : « Jamais en France on n'a pu séparer impunément l'idée républicaine et la révolution en mouvement... » au refrain : « Du pain et des roses ». Un peu plus tard intervient Maurras qui exalte : « La France de Dieu, Dieu des païens ». Et qui insiste : « Gardes-nous la France aux Français ».

Le disque remporte un grand succès, avec Julien Clerc faisant office de locomotive et obtenant un tube personnel avec « Ça commence comme un rêve d'enfant, on croit que c'est dimanche et que c'est le printemps... ». Pour continuer de diffuser cette œuvre (lyrique) solide-bâtie sur les cendres d'une illusion (lyrique), bien sûr, on pense à la scène, sérieusement. Les projets se succèdent. Ils sont éternellement sur le point d'aboutir.

A l'ombre de Guernica

Arrivent les élections présidentielles de 1981. Avec la gauche au pouvoir, c'est la gloire assurée pour 36 Front populaire, ironisent les petits camarades du métier, peu familiers du paradoxe qui veut qu'on ne soit jamais mieux traité que par ses amis... « En fait, 36 n'avait plus aucune chance », constate Roda-Gil : il n'en a tout simplement plus été question.

Son « peuple opéra » continue pourtant de lui tenir à cœur. « Je suis né, rappelle-t-il, en 1941, à Montauban, sa banlieue plutôt, dans le milieu « rouge » espagnol. Quand je me suis réveillé dans la

vie, autour de moi, il y avait des fusils ». Son père, anarchiste, commissaire politique de l'armée républicaine, puis maquisard en France, se bat. Sa mère raconte. Le récit des combats a servi de berceuse au petit Roda, à l'ombre de Guernica.

Mais alors que 36 Front populaire ne parvenait pas à exister dans sa patrie d'origine, rêver de l'exporter semblait une douce folie, une gracieuse utopie. D'ailleurs, qu'y pourraient bien trouver les Américains ? De l'exotisme ? Pas seulement. « La fragilité des démocraties, ça les intéresse », dit Roda-Gil. Les problèmes entre société et individualité, ça les intéresse. Dans un pays où le corps social a le pouvoir de destituer un président, un Français peut se permettre d'amener une révolution en chansons.

Commencent alors, dès 1983, les discussions avec les producteurs US, interminables, pointilleuses. Le contrat final, fluvial, ne comporte pas moins de trois cents pages. Mais ce qui a été obtenu est unique dans les annales. « Aux Etats-Unis », dit Roda-Gil, on n'existe qu'à travers l'avocat qu'on peut s'offrir. Il a donc choisi le meilleur, Paul Marshall, soixante-dix ans, champion d'échecs. « Et comme je n'avais pas les moyens de le payer, il a plaidé mon dossier à l'ail ».

Résultat : Roda-Gil est l'auteur du livret américain, il a pu refuser tout texte et toute musique additionnels, imposer son metteur en scène José-Marie Flotats (un autre Catalan), réserver ses droits sur la France, la Chine populaire et l'Espagne !

Dernière bonne nouvelle, l'adaptation en anglais sera due à Tim

Rice, le parolier de Jésus-Christ Superstar et d'Evita...

Au fait, ça n'est pas tout. Dans le même temps, Etienne Roda-Gil a écrit un autre spectacle musical qui sera présenté au Théâtre de Bobigny, début 1988, et simultanément à Rio-de-Janeiro. Café, sang, sucre raconte « les rapports violents, passionnés, ambigus » de la France et du Brésil entre 1918 et 1919. C'est une tentative de révision du chronométré qui s'attache à ce pays, d'exaltation de son métissage réussi. « Il s'agit de visiter une période où Paul Claudel était là-bas ambassadeur, Darius Milhaud attaché culturel, où Blaise Cendrars y voyageait, dans le même temps que Villa-Lobos, l'homme à la guitare, y composait. La musique de Café, sang, sucre est signée Chico Buarque ».

Au fait, ça n'est pas tout. Etienne Roda-Gil achève aussi l'adaptation de Cats, le spectacle musical inspiré par un texte esotérique de T.S. Eliot, paru de Londres pour triompher à Broadway, et joué, dans un décor somptueux de décharge municipale, par des comédiens grimes en félins. La veuve du poète avait jusqu'alors refusé toutes les traductions qu'on lui présentait.

Elle a applaudi celle de Roda-Gil. Cats devrait être joué en France dès le courant de l'année prochaine.

Décidément, ça s'arrange pour Etienne Roda-Gil. Il ne faut voir là ni hasard ni chance. Mais du boulot et de la patience. La meilleure définition possible du talent.

DANIELE HEYMANN.

Peter Gabriel en tournée

L'artiste modèle

« La technologie, affirme Youssou N'dour, est faite pour la musique africaine. J'ai appris avec Peter Gabriel qu'on pouvait aller plus loin grâce à elle, multiplier les gammes des instruments traditionnels comme le balafon, développer toute la richesse musicale qui est en nous. »

Youssou N'dour est chanteur. Un chanteur divin du Sénégal. Il assure avec son groupe, la Super Étoile de Dakar, la première partie de Peter Gabriel.

Peter Gabriel est l'un des premiers musiciens à s'être intéressé à l'Afrique autrement qu'en touriste. Bien avant tout le monde, il a écrit une chanson (Biko) qui dénonce la meurtre de Steve Biko, victime de l'apartheid. En Angleterre, il a organisé la première édition du « WOMAD » (The World of Music Arts and Dance), un festival à présent annuel qui réunit les différentes cultures du tiers-monde. Mais, surtout, il est celui qui a le mieux réussi le métissage entre le rock et les rythmes africains. Et cela, paradoxalement, en partie grâce à son utilisation de l'électronique.

Dans le même temps, en effet, il a travaillé sur les ordinateurs, à la pointe des nouvelles techniques, collaborant avec des scientifiques, innovant sur les sons et l'image. Depuis deux ans, notamment, il préside à un projet de parc d'attractions à vocation culturelle qui lui a été commandé officiellement et qui devrait prendre place à Sydney. Un Disneyland alternatif réunissant des musiciens, des peintres, des cinéastes, des scientifiques, des psychologues, des architectes. Actuellement, il construit chez lui un studio d'enregistrement ultraperformant qui servira de banque de sons et d'images pouvant être reliée à n'importe

quel autre studio et qui fonctionnera en coopérative.

Tout ce qu'il entreprend est fondé sur les contrastes, le brassage des cultures, l'interaction des techniques et des modes d'expression. Athlétique, expansif, occupant l'espace avec vigueur quand il est sur scène, il est presque anodin en ville, timide et réfléchi, parlant d'une voix grave et hésitante.

Peter Gabriel est l'artiste modèle complet, autonome, polyvalent, universaliste et à même d'exploiter tous les langages qui s'offrent à lui. Homme de scène et donc habile à se mettre en image, homme de studio, maîtrisant les techniques, et par conséquent, apte à se conformer à tous les modes de lecture. Il ne sera pas de ceux qui s'étiendront un jour avec le microsilicon.

Parce que les étiquettes ont la vie dure, il lui aura fallu douze ans pour faire accepter une image autre que celle de l'ancien chanteur de Genesis, groupe qu'il a quitté en période de gloire, après en avoir été la figure centrale. Douze années de recherches sur les sons, d'exploration aux frontières de la technologie, de voyages organisés sur les rythmes africains, pour enfin s'imposer au grand public. Sans s'être jamais écarté du format populaire, ce n'est pourtant pas un hasard si c'est avec So, son

cinquième album solo, qu'il a gagné le sommet du marché américain : c'est le plus traditionnel, le plus serein, celui aussi où il a retrouvé ses premières amours, le rhythm'n blues chez Stax, sur le titre Sledgehammer notamment, privilégiant la fonction dansante. « J'ai toujours été partagé dans mes goûts, je le suis dans mon inspiration, nous disait-il à l'époque de la sortie du disque. J'ai, en moi, un besoin d'expression très physique, qui se traduit surtout par les pulsions rythmiques, et un autre plus posé, analytique, et qui passe souvent par une recherche sur le son. Les deux ne sont pas incompatibles, au contraire. Simplement, la musique que j'ai composée pour Birdy, le film d'Alan Parker, m'a permis de développer dans ce sens un travail d'exploration et d'atmosphère. Comme pour faire la balance avec mon nouvel album, je suis revenu à un format de chansons plus simple et direct. Le prochain sera peut-être de nouveau à la jonction des deux. »

Peter Gabriel a entamé sa tournée européenne le lundi 1^{er} juin à Clermont-Ferrand, et c'est un choc. Un spectacle total, unique, où la perfection le dispute à l'émotion, la virtuosité à la spontanéité, et où l'énergie répond à la sophistication. Ils sont cinq, sonnant comme s'ils étaient en grande formation. Ils

en ont la puissance, le volume et en plus la souplesse, l'excentricité, la finesse d'exécution. Tout est astuce et audace. Ils jouent dur quand c'est rock, chaloupé quand c'est funky, ils portent le drame quand il le faut avec un sens de la progression et des ruptures, toujours au millimètre. Il faut les nommer : Manu Katché, batteur français, David Sancious aux claviers, Tony Levin à la basse, David Rhodes à la guitare et bien sûr lui, Peter Gabriel, chantant de cette voix caressante et brumeuse, et qui tient les claviers quand il ne bondit pas aux quatre coins de la scène.

Il est fascinant. A la fois star et anti-star, exemplaire dans son comportement, faisant l'effort de s'adresser au public dans un français approximatif et créant comme nul autre une intimité.

On n'a jamais rien vu ni entendu de tel. C'est vrai de la musique comme des éclairages exceptionnels qui animent le show : la mobilité des structures lui permet de s'en servir comme d'accessoires à son jeu de scène. Il y a là une véritable théâtralisation de la lumière. Il s'accouple, se bat avec elle, va boire à sa source. Le tout électronique et laser est contrasté par des lampadaires qui diffusent, au-dessus de chaque musicien, une couleur chaude d'appartement. C'est le futur domestiqué, la ren-



contre du quotidien avec les techniques de demain. Il y a des montées d'adrénaline (Shock The Monkey, Games Without Frontiers, Big Time), des pulsions dorées (Sledgehammer), des ballades (Don't Give Up), des reprises (Solsbury Hill de Genesis, This is The Picture composée avec Laurie Anderson et Here Come The Flood avec Robert Fripp qu'il chante seul au piano avant le rappel). Il y a des moments de forte intensité

comme avec Youssou N'dour sur In Your Eyes. Et puis il y a, en dernier rappel, les deux groupes réunis sur scène, pour chanter Biko, il y a dans la salle un public qui leur fait écho et, entre la cote et l'espoir, une émotion à l'état pur.

ALAIN WAIS.

★ Le 3 juin à Nantes : les 5, 6 et 7 à Bercy. Peter Gabriel reviendra en France à la fin de l'été, les dates restant à confirmer. Disques chez Virgin.

L'opéra surtaxé, ça suffit !

La Fnac et le Monde de la Musique ont sélectionné les dix plus grandes intégrales en disques compacts. La Fnac étend à ces enregistrements la baisse volontaire de la TVA à 7% déjà appliquée aux nouveautés, aux rééditions et aux nouveautés importées. "OPERA, OPERAS I" : jusqu'au 21 juin dans les 23 Fnac.

Le Monde de la MUSIQUE



PHOTO

Rétrospective Tom Drahos à Aurillac

L'expérimentaliste splendide

Loin de Paris, au cœur de l'Auvergne, une rétrospective inédite célèbre un artiste imprudent et follement généreux de trente-neuf ans : Tom Drahos.

DEPUIS 1984, associée au musée, l'ADACA d'Aurillac poursuit une politique active en faveur de la photographie qui, axée en priorité sur la création contemporaine en couleurs, se développe sur deux plans. D'une part, la constitution d'une collection qui, avec un budget d'un million en quatre ans, a permis d'acquérir trois cents œuvres d'une trentaine d'artistes (Kern, Soussans, Mercier, Batho, Gioli, Mirach, Faucon, etc.). Et, de l'autre, l'organisation annuelle d'une grande rétrospective dans les anciens haras de la ville, convertis en lieu d'exposition permanent.

L'exposition de 1987 est consacrée à Tom Drahos. L'événement est de tout premier ordre, car ce n'est pas l'assemblage fortuit d'œuvres habituellement dispersées mais une vraie rétrospective qui retrace, par cycles et jusque dans ses errances, sans hiérarchie ni chronologie, vingt-cinq années des recherches d'un artiste de trente-neuf ans. L'un des plus proches et novateurs de sa génération. Favorisée par l'atmosphère du lieu, intelligemment pensée par Annie Philippon et Hervé Crépet, on a, d'entrée, l'impression d'une incessante urgence à créer.

Des premières œuvres qui l'ont révélé en France, effigies égyptiennes et figurines de glaise théâtralement mises en scène sur fond froissé de papier kraft, aux fresques immenses illuminées telles des vitraux, tout respire la périlleuse originalité d'un perturbateur inclassable. A cheval sur plusieurs époques, plusieurs cultures et médias, jouant des objets les plus simples (pommes de terre, soldats miniatures, ustensiles ménagers), bien avant Boltanski et sans souci d'exploiter ses trouvailles, Drahos exprimait son refus d'enfermer la photo sur elle-même.

Venu du cinéma, lorgnant naturellement vers la peinture et l'abstraction, Drahos, depuis quinze ans, est surtout l'un de ceux qui ont le plus tenté pour briser la dictature du cadre et du format. Alternant fragmentation et mise

en ordre, atomisant la matière, traitant physiologiquement la couleur (mica translucide), Drahos manipule la photographie, la libère, lui restitue sa « pureté » en la reconstituant dans un ordre artificiel avoué.

Dans la salle des anciennes écuries, sur diptyques et triptyques aux teintes incendiées sang et or, Drahos envisage le cycle religieux du « Djaina » indien non comme un dogme mais comme un scénario, un champ d'investigation où l'art devient voyage. Sous forme de montages incrustés et superposés, de chatoyants tirages Ektachrome réalisés en un seul exemplaire célèbrent la dégoûtante sensualité des matières. Cette interrogation philosophique sur l'image, l'énergie, l'espace et la lumière se poursuit à la Sellerie, superbe écrin de bois, où est installée une pièce en volume et métal soudé, dont le noyau central demeure la photographie et qui a été spécialement conçue pour l'exposition d'Aurillac. Drahos, en se fondant sur l'étrange idée d'un hospice pour animaux malades, fait éclater par bribes concentriques sa reproduction sur format

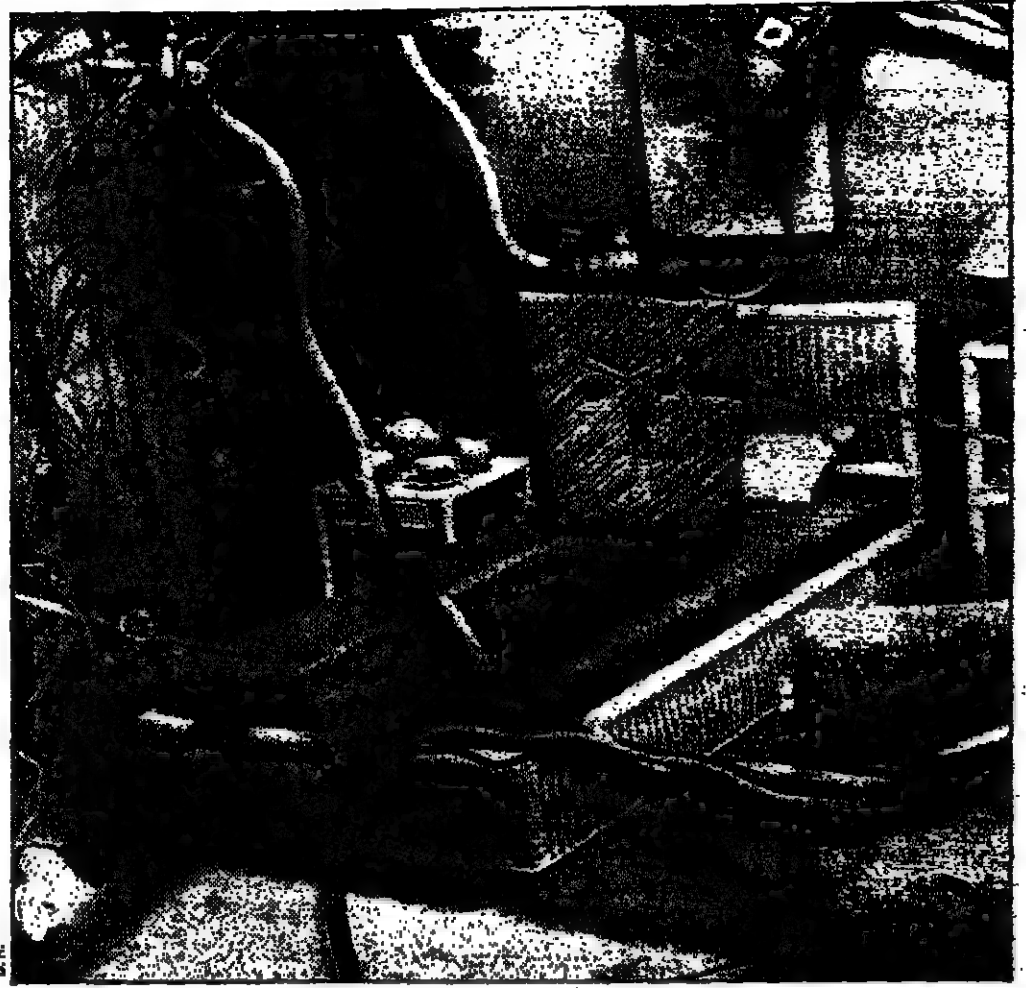
giant, bribes qui, telles des molécules interstellaires voguant dans l'éther, se dissolvent par myriades jusqu'à leur résidu final, matérialisé sous l'aspect de fragments brûlés et consumés au fond d'une urne d'acier rouillé.

Bouclant un an et demi de préparation, cette rétrospective se clôture sur la révélation de soixante tirages, au format 24 x 20, extraits des vingt-cinq mille instantanés que Drahos prit, de 1965 à 1972, dans le quartier des Champs-Élysées. (Venu à dix-huit ans de Tchécoslovaquie, il avait alors pour maître Cartier-Bresson.) Ils permettent de mesurer le trajet parcouru par cet aventurier de l'art qui, tel un moine errant, « voyage sans escale et sans buts précis », mené par l'ascèse lyrique et son goût baroque de l'expérimentation pure.

PATRICK ROQUIERS

* Rétrospective Tom Drahos, présentée dans le cadre de « La rue vers l'art » au jardin des Carmes (les Écuries, la Sellerie), à Aurillac, jusqu'au 26 juillet.

Catalogue bilingue, présenté par Régis Dornod, suivi d'un entretien avec l'auteur, 40 reproductions en couleurs, 100 F.



Tom Drahos, extrait de « Métamorphoses », 1978.

ARTS

L'Institut français d'Athènes expose la totalité des illustrations et des esquisses gravées et dessinées par Kupka pour le Prométhée et la Lysistrata. Elles n'avaient jamais été montrées, et l'on découvre ainsi des œuvres de premier ordre qui éclairent la naissance de l'abstraction en 1911.

Il faut s'y faire : désormais, l'histoire de l'art ne s'écrit plus seulement à Paris, à Florence ou à Londres. Plus même à New-York. Le temps des centres lointains est venu, et une exposition à Athènes répond à une autre qui s'est tenue à Los Angeles. Toutes deux, malgré la différence des moyens et des ambitions, traitent de la même question : comment est apparue cette singularité du vingtième siècle, l'art abstrait ? Et toutes deux suggèrent la même réponse : il est né du symbolisme fin de siècle, et non, comme des générations l'ont affirmé, du cubisme de Braque et Picasso.

A Los Angeles, une « mostra » immense prétendait décorer l'ensemble du phénomène. A Athènes, une exposition précise permet de suivre enchaînement et glissements planches après planches. On conviendra que l'affaire est d'importance et que l'on doit la suivre de près.

Les circonstances sont en elles-mêmes fort simples : František Kupka, artiste bohémien, ayant quitté son empire austro-hongrois natal, s'est établi à Paris en 1896, après avoir séjourné dans la Vienne de Klimt et de la Sécession. Malgré son talent,

Kupka vit mal, il gagne de justesse de quoi continuer à peindre et doit se faire illustrateur pour raisons économiques.

Tantôt il propose des images satiriques à l'Assiette au beurre et tantôt il travaille pour des édi-

moment Kupka fait la connaissance d'Apollinaire, de Duchamp, de Léger ou de La Fresnaye. Et Deleury, autre aventurier de l'abstrait, n'est pas loin.

Kupka, donc, doit décorer deux traductions nouvelles et, en



Kupka : étude pour « Prométhée » (collection Karl Flinker).

teurs, sans cesser cependant de peindre et de philosopher sur son art. En 1908, il reçoit commande d'illustrations pour le Prométhée d'Eschyle et la Lysistrata d'Aristophane. Il les achève en 1911. Or, entre 1908 et 1911, Kupka se métamorphose progressivement et finit par exécuter et exposer à l'automne 1911 — justement — une des toutes premières toiles abstraites jamais montrées, ses Plans par couleurs. Dire qu'il s'agit donc d'années déterminantes n'est pas excessif, d'autant moins qu'au même

illustrateur consciencieux, il cherche d'abord la couleur locale. Très figuratif pour lors, il copie à l'aquarelle des vues du Parthénon, un modèle de lit à la mode du cinquième siècle, des costumes et des figures. Avec un zèle étonnant, cet avant-gardiste s'inquiète de l'exactitude d'une sandale, de la vraisemblance d'un motif géométrique. Il étudie l'antique. Rien de surprenant là-dessus, rien que de très conventionnel, si ce n'est que Kupka se prend de passion pour l'archaïsme. Il déserte le siècle de Phidias, il se délecte de barbaries

anciennes. Il mélange blentôt l'assyrien, le minoen et le persan.

A l'Aurore, trop classique, il préfère une Babylone imaginaire où les figures composent des frises étirées, où le décoratif l'emporte sur les corps et développe des entrelacs et des volutes. Les souvenirs de la Sécession viennoise se mêlent à ce primitivisme de la géométrie courbe. Les premiers dicent encore par pièces des arrangements ondoyers, et le second communique aux stylisations une valeur symbolique, quand elle n'est pas érotique.

Protagoniste de l'abstraction

Le cercle devient signe de l'univers ou du ciel, l'ornementation se hausse au rang de langage allégorique, par la grâce de cet archaïsme soudain redécouvert. C'est alors que l'exposition d'Athènes devient passionnante : quand elle permet de voir comment, d'un dessin chargé de reminiscences anachroniques et de citations, Kupka en vient à une gravure épurée, strictement organisée selon la géométrie et le cercle, à une gravure sans profondeur où les silhouettes des Océanides et de Prométhée se fondent en schémas. Et en schémas presque abstraits.

Les transitions sont innombrables et variées. Il y a des remords et des hésitations tout au long du travail, naturellement, et Kupka balance avec élégance entre l'évocation allusive, le détail archéologique, la fantaisie gracieuse et sa nouvelle manière. La Lysistrata, plus légère, lui inspire des variations dansantes moins sévères, moins modernes aussi. Mais, dans la Prométhée, il

accepte les dangers, il réunit ses inspirations jusqu'à dispersées, il fond ensemble Klimt, Gauguin, l'Assyrien, l'égyptien, le thésophrasien, la frontalité et la mise en scène. Il devient, pour un moment, le Prométhée d'une peinture sans exemple, et l'on songe souvent, devant les planches les plus accomplies, que Kupka fut jugé providentiel le hasard qui le conduisit vers ce sujet à ce point. Il a ses inquiétudes personnelles. Vers un sujet qui lui permit en somme de devenir ce qu'il est resté au regard de l'histoire de l'art, l'un des trois protagonistes majeurs de l'abstraction avant 1914, en compagnie de Deleury et de Kandinsky.

Comme, de surcroît, l'aurore-chage dans les salles de l'Institut français a pris le parti de la simplicité — le meilleur évidemment — la révélation se double d'une filanderie voluptueuse, et l'on admire qu'une exposition semblable ait été organisée grâce à la belle collaboration de Jean-Pierre Armande, le directeur de l'Institut, et de Karl Flinker, qui recut ces cent vingt pièces de Kupka à la mort de l'artiste. On aimerait que de pareilles réussites se répètent : d'une part, parce qu'elles contribuent à une influence culturelle française que quelques chanceux et dont Athènes demeure l'une des rares pièces fortes ; d'autre part, parce que c'est ainsi que progresse la compréhension de l'art contemporain partout. Partout, mais trop rarement à Paris.

PHILIPPE DAGEN

* Institut français d'Athènes, 31, rue Sims, jusqu'au 26 juin. Fondation Goulardis (Andros), jusqu'au 20 septembre.



GALERIE HOPKINS-THOMAS
2, rue de Miromesnil 75008 Paris - Tél. : (1) 42.65.51.05

BERTHE MORISOT

23 Avril - 18 Juin 1987

PRÉSENCE DU PASSÉ

de Marek Rudnicki

Galerie PASSALI

33, rue de Miromesnil, 75008 PARIS

Tél. 42-65-46-96 - 42-66-47-33

Du 4 juin au 4 juillet 1987

Ouvert tous les jours, sauf dimanche, de 10 h à 19 h

GALERIE JEAN-JACQUES DUTKO
5, RUE BONAPARTE - 75006 PARIS - 43.26.96.13

FOUGERON

Pièces détachées 1937-1987

Du 7 mai au 30 juin

GALERIE DENISE RENÉ

196, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. 42-22-77-57

ALBERS

« Hommage au carré »



GROUPE CENT-NEUF
Peintures et sculptures

LA GOURMANDISE
GRAND PALAIS av. Winston-Churchill
du 4 au 25 juin, t.l.j. de 11 à 19 h

XXXII SALON DE MONTROUGE 6 MAI - 9 JEN
ART CONTEMPORAIN
peinture, sculpture, dessin, travaux sur papier, photo etc.

Louis VALTAT

œuvres de 1892 à 1925
2, av. Emile-Boutroux et 32, rue Gabriel-Péti
MONTROUGE 10 h à 19 h - Tél. : 42-53-33-00



JUIN 87
L'ABSTRACTION
DANS 22 GALERIES
D'ART CONTEMPORAIN
Renseignements : 45-20-69-43

THÉÂTRE

Le III^e Printemps du théâtre de Paris

Les gourmandises de Stéphane Lissner

Du 9 au 27 juin, le Printemps du théâtre met en compétition plusieurs équipes professionnelles, pas encore connues du public non spécialisé. L'idée en est venue à Stéphane Lissner qui a pu la mettre sur pied il y a trois ans, en plus de ses fonctions au TMP Châtelet, où il est responsable de la production en attendant de succéder en 1988 à l'actuel directeur Jean-Albert Cartier.

C'est beaucoup d'activités, mais Stéphane Lissner est un gourmand, un goulou, un boulimique du travail, il semble ne jamais s'arrêter de faire des projets et de les mettre en marche. Comme en plus il a passé sa vie dans le théâtre, il ne pouvait pas s'en séparer comme ça, sous prétexte que la musique lui aurait pris toute son énergie. D'ailleurs son énergie est inépuisable.

En fait, le théâtre lui tient à l'âme. Il a commencé très jeune en prenant la direction d'une salle

La qualité technique peut s'acquiescer. Le plus urgent est de favoriser le goût de la création. Je pense, en 1988, centrer le Printemps sur les auteurs. Sur une dizaine en compétition, il en sortira bien un...

Stéphane Lissner mise sur l'entraînement de la qualité : « Ça crée l'émulation. » Il sait bien que les contemporains mal connus sont plus difficiles à faire admettre que Molière ou Marguerite Duras : « Il est nécessaire de mettre le paquet, sinon c'est la mort. Tant pis si on se laisse bluffier, on recommence. Les subventions devraient servir à ça. Ce n'est pas simple. Moi aussi, à Nice, j'ai fait comme les autres. J'ai travaillé avec les copains, avec les coproducteurs. On échangeait les spectacles et l'argent. L'argent existe, on pourrait le gérer autrement, prendre des risques, et insister jusqu'à ce que le public suive. On ne doit plus penser uniquement en termes de public; il faut penser mouvement, sinon le public finira par se lasser et il ira ailleurs. » Mais le Théâtre Ouvert de Lucien Attoun, qui se consacre à la création contemporaine, a dû interrompre ses activités ?

« Il doit les reprendre. L'expérience est positive, mais reste du laboratoire. La plupart du temps on donne aux auteurs une avance minable sur leurs droits à venir. Il faudrait avoir les moyens de les payer pour qu'ils écrivent, et pas seulement des pièces à trois personnages... »

En somme, Stéphane Lissner se partageait entre le théâtre qui représente la recherche contemporaine et le Châtelet, consacré à la tradition ? Il s'en défend. Il ne se situe pas du côté de la « recherche ». Au Châtelet, il veut continuer dans la ligne de Jean-Albert Cartier : donner aux mélomanes la meilleure interprétation possible des œuvres, sans tromperie, sans gadget moderniste.

« Monter le Traviata en jeans ne sert à rien, mais si on offre un superbe spectacle aux amateurs de musique italienne, ils auront confiance quand on leur proposera un autre type d'opéra ou même une création contemporaine. »

« Pendant quinze ans, j'ai vécu exclusivement de théâtre, avec des moments formidables et des déceptions cuisantes, mais de toute façon j'ai beaucoup appris. Apprès à chercher de l'argent, à faire confiance, à me tromper, à écouter. Quand j'ai abordé le monde de l'opéra, j'avais l'impression d'entendre d'un côté le théâtre, de l'autre la musique. Puis tout ce que j'ai dans la tête et que je ne maîtrise pas m'a permis d'entrer dans la musique, profondément. C'était comme une récompense. Quand on est gosse, on dit que le théâtre, c'est beau, et on ne se pose pas de questions. Puis on s'en pose, et quand même on prend la chair de poule à chaque fois qu'on arrive dans une salle. La musique apporte un supplément. Elle adoucit l'agressivité du théâtre, son côté râpeux, elle emmène très loin. La merveille incomparable, c'est quand des hommes comme Strehler ou Vitez, Chéreau, Régy, qui ont réfléchi sur le théâtre, qui le maîtrisent, viennent à la musique. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

Demandez le programme

La Vengeance des semis, par la Compagnie Le Phun. Place Saint-Germain-des-Prés. Du 9 au 11 juin, toute la journée. Accès gratuit.

La Fils, par le théâtre Le Bédouin. Mise en scène de François Rancillac. La Cigale. Du 9 au 21 juin, à 21 heures. Matinées le 13 et le 20 à 17 heures.

La Version définitive, par la compagnie Décor. Mise en scène de Hector Zazou et d'Hélène Lassigne. Grande Halle de La Villette. Du 10 au 20 juin à 21 h 30. A 20 heures le 13 et le 20.

Nel segno par la compagnie Labyrinthes. De Luigi Pirandello. Mise en scène de Jean-Marc Bourg. Théâtre de la Bastille. Du 11 au 27 juin à 20 heures.

Marion, par la compagnie K-8 Théâtre. Mise en scène de Philippe Auger. Théâtre du Petit-

Rond-Point. Du 12 au 27 juin à 21 heures.

Les Adieux au théâtre, Hamlet, par la compagnie Le biscauit qui craque. Mise en scène Yves Fréville. Théâtre de la Bastille. Du 16 au 27 juin à 21 heures.

Chesterfield, par le théâtre Charnière. Mise en scène François Delany. Du 17 au 27 juin à 21 heures.

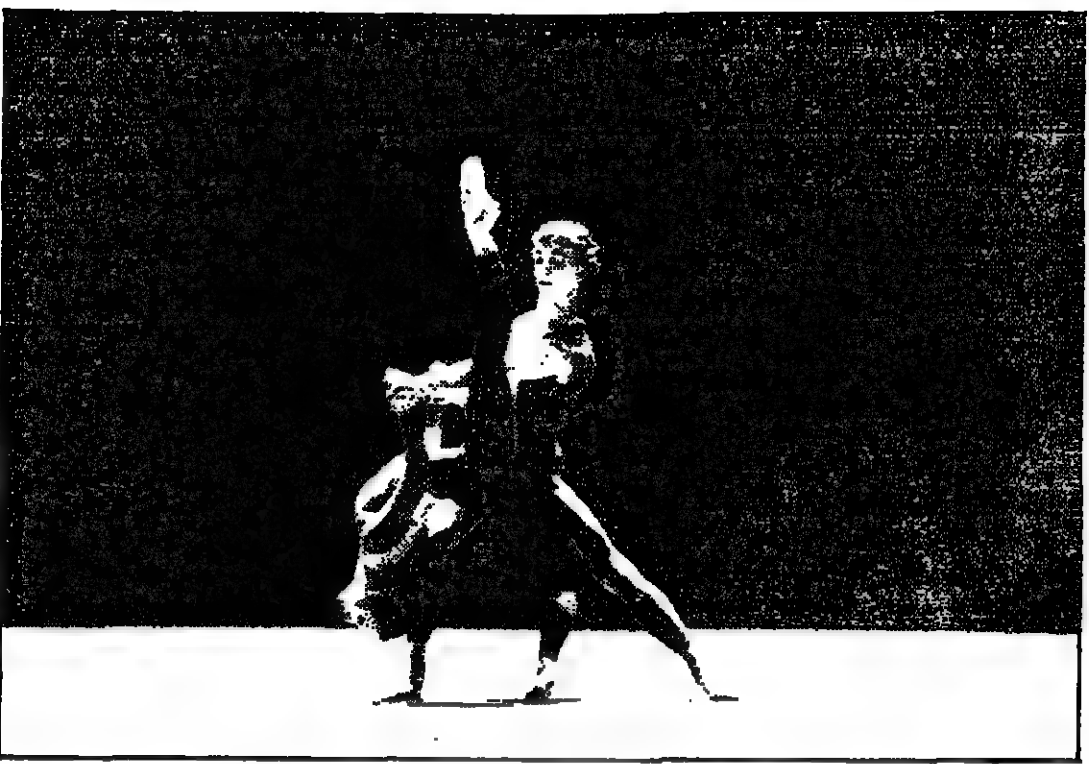
Laure H. par la Compagnie 14-18. Mise en scène Aline Rigout. Théâtre national de Chaillot, salle Génier. Du 23 au 27 juin à 20 h 30. Matinée le 27 à 17 heures.

• Prix des places : 55 F et 75 F. Laisses-passer huit spectacles : 100 F. Renseignements et réservations dans les différents théâtres ou auprès du Printemps du théâtre. Tél. : 42-86-82-00.

DANSE

Un nouveau programme de ballets à l'Opéra

La nuit américaine



Isabelle Guérin et Laurent Hilaire dans « In the middle, somewhat elevated ».

Après le succès de Septext à Lyon, la nouvelle création de William Forsythe à l'Opéra de Paris fait basculer la danse classique dans l'après-Balanchine.

L'Opéra a invité cinq chorégraphes américains. Ils ont composé un programme patchwork un peu léger, peut-être en raison du peu d'effectifs qu'ils mobilisent, mais de qualité.

C'est Karole Armitage qui commence avec les Anges ternis. La musique jazzy de Charlie Mingus lui sert à bousculer quelque peu le vocabulaire classique en le coulant dans un style « glamour ». Les tutus-bouffettes de Christian Lacroix sont gais, un peu cirque. Le contraste est total avec les natures mortes de David Salle utilisées comme décor. Jean-Marie Didière — qui doit prendre plus d'assurance — se glisse comme un lézard vert et bleu à travers ce divertissement survolté où les jeunes sujets se donnent à fond.

Climat pop garanti

Même dynamisme chez la petite bande menée par Fabrice Bourgeois dans une pochade signée David Parsons où un message sans cesse subtilisé entraîne des personnages dans un rythme de cinéma muet (*The Envelope*).

Daniel Ezralow, un ancien du Filobolus, a réglé sur une musique hyperlyrique d'U2 un adage, *Soon*, qui permet à Patrick Dupond de jouer les comètes et de tourner follement autour d'Elizabeth Guérin, toujours panthère. Climat pop des années 70 garanti.

Are en ciel regroupe quatre solistes d'un ballet de Nikolaï créé à l'Opéra de Paris en 1980, *Schéma*. Pour qui n'est pas danseur chez Nik, il est difficile de maîtriser une fluidité de mouvement qui se diffuse à travers les corps sans jamais faire appel à une gestuelle spectaculaire. Jean-Yves Lormeau, Jean Guizerix, Michael Denard et Patrick Dupond semblent lourds et déphasés dans leur exécution.

Le meilleur est pour la fin. Très attendu, le ballet de William Forsythe, *In the Middle, somewhat elevated*, confirme les espoirs. La scène, entièrement dégagée, immense, est une bouche d'ombre qui avale les danseurs et les recrée dans des faisceaux de lumière. Sur ce vide velouté, Forsythe a accroché dans l'air deux cerises en or comme un pendentif précieux.

Des entrées fracassantes

Précieuse aussi est la distribution : Isabelle Guérin, Sylvie Guillem, Karin Avery, Elisabeth Maurin, Fanny Gaida, Laurent Hilaire, Manuel Legris, Jean-Yves Lormeau, Lionel Delanoë. Il faudra toute leur technique, leur endurance, leur talent, pour tenir le rythme des entrées fracassantes.

IRCAM
Ensemble InterContemporain
BROCHURE GRATUITE SUR DEMANDE AU
42 60 94 27

FESTIVAL DE SAINT-DENIS
PERGOLESE
«Stabat Mater»
KATIA RICCIARELLI
NATHALIE STUTZMANN
ODIF/MERCIER
SAINT-DENIS
Basilique - 4 juin - 20h30
Loc. 42 43 06 61 - FNAC
Patronné par le C.I.C. Paris

MC 93
4-5 JUIN 21H
BUBIGNY 48311145 FNAC
RECITAL
AKIHIRO MIWA
Le retour du « Lézard Noir »
«LA PIAF JAPONAISE» NOUVEL OBS
«...HOMME FATAL» LIBERATION
EASTERN SPAGHETTI 910: DANSE S. Hanayagi - VIDEO K. Yamaguchi
12: Shimizu Yazuaki — 15-16-17 Eugé-Nil

William Forsythe, l'homme qui bouge

Il est mince, athlétique, avec une longue figure et des cheveux en brosse. Il annonce volontiers la couleur : trente-huit ans, trois enfants, des projets, des sollicitations, et le désir très fort de vivre à Paris. William Forsythe possède en commun avec son compatriote John Neumeier d'avoir quitté les Etats-Unis pour rejoindre la compagnie de John Cranko à Stuttgart et d'avoir fait carrière en Allemagne (il est actuellement directeur du ballet de Francfort). Mais, à la différence de Neumeier, il ne veut pas rester dans ce pays très, trop organisé.

Lorsque Forsythe est arrivé à Stuttgart en 1973, Cranko venait de mourir, et c'est Maria Haydn qui lui a donné ses premières chances. Il y a chez ce jeune chorégraphe un non-conformisme exalté qui dérange. Il a collectionné les scandales. *France-Dance*, que lui a commandé Nouriev pour l'Opéra en 1983, ne fut guère apprécié malgré la présence d'une débutante, Sylvie Guillem. « *France-Dance* était un chant de tristesse, dit-il, un adieu à Balanchine et l'idée aussi que tout continu, se perpétue. »

A Francfort, Forsythe a composé une comédie musicale, pour s'amuser avec ses danseurs, mais n'a pas l'intention de récidiver. Il veut entreprendre de grands ballets. « Je ne me pose pas la question de

savoir si je suis un chorégraphe classique. Simplement, il est plus aisé pour moi de parler le langage classique. Je dispose d'un alphabet que je peux aussi bien utiliser pour écrire des histoires d'aujourd'hui. »

La technique moderne, William Forsythe, en bon Américain, ne peut l'ignorer. Il avoue avoir pratiqué la méthode Graham. Mais c'est surtout Laban qui l'a influencé : « La grande différence entre le passé et aujourd'hui réside dans la manière de bouger, de concevoir l'espace dans la vitesse, et les recherches de Laban sur les formes et les directions du mouvement m'ont été très utiles. Nous avons tous notre philosophie de la vie, elle se reflète dans nos ballets. Robbe-Grillet, Barthes, Michel Foucault surtout, voilà ma famille spirituelle. »

« Avec Septext, j'avais surtout cherché à casser le mouvement classique. A l'Opéra, j'ai pu disposer des meilleurs danseurs. Je les ai observés et j'ai voulu jouer avec leur formidable maîtrise et la mettre en danger. Il y a là, je l'avoue, une manipulation. J'ai donné à chacun un thème et des variations en utilisant au maximum leurs possibilités de bouger et j'ai ensuite combiné le tout comme un puzzle. J'ai cherché à être clair, précis, économe. »

M. M.

887 Millénaire des Capétiens 1987
Théâtre des Sources
Tristan & Yseut
Mystère pour Théâtre en Rond
Du 1^{er} au 10 juin à 11 h 30 relâche le 5
GRANDE HALLE DE LA VILLETTE
SALLE BORIS VIAN
Inf. 42 37 38 97

OPERA
RESERVEZ VOS PLACES AU
47.42.53.71

Extrême droite : les filières lyonnaises

I. - Pétain et Franco sont leurs modèles, la croix celtique leur emblème...
Des groupuscules, qui rêvent d'occuper la rue, se contentent pour l'heure d'un activisme voyant et provocateur

Avec la procès Barbie, Lyon s'offre un retour en arrière sur les heures les plus sombres et les plus douloureuses de son histoire. Dans le même temps, des petits groupes « nationalistes » - « les plus souvent bien après l'Occupation » - affichent, avec une certaine arrogance et des arguments à l'occasion

« frappants », leurs sympathies pour des thèmes idéologiques « collaborationnistes ». Notre enquête permet d'observer comment, malgré sa marginalité, cette mouvance issue des liens avec l'extrême droite parlementaire et s'épanouit dans certaines filières lyonnaises.

Mardi 14 avril 1987 : une réunion organisée à la faculté de lettres Lyon-III par l'association « Étudiants fascistes » sur le thème de l'objection de conscience est brutalement interrompue par l'irruption d'un groupe de militants d'extrême droite, armés de marteaux. Les coups pleuvent. Bilan : huit points de suture, un poignet foulé, des commotions multiples. Parmi les principaux agresseurs, deux ont été identifiés par leurs victimes comme étant des membres du Comité lyonnais d'action nationaliste (CLAN), par ailleurs élus au conseil d'UER sur la liste Union et défense des intérêts des étudiants de Lyon-III (UDIUE). Des plaintes déposées au commissariat du 1^{er} arrondissement débouchent sur l'ouverture d'une information. Trois des auteurs présumés de ces actes sont placés en garde à vue, et l'un d'eux, M. Philippe Roger, vingt-trois ans, qui se fait également appeler Pierre Chaulia (anagramme transparent de « fascio »), est inculpé par M. Georges Fenech, juge d'instruction, chargé du dossier, de « coups et blessures avec arme et préméditation ».

Ce « fait divers » s'inscrit dans une série d'autres incidents moins violents. La mise à sac, le 6 février 1987, du local de l'association Incidences (marque d'inscriptions telles que « Sales bolchos, on aura votre peau » et « Fac aux fachos, français, blancs »), avait été implicitement revendiquée par le CLAN dans son bulletin mensuel. Il est symptomatique du durcissement et du passage à l'acte des groupuscules d'extrême droite dont le centre de gravité est l'université Jean Moulin - Lyon-III.

« Jeunes guerriers intrépides et forts »

La croix celtique, utilisée comme un succédané et tombée en relative désuétude ces dernières années, réapparaît aujourd'hui de façon chronique. Elle fut notamment brandie, à côté de plusieurs slogans racistes, sur les murs du local des Jeunes Arabes de Lyon et banlieue (JALB), saqué dans la nuit du 7 au 8 mai (Le Monde daté 10-11 mai). Mais le symbole n'est pas le signe de reconnaissance du seul CLAN. Quatre ou cinq micro-organisations - moins concurrentes que complémentaires - la revendiquent comme emblème. Quel qu'ils prétendent, l'ensemble de ces mouvements ne regroupe qu'une centaine de membres, dont à peine trente peuvent être considérés comme actifs. S'ils rêvent d'occuper la rue - où ils font quelques incursions plus ou moins folkloriques, pour célébrer Jeanne d'Arc ou tenter de commémorer le 6 février 1934 - ils s'emploient surtout à baliser le terrain universitaire - Lyon-III est notre fief, comme l'ont dit les responsables du CLAN.

Tout en utilisant un langage belliqueux, voire guerrier, ceux qui se présentent comme les « soldats de l'Occident » ont davantage recours, pour l'heure, à l'incantation et à la phraséologie qu'aux opérations musclées pour mener leur « croisade ». Les relais dont ils disposent, les soutiens logistiques ou moraux dont ils bénéficient, et l'influence que cela peut leur conférer incitent néanmoins à prendre en compte l'épiphénomène de sociétés qu'ils représentent.

L'étude des derniers bulletins de liaison du CLAN, diffusés par abonnement (ou distribués lors du meeting lyonnais de M. Le Pen), éclaire sur les centres d'intérêt et les références idéologiques de leurs auteurs.

« Jeunes guerriers intrépides et forts, ignorez la peur et le lâche remorde, leur regard pur et l'ennemi faisait face, leur sang versé fortifiait notre race, vivante, glorieuse, race... », ce morceau choisi de l'hymne du CLAN, qui - est-il précisé - se trouve sur une cassette « Chants d'Europe » éditée par la SERP (maison d'édition appartenant à Jean-Marie Le Pen-NDLR), donne le ton. A côté d'un compte rendu exhaustif du voyage à Madrid de l'« Internationale noire » se rendant en Espagne pour célébrer le cinquantième de la mort de José Antonio Primo de Rivera, fondateur de la Falange, et rencontrer le veuve de Franco, un militant raconte et glorifie les « actions de commando du CLAN et du GUD (Groupe union défense) » contre les étudiants grévistes de Lyon-III.

Front connection I

Créé en novembre 1985, le CLAN s'est notamment donné pour but d'assurer la cohésion entre les différents associations nationalistes en vue d'actions communes pour la défense et le respect de l'identité française. Son président, M. Marc Engelhard, étudiant en droit à Lyon-III, n'a pas encore vingt ans, mais son trésorier, M. François Doumle, a vingt-six ans et son secrétaire, M. Gérard Brissou, est un quadragé-

naire, ancien responsable du Parti des forces nouvelles (PFN). En janvier 1986, au désaccord doctrinal ou stratégique ? - provoqua une scission : M. Rouan de Dieuleveult, vingt-et-un ans, alors secrétaire du CLAN, claquait la porte et fonda Vigilance nationaliste avec plusieurs militants du Front national, dont M. Yves Daudrieux, qui fut candidat

tabou (le 9 mai, ils entonnèrent *Marchés, nous voilà dans les rues de Lyon*), ne vont pas jusqu'à assumer publiquement ce qui transparaît dans leurs écrits et leurs rires. Ainsi, MM. Marc Engelhard, président, et François Delbousquet, responsable du bulletin, que nous avons rencontrés, refusaient officiellement les étiquettes « néo-fascistes » et « néo-fascistes », se défendant d'être racistes ou antisémites (« Nous avons un étudiant israélien dans nos rangs »), s'affirmant nationalistes massraciens - se distinguant ainsi des vulgaires patriotes par leur volonté de faire la guerre à « l'ennemi intérieur » - et farouchement antidémodés.

Le général Franco et le maréchal Pétain sont leurs modèles.

Ils apparaissent souvent comme des membres d'une secte, mais leur sectarisme est néanmoins sélectif. « Friez-vous coller des affiches du Front national ? - A titre individuel, il est possible que certains de nos membres le fassent, mais nous ne sommes pas des mercenaires de l'affichage... - Que pensez-vous de Notre Europe combattive de M. Frédrickson ? - Nous avons quelques affinités avec ce journal... Vous sentez-vous proches de la Nouvelle droite et du Club de l'Horloge qui s'est récemment réuni à Lyon sous la houlette de M. Jean Chavert, vice-président, délégué aux cercles régionaux du RPR et de l'UDF, les deux porte-parole se sont contentés de répondre avec un sourire satisfait : « Disons que nous avons des amis partout et que rien n'interdit à nos militants de faire de l'entrisme ailleurs... »

ROBERT BELLEFRET.

Prochain article : ASSOCIATIONS « ÉCRAN » ET PARTI AMI

Prochain article : ASSOCIATIONS « ÉCRAN » ET PARTI AMI

COURRIER

Courtier et courtier

A la suite de l'article relatant l'inculpation, à Grenoble, de deux médecins et deux courtiers dans une affaire de fraude aux assurances (« Le Monde Rhône-Alpes » du 23 mai) nous avons reçu la lettre suivante du président de la Chambre syndicale des assureurs conseils Rhône-Alpes :

Le mot « courtier » étant employé à quatre reprises dans l'article précité, je me dois, en ma qualité de président de la Chambre syndicale regroupant précisément 180 courtiers exerçant honorablement leurs activités dans toute la région Rhône-Alpes, d'attirer votre attention sur le fait que la qualification de « courtier d'assurances » est juridiquement protégée, qu'elle comporte une signification très précise et qu'elle ne saurait, en aucun cas, s'appliquer aux deux personnages dont fait état votre article, qui ne sont, en tout état de cause, que des producteurs salariés des AGF VIE, et, à ce titre, soumis à un lien de préposition.

Les dangers du « croquer cru »

A la suite du reportage que nous avons consacré à l'ouverture d'un restaurant d'insinuation à Lyon (« Le Monde Rhône-Alpes » du 26 mars), nous avons reçu une lettre d'un médecin spécialiste :

Médecin cancérologue pédiatrique, je dois signaler, après la publication de cet article, qu'un enfant de treize ans est mort d'une leucémie aiguë (actuellement curable chez l'enfant dans environ 60% des cas) parce que ses parents ont refusé le traitement chimiothérapique pour tenter de le guérir par insinuation. Il est extrêmement dangereux de présenter cette technique comme pouvant « vaincre le cancer », ce qui est évidemment une

absurdité... De plus, on ne parle pas là du prix de revient considérable de ce mode de nutrition, du prix des séjours pour les enfants et les familles dans ces centres d'insinuation et de l'exploitation de la souffrance et du désespoir des êtres devant la maladie, surtout celle des malades.

Le cas de Philippe n'est malheureusement pas le seul, et, actuellement, un dossier médical est constitué pour être envoyé au ministère de la santé. Il faudrait que cela se sache.

Dactyle COLETTE BACHELOT, responsable du service d'immunologie et de cancérologie pédiatrique du CHRU de Grenoble.

Construire au centre d'Ecully

Après la publication d'une tribune intitulée « Construire au centre-ville », signée par M. Jean Rigaud, député (UDF) du Rhône, nous avons reçu la lettre suivante de l'association Ecully survie.

Les réflexions de M. Jean Rigaud nous amènent à faire les notes à propos de l'aménagement des centres-villes. Notre commune est concernée par un projet d'agrandissement de centre sur lequel nous avons recueilli les réflexions des habitants du quartier, et nous en avons tiré quelques leçons.

Il est vrai qu'il ne faut pas laisser dépasser les centres-villes, mais il ne faut pas, pour autant, les asphyxier par une trop forte densité des constructions ou les anesthésier par une prolifération d'immeubles à usage de bureaux. Nous pensons que tout le problème de la circulation et du stationnement est à repenser, un corps mal irrigué étant condamné à mourir.

L'agglomération lyonnaise et, en particulier, notre secteur ouest, est paralysée tous les jours par les « bouchons lyonnais » de Fourvière ou de Vaise ; les transports en commun sont prisonniers du trafic.

La solution ? Contournement autoroutier par l'est ? Métro ? La promesse de la fin des embarras de la fin de la semaine, à Fourvière, est amoncelée pour l'horizon 1991-1992. Mais c'est dans cinq ans, et d'ici là que ferons-nous ? Construire au centre-ville ? Le trafic dans les tunnels de la Croix-Rousse et de Fourvière ne cesse d'augmenter chaque année, avec une pointe de 109 700 véhicules le 24 décembre 1986. Nous souhaitons donc que l'on ne prenne pas de décisions hâtives sans effets pervers pour notre cadre de vie.

PIERRE PARRAUD, président d'Ecully survie Ecully (Rhône)

La porte étroite de l'administration

L'Ecole nationale d'administration reste très difficile d'accès pour les Grenoblois, qui préfèrent les écoles d'ingénieurs

Faut-il impérativement quitter la province pour préparer avec quelque chance de succès le concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (ENA) ? Les résultats du dernier concours - étudiant - auquel aucun élève grenoblois n'a été reçu - incitent à poser la question. D'autant qu'ils ne font que confirmer la tendance générale des quinze dernières années, au cours desquelles seuls huit des deux cent quatre-vingt-dix huit candidats présentés par le centre de préparation de Grenoble ont franchi le barrage du concours externe.

Pourtant, à la fin des années 60, le développement en province des six instituts d'études politiques dits « d'équilibre » - au nombre desquels celui de Grenoble figurait en bonne place - suivi par la création de cinq centres de préparation ENA (1), laissait espérer une décentralisation des chances. Cet espoir n'a pas suffi pour inverser la tendance, en dépit de quelques exceptions notables. Comme celle, par exemple, de M^{me} Sylvie Favier, actuellement conseillère au tribunal administratif de Grenoble. En 1982, elle s'est permis d'être admise à l'ENA à vingt et un ans - tandis qu'elle terminait à Grenoble une maîtrise de droit - sans même passer par Sciences Po ni s'appuyer sur le moindre relais parisien. « Cette année-là, je ne suis allée à Paris que pour passer les oraux, confirmait-elle. Mais mon unique objectif était toujours été l'ENA, et pas autre chose. »

Sans doute, cet « autre chose » - la pèse-t-il lourdement sur les résultats obtenus par le centre de préparation de Grenoble. Car la plupart de ses élèves avaient en revanche la dynamique d'un « pré-ENA », que pour mieux décrocher d'autres concours supérieurs. Ainsi, M. Jean-Marc Princé, qui, en 1986, est allé jusqu'à l'admissibilité au concours ENA, n'est-il pas affecté outre mesure par son récent échec aux épreuves orales. Il vient d'être admis au Centre national d'études de la Sécurité sociale (CNSS), qui lui paraît une voie tout aussi indiquée que l'ENA pour satisfaire son goût du service public.

On ne peut nier cependant que, entre tous les concours admini-

tratifs de niveau comparable, celui de l'ENA reste celui d'une aura particulière. Ni que le jury de ce concours-symbole de l'élitisme républicain fasse preuve de la plus stricte neutralité vis-à-vis de l'origine géographique des candidats. Dans ces conditions, l'écrasante prépondérance des reçus parisiens doit avoir pour effet que chose à la réussite du centralisme jacobin envers et contre les meilleures intentions décentralisatrices.

La haute fonction publique reste concentrée dans la capitale, où son exemple perpétue souvent une tradition familiale. Entre la poire et le fromage, la description préalable des subtils rouages du pouvoir doit sans doute raffermir le moral des candidats lors de l'épreuve confrontation avec la pendule mythique du « grand oral ». La preuve, 80% des reçus à l'ENA proviennent de quatre arrondissements parisiens (2).

Evolution

Plus généralement, et quelles que soient leur origine sociale et leur voie de préparation au concours, les élèves parisiens bénéficient, grâce à un corps enseignant fortement composé de jeunes épures, d'une impalpable complicité avec l'air du temps, et les sujets débattus dans les classes du pouvoir. Sans oublier que le puissant réservoir de cerveaux constitué par les lycées parisiens facilite une sélection draconienne, en même temps qu'un réseau d'information privilégié. Tandis que l'on peut se demander lequel des élèves du lycée Champollion de Grenoble soit, au moment où il choisit son orientation, ce qu'est l'ENA. Cette lacune a été comblée au mois de mars, grâce à une convention avec l'IEP de Grenoble, qui propose désormais aux élèves des classes préparatoires de lettres supérieures un cycle d'initiation aux sciences politiques.

Cette évolution, associée aux atouts provinciaux (qualité de la vie, proximité du milieu familial, meilleur suivi de classes moins chargées), constituera-t-elle un contrepoids efficace à l'hégémonie parisienne ? Quelle qu'en soit la réponse, il semblerait que la question perde de son acuité. En

raison, notamment, de la montée en puissance d'une fonction publique territoriale de haut niveau, face à la fonction publique d'Etat. « On commence à voir émerger l'idée que l'ENA n'est peut-être plus la voie royale », constate M. François d'Arcy, directeur adjoint de l'IEP de Grenoble et directeur du Centre de formation administrative (CFA). Il est, par exemple, significatif que certains des meilleurs élèves des classes préparatoires à Sciences Po choisissent la section économie-finances, et non plus le service public. La tendance mérite d'autant plus d'être soulignée que l'ENA ne semble pas être seule dans ce cas.

Ainsi, dans les classes préparatoires du lycée Champollion, constate-t-on une inclination de certains très bons élèves vers le réseau des écoles nationales supérieures d'ingénieurs (ENSI), au détriment des grandes écoles parisiennes. Cependant, l'attachement à la région est encore loin d'entraîner nécessairement le prestige de ces dernières. Même si les classes préparatoires de ce lycée grenoblois souffrent, elles aussi, de l'émigration des meilleurs élèves vers les préparations les plus concurrentielles, d'une sélection opérée sur une population moins nombreuse et de l'éloignement du débat parisien, elles n'ont cependant pas moins à attirer des candidats à Polytechnique, Normale supérieure et autres HEC. Les taux de réussite (3) en 1986 laissent leur chance à ceux qui n'ont pas fait le choix d'émigrer à Paris.

ELISABETH DEVAL

(1) Deux à Paris, Grenoble, Bordeaux, Reims.

(2) Jean-François Kester, *l'ENA, la société et l'Etat*, éditions Berger-Levrault, 1985.

(3) Polytechnique : 2 sur 3 ; Normale supérieure lettres (Ulm, Sèvres) : 0 sur 24 ; Normale supérieure lettres (Fontenay, Saint-Cloud) : 0 sur 20 ; Normale supérieure maths (Ulm, Sèvres) : 8 sur 8 ; Normale supérieure lettres (Fontenay, Saint-Cloud) : 1 sur 1 ; Normale supérieure sciences physiques (Ulm, Sèvres) : 0 sur 2 ; Normale supérieure sciences physiques (Fontenay, Saint-Cloud) : 1 sur 4 ; Ecoles vétérinaires : 11 sur 43 ; Ecole des mines : 24 sur 57 ; Ecole centrale : 12 sur 46 ; HEC : 2 sur 23 ; ESCP : 3 sur 44 ; ESSEC : 3 sur 25.

REPÈRES

Sports

Championnat de France d'athlétisme pour handicapés

Le comité du Rhône Handisport organise le samedi 20 et le dimanche 21 juin le championnat de France individuel d'athlétisme pour handicapés physiques.

Cette rencontre se déroulera sur le stade Marie-Thérèse Eyquem, à Villeurbanne (petite rue du Roulet, quartier Saint-Jean). Deux cents athlètes en fauteuil roulant, amputés, infirmes moteurs cérébraux, aveugles et malvoyants disputeront des épreuves de courses, de lancer, de saut et de relais.

Mille six cents pratiquants sont affiliés à la Fédération française Handisport, huit cents sont licenciés en compétition. La France occupe de bonnes places dans les rencontres internationales qui réunissent les représentants de quarante-quatre nations.

Politique

Des ministres UDF et RPR devraient se réunir à Grenoble

Fervent partisan de l'union de la majorité, M. Alain Carignon, ministre délégué à l'environnement, a pris l'initiative, après en avoir averti le premier ministre, de réunir, à Grenoble, le 11 juin prochain, un « côté-côté », huit de ses collègues du gouvernement : M^{me} Michèle Barzach et M^{me} Michèle Alliot-Marie, MM. François Léonard, Pierre Méhaignerie, Alain Juppé, Camille Cabanis, Claude Malhuret et Christian Bergelin.

En compagnie de leur hôte, les ministres devraient effectuer ensemble une marche dans le massif de la Chartreuse avant de répondre aux questions des Grenoblois lors d'une réunion publique prévue dans la soirée à Alpe. Le ministre de l'environnement a prévenu le premier ministre de son initiative peu après les déclarations de M. Michel Noir sur l'attitude à tenir vis-à-vis de l'extrême droite (Le Monde du

Loisirs

Itinéraires pour la région

Deux guides pour partir - ou repartir - à la découverte de son département ou de sa région : « Les sentiers pédestres du Rhône » et la première édition « Rhône-Alpes » de la collection France-Poches. Edités par le comité départemental du tourisme pédestre du Rhône, les guides des sentiers pédestres présentent cinquante circuits - de 8 à 40 kilomètres - au départ de quarante-six communes. La description topographique s'accompagne de quelques informations sur les « ressources locales » (épices, boulangerie, hôtels, restaurants...) et les monuments, les musées ou les sites à ne pas manquer. Quelques pages de géographie, de recommandations aux randonneurs et une liste d'associations complètent ce guide à glisser dans tous les sacs à dos.

L'édition « Rhône-Alpes » de la collection France-Poches offre un tableau didactique de la nature (la faune, la flore, les parcs...), de l'histoire et de ses personnalités, des traditions, des loisirs, des techniques et des sports dans la région. On y trouve même un encadré sur Saint-Vincent-de-Paul, la fête des champions comestibles, des explications sur le monokni, la recette de la fondue savoyarde ou l'architecture des chalets de montagne...

Les activités sont répertoriées et classées selon des rubriques « à visiter », « à faire », « à lire », « à écouter », « à voir ». Un petit recueil pratique et sans prétention pour ceux qui ressentent vraiment le besoin de se refaire une culture régionale.

« Sentiers pédestres du Rhône », disponible dans les syndicats d'initiative et les clubs de randonnée du département : 50 F.
« Rhône-Alpes » dans la collection guides de France-Poches. Vendu en librairie : 58 F.

L'IMMOBILIER

appartements ventes		appartements achats		locations non meublées demandes		locaux industriels		bureaux	
3^e arrdt RUE BEAUBOURG QUARTIER DE L'HORLOGE poterie vend dans bel imm. p. de t. 5 ^e et 6 ^e av. d'Asp. APPT BOURG DE STAND. 2 chbres, 2 salles de bain, w.c., écurie, cuis. aménagée, 2 bds, entièrement refait neuf. BELLES PRESTATIONS Pour visite et renseignements, Tél. 47-70-12-18 heures but.	9^e arrdt HAYRIE CALMARTIN 3 p., très bon imm. 750.000 F à déb. 43-87-16-98.	17^e arrdt BROCHANT CARDINET imm. p. d.l. Sud, 35 m ² et ch. 340.000 F à déb. 43-87-03-03.	93 LES LILAS très bon imm., bel apt 3 p., gde cuis., équipée, a.s.b., wc, gar. car., balcon, 2 pers., deuxième étage, 640.000 F. M. 43-82-08-37.	Paris EMBAÏSSY SERVICE 8, avenue de Massena, 75006 PARIS, recherche en location ou à l'achat BEAUX APPARTS DANS QUARTIERS RESIDENTIELS. TEL. : 45-82-78-99.	Paris locations meublées offertes SUIITE revêtement duplex, entrée, 5 ^e + 1 chbr., cuis. aménagée, dressing room, salle de bain, 2 salles de bain, 2 chbr., 450.000 F. ch. 43-87-71-55.	Locations SURVILLIERS RN 17 A l'appt. Hôpital surveilliers 73 45-22-05-96.	Locations MALESHERBES 73 45-22-05-96.	Locations MALESHERBES 73 45-22-05-96.	Locations MALESHERBES 73 45-22-05-96.
4^e arrdt RUE NOTRE-DAME 2 p., 65 m ² , bel apt, cuisine, 1.750.000 F. 43-87-03-07.	10^e arrdt M ^{re} BONSERGENT 2 p., 40 m ² , tr. ch. cuis. eau, spacieux, cust. 380.000 F. à déb. 43-87-03-03.	17^e arrdt STUDIO 2-3-4 PIÈCES IMMEUBLE RESIDENTIEL L'union 1 ^{er} trimestre 88. Bureau de vente mardi, ven., vend. de 12 h 30 à 17 h. 57, RUE D'ALGER	LES LILAS résidence gd standing, superbe 4 p., cuis., équipée, 2 bds, belle, bois, 1.100.000 F. tous notaires réduits. M. 43-82-08-37.	Paris locations meublées offertes SUIITE revêtement duplex, entrée, 5 ^e + 1 chbr., cuis. aménagée, dressing room, salle de bain, 2 salles de bain, 2 chbr., 450.000 F. ch. 43-87-71-55.	Locations MALESHERBES 73 45-22-05-96.	Locations MALESHERBES 73 45-22-05-96.	Locations MALESHERBES 73 45-22-05-96.	Locations MALESHERBES 73 45-22-05-96.	Locations MALESHERBES 73 45-22-05-96.
5^e arrdt RUE DES LYONNAIS Studio charmant, verdures, 1.750.000 F. 43-87-03-07.	13^e arrdt M ^{re} MAISON BLANCHE Imm. brisée 1930, beau stud., tr. ch. bois, 340.000 F. Imm. Marcadet 42-82-01-82.	17^e arrdt STUDIO 2-3-4 PIÈCES IMMEUBLE RESIDENTIEL L'union 1 ^{er} trimestre 88. Bureau de vente mardi, ven., vend. de 12 h 30 à 17 h. 57, RUE D'ALGER	LES LILAS résidence gd standing, superbe 4 p., cuis., équipée, 2 bds, belle, bois, 1.100.000 F. tous notaires réduits. M. 43-82-08-37.	Paris locations meublées offertes SUIITE revêtement duplex, entrée, 5 ^e + 1 chbr., cuis. aménagée, dressing room, salle de bain, 2 salles de bain, 2 chbr., 450.000 F. ch. 43-87-71-55.	Locations MALESHERBES 73 45-22-05-96.	Locations MALESHERBES 73 45-22-05-96.	Locations MALESHERBES 73 45-22-05-96.	Locations MALESHERBES 73 45-22-05-96.	Locations MALESHERBES 73 45-22-05-96.
6^e arrdt RUE DES LYONNAIS Studio charmant, verdures, 1.750.000 F. 43-87-03-07.	15^e arrdt M ^{re} MAISON BLANCHE Imm. brisée 1930, beau stud., tr. ch. bois, 340.000 F. Imm. Marcadet 42-82-01-82.	17^e arrdt STUDIO 2-3-4 PIÈCES IMMEUBLE RESIDENTIEL L'union 1 ^{er} trimestre 88. Bureau de vente mardi, ven., vend. de 12 h 30 à 17 h. 57, RUE D'ALGER	LES LILAS résidence gd standing, superbe 4 p., cuis., équipée, 2 bds, belle, bois, 1.100.000 F. tous notaires réduits. M. 43-82-08-37.	Paris locations meublées offertes SUIITE revêtement duplex, entrée, 5 ^e + 1 chbr., cuis. aménagée, dressing room, salle de bain, 2 salles de bain, 2 chbr., 450.000 F. ch. 43-87-71-55.	Locations MALESHERBES 73 45-22-05-96.	Locations MALESHERBES 73 45-22-05-96.	Locations MALESHERBES 73 45-22-05-96.	Locations MALESHERBES 73 45-22-05-96.	Locations MALESHERBES 73 45-22-05-96.

Le Monde FNAIM

NOTRE SÉLECTION

HEBDOMADAIRE

bureaux		maisons individuelles		pavillons		appartements ventes		appartements achats	
Locations Av. Marceau 400 m ² env. 1.400.000 F. 43-87-03-07.	BOULOGNE CENTRE 7 p., 3 ch., 2 cuis., garage, pos. 3 ^e av. 1.200.000 F. Tél. : 45-22-22-77.	RUEIL HAUT Sé. chbr., 3 ch., 2 cuis., 340.000 F. cuisine, ven. 1.200.000 F. Tél. : 47-72-42-31.	3^e arrdt Rue Séverine, living + ch., bms, w.c., cheminée, caractère. Prix intéressant. Cabinet Aouley 46-34-13-18.	RUEIL HIPPODROME Sé. chbr., 3 ch., 2 cuis., 340.000 F. cuisine, ven. 1.200.000 F. Tél. : 47-72-42-31.	12^e arrdt PARIS-12 ^e studio rue de ch./rue, cuis., a.s.b., wc, 30 m ² , 280.000 F. CRPI 43-43-20-17.	16^e arrdt RUE SPONTINI 69 m ² ALAIN BERN 43-87-96-30.	Recherches d'urgence grande app. dans P. 8^e - Ouest 17^e Haut de 15^e pour clients ayant compréhension - 46-22-20-80		
AVENUE MATIGNON (près) LA CAMPAGNE A PARIS 145 m ² , sur jard. 4 archives 13 m ² + 2 p. 350.000 F/m ² + ch. 43.000 F.	9 km ALGERIE (80) face à rivière, MAISON 4 p., cuis., 2 de bds, 4/4 900 m² verger, belle. Vue imprenable. RUFFIN IMMOBILIER 96-52-48-78.	RUEIL LYCÉE Pl. p. 100 m ² b. + 2 ch., a.s.b., par. 2 v. terr. 790.000 F. 1.670.000 F. 47-72-42-31.	4^e arrdt S ^{te} SAINT-LOUIS plein soleil superbe 120 m ² , séjour, 4 ch., 4.200.000 F. 45-22-22-77.	RUEIL LYCÉE Pl. p. 100 m ² b. + 2 ch., a.s.b., par. 2 v. terr. 790.000 F. 1.670.000 F. 47-72-42-31.	15^e arrdt BOUCHAUT/CH-MICHEL S. 4 p., 80 m ² , 7 ^e ét., bds, cuis. 1.650.000 F. 46-32-46-10.	AV. RAPHAEL 68 m ² ALAIN BERN 42-87-88-30.	locations non meublées offres		
NEVEU 47-43-96-96.	fermettes 200 km DE PARIS PERMETTE rénovation, ch. sur 112 m ² cuis., 4 ch. sé. gar. hab. sans frais, 370.000 F. Ruffin Immobilier Tennesse. Tél. : 96-52-11-18.	RUEIL LYCÉE Pl. p. 100 m ² b. + 2 ch., a.s.b., par. 2 v. terr. 790.000 F. 1.670.000 F. 47-72-42-31.	5^e arrdt M ^{re} PASTEUR, b. 2 p., cuis., bms, w.c., tr. ch. pos. prof. 18. Ceb. Azoulay 46-34-13-18.	RUEIL LYCÉE Pl. p. 100 m ² b. + 2 ch., a.s.b., par. 2 v. terr. 790.000 F. 1.670.000 F. 47-72-42-31.	15^e arrdt BOUCHAUT/CH-MICHEL S. 4 p., 80 m ² , 7 ^e ét., bds, cuis. 1.650.000 F. 46-32-46-10.	RUE CHALGRIN 77 m ² ALAIN BERN 42-87-88-30.	Région parisienne		
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE 125 m ² 6 bar. + rénové AGENCE CENTRALE 42-06-12-63	BOULOGNE CENTRE 7 p., 3 ch., 2 cuis., garage, pos. 3 ^e av. 1.200.000 F. Tél. : 45-22-22-77.	RUEIL LYCÉE Pl. p. 100 m ² b. + 2 ch., a.s.b., par. 2 v. terr. 790.000 F. 1.670.000 F. 47-72-42-31.	6^e arrdt RUE DE SÈVRES studio, 2 pièces et 3 pièces. ALAIN BERN 42-87-88-30.	RUEIL LYCÉE Pl. p. 100 m ² b. + 2 ch., a.s.b., par. 2 v. terr. 790.000 F. 1.670.000 F. 47-72-42-31.	15^e arrdt BOUCHAUT/CH-MICHEL S. 4 p., 80 m ² , 7 ^e ét., bds, cuis. 1.650.000 F. 46-32-46-10.	PL. V. HUGO 110 m ² , 3 ch., 2 cuis., pos. pit. LARGIER 42-65-18-83.	propriétés		
AGENCE CENTRALE 42-06-12-63	BOULOGNE CENTRE 7 p., 3 ch., 2 cuis., garage, pos. 3 ^e av. 1.200.000 F. Tél. : 45-22-22-77.	RUEIL LYCÉE Pl. p. 100 m ² b. + 2 ch., a.s.b., par. 2 v. terr. 790.000 F. 1.670.000 F. 47-72-42-31.	7^e arrdt RUE DE LILLE APPT 75 m ² ALAIN BERN 42-87-88-30.	RUEIL LYCÉE Pl. p. 100 m ² b. + 2 ch., a.s.b., par. 2 v. terr. 790.000 F. 1.670.000 F. 47-72-42-31.	15^e arrdt BOUCHAUT/CH-MICHEL S. 4 p., 80 m ² , 7 ^e ét., bds, cuis. 1.650.000 F. 46-32-46-10.	NEVEU 47-43-96-96.	locations non meublées offres		
AGENCE CENTRALE 42-06-12-63	BOULOGNE CENTRE 7 p., 3 ch., 2 cuis., garage, pos. 3 ^e av. 1.200.000 F. Tél. : 45-22-22-77.	RUEIL LYCÉE Pl. p. 100 m ² b. + 2 ch., a.s.b., par. 2 v. terr. 790.000 F. 1.670.000 F. 47-72-42-31.	8^e arrdt RUE DE SÈVRES studio, 2 pièces et 3 pièces. ALAIN BERN 42-87-88-30.	RUEIL LYCÉE Pl. p. 100 m ² b. + 2 ch., a.s.b., par. 2 v. terr. 790.000 F. 1.670.000 F. 47-72-42-31.	15^e arrdt BOUCHAUT/CH-MICHEL S. 4 p., 80 m ² , 7 ^e ét., bds, cuis. 1.650.000 F. 46-32-46-10.	NEVEU 47-43-96-96.	locations non meublées offres		

IMMOBILIER

36-15 TAPEZ LE MONDE FNAIM

Le départ du président de la Réserve fédérale américaine

Paul Volcker : un analyste brillant

Ce n'est pas faute d'avertissements de M. Paul Volcker si le dollar continue aujourd'hui à faire figure, sur les marchés de monnaie suspecte par excellence. L'homme a très habilement entretenu sa réputation d'oracle par des déclarations qui, le plus souvent, ne paraissent pas provenir de la bouche d'un homme d'Etat. (« L'Amérique ne pourra pas toujours vivre au crochet du capital étranger ») ou sibyllines que parce qu'elles ramènent l'attention sur une réalité que personne, à commencer par les membres du gouvernement Reagan, ne veut voir dans toute son ampleur. Depuis qu'il occupe les fonctions qu'il va bientôt quitter dans deux mois, ses analyses ont été bien supérieures à celles de ses contradicteurs.

Que dit-il aujourd'hui ? Que le dollar a assez baissé, mais qu'il pourrait baisser encore ; qu'une nouvelle chute amènerait des taux d'intérêt plus élevés (ils ont déjà commencé à remonter) et la récession économique ; que la persistance d'un déficit budgétaire important, qu'il ne cesse de dénoncer depuis 1983, l'année triomphale de la présidence réaganienne, pèse plus lourdement que jamais sur les marchés.

Quelques jours après l'annonce de sa décision de quitter la haute direction du Fed, ses services statistiques publient quelques indications de nature à donner le frisson à ceux qui pourraient s'imaginer que la baisse spectaculaire du dollar au cours des vingt-cinq derniers mois (moins 40 % par rapport aux devises les plus fortes) crée à terme les conditions d'un réajustement ordonné. Depuis le début de l'année, les interventions des banques centrales du Japon et de l'Europe occidentale (Bundesbank en tête) destinées à ralentir la dégringolade du dollar sur les marchés des changes ont couvert la totalité du déficit de la balance des paiements courants américains. En achetant des dollars qu'elles plaient immédiatement en bons du Trésor des Etats-Unis, les instituts d'émission nippon, allemand, néerlandais, suisses, britanniques, etc., font crédit à l'Onco Sam.

Ce sont ces interventions massives qui depuis plus de dix-sept ans, et singulièrement pendant les périodes de crise du dollar, 1970-1973 puis 1978-1979 ont alimenté l'inflation mondiale de crédit, minant à terme les chances d'une stabilisation des marchés des promouvables. Aucun homme n'aurait joué un rôle plus décisif que Paul Volcker, nommé une première fois en août 1979 par M. Carter et confirmé dans ses fonctions en 1983 pour un second mandat de quatre ans par le président Reagan, afin d'éteindre plusieurs des foyers les plus virulents de l'inflation. Celui-ci risque-t-il de reprendre avec la même force de destruction ? Toute reprise en grand de l'inflation déboucherait vite sur une déflation sévère. L'œuvre de « chairman », comme on l'appelle familièrement mais

avec respect à Washington, a sans doute durablement changé les données du problème.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que cet esprit qui s'est fait reconnaître très tôt par ses seules qualités (il est tout sauf un de ses collègues ambitieux qui peuplent le monde de la politique et de la haute administration aux Etats-Unis comme ailleurs) imprimé a imposé sa marque sur les événements même lorsque ceux-ci paraissent échapper à l'emprise des volontés humaines, ce dont il s'aperçoit plus vite que les autres.

Au sortir de ses études à Princeton puis à Harvard, il entre au Fed sur la recommandation de Robert Roosa, qui est alors un des hommes les plus importants du département du Trésor. Celui-ci est impressionné par l'intelligence tranquille de ce jeune homme qui, de surcroît, ne donne pas l'impression qu'il veut dès l'année prochaine « s'asseoir dans le fauteuil du président ». Sous John Kennedy, puis Lyndon Johnson, Paul Volcker sera sous-secrétaire adjoint au trésor pour les affaires monétaires.

Un négociateur inlassable

Sa grande carrière publique ne commencera qu'au début de 1969 quand, après avoir passé quatre ans (à partir de 1965) « dans le privé » auprès de la Chase Manhattan Bank, il retrouve son poste de sous-secrétaire au Trésor mais non plus comme adjoint. Il joue un rôle capital dans la prise de décisions dramatiques telles que la suppression de la convertibilité du dollar en or en août 1971, qui marque le début d'une ère nouvelle de la monnaie internationale, puis d'une deuxième dévaluation de la devise américaine. C'est lui qui négocie inlassablement en Europe, et à Tokyo, les modalités des dispositions qui sont à cette époque prises pour passer par étapes à un régime de changes flottants.

Le projet d'accord qui est discuté en mars 1973 et adopté dans une atmosphère de panique porte chez les initiés le nom de « Volcker agreement ». Ce discret et efficace négociateur, qui mesure 2 mètres et pèse plus de 100 kilos, cherche à circonscrire les dégâts. Il espère pouvoir limiter les fluctuations du dollar, lui qui à l'origine était un partisan de changes fixes. Mais il se méfie des théories qui étouffent l'esprit des réalités. Il constate que les plus prompts à rappeler la rigueur des principes oublient le plus souvent de fournir le mode d'emploi.

Dans le courant de l'année 1974, Paul Volcker démissionne. Il est, dès l'année suivante, nommé à la tête de la Banque fédérale de New-York, celle qui est chargée de conduire toutes les opérations avec l'étranger. Un excellent poste d'observation pour suivre de près le début de rétablissement des affaires financières intérieures, sous la présidence Ford, puis la deuxième et virulente politique d'inflation menée à

partir de 1977, sous Carter. C'est Volcker que le président démocrate appelle pendant l'été 1979 pour essayer de rétablir une situation devenue quasi désespérée. L'inflation pendant cette année-là avoisinait 14 %.

Au mois d'octobre 1979, c'est la panique. Le dollar, qui cote 4 francs à Paris, est menacé de



chute libre. L'or monte. Paul Volcker change alors radicalement la politique du Fed, qui cherchait à stabiliser les taux, quel que soit le montant des créances émises sur le marché. Autrement dit, la recette la plus parfaite pour entretenir et accélérer l'inflation. Paul Volcker laisse monter les taux qui s'élèveront à New-York, fin mars 1980, à plus de 20 %. Il laisse dire que sa nouvelle stratégie, inspirée du monétarisme, est de contrôler la masse monétaire, quitte à laisser filer les taux.

Peut-être croit-il un moment à cette interprétation. Son action est plus correctement analysée si on constate qu'elle consiste à laisser le marché s'ajuster au niveau que commande l'explosion du crédit. La hausse du coût de celui-ci provoque une vague de faillites. C'est la récession brutale. Pragmatique, Volcker, sans crier gare, relâche les freins à partir de juillet 1982, quand il voit venir la crise de l'endettement des pays du tiers-monde. Cela permettra la reprise brillante de l'économie américaine, par ailleurs aidée par l'allègement des impôts à partir de 1983.

C'est une vie très austère que mène le personnage numéro deux de l'Etat américain. Les deux-mois annuels du « chairman » du Fed sont inférieurs à 70 000 dollars. Il pourrait sans doute gagner dix fois plus, sinon davantage, à Wall Street. Dans la navette qui assure la liaison entre Washington, où il vit seul dans un petit studio pendant la semaine, et New-York, où habite sa famille, Paul Volcker, quand il n'est pas appelé à Londres, Bâle ou Tokyo, prend place à l'arrière de l'appareil, le vendredi soir, pour rejoindre sa femme et son fils, l'une et l'autre malades et handicapées.

PAUL FABRA.

M. Alan Greenspan : un proche de la Maison Blanche

WASHINGTON
de notre correspondant

A l'impressionnante carrure de M. Paul Volcker, succède à la tête de la Réserve fédérale américaine, un homme de taille moyenne et d'allure anonyme. M. Alan Greenspan, a toujours servi l'Etat sous des présidents républicains.

leurs plus proches, et quand il revient sur le devant de la scène publique, en 1982, c'est pour présider, à la demande de M. Reagan, la commission chargée de trouver un compromis avec le Congrès sur le financement de la Social Security, c'est-à-dire les retraites fédérales.

Il y gagnera l'estime des élus, les faveurs de la presse à laquelle il sait consacrer du temps et la confiance, enfin, de M. Reagan qui s'est tout naturellement tourné vers lui après avoir montré suffisamment peu d'empressement à reconduire M. Volcker pour que sa démission s'impose.

Très proche qui plus est des deux MM. Baker, le secrétaire général de la Maison Blanche et le secrétaire au Trésor, M. Alan Greenspan peut donc être légitimement considéré comme un ami politique de l'équipe en place. Cela fait la troisième différence avec M. Volcker, nommé, lui, par M. Carter en 1979 et qui a toujours su tranquillement braver l'irritation de M. Reagan quand il fallait en passer par une récession impopulaire pour briser l'inflation ou mettre en garde, tous ces derniers mois, contre les dangers d'une trop grande baisse du dollar.

De là à conclure que M. Greenspan pourrait être disposé à montrer plus de souplesse que son prédécesseur afin de retarder la récession jusqu'après l'élection présidentielle, il y a un pas. Certains commentateurs n'hésitent pas, mardi, à le franchir et les marchés, dans leur immédiate réaction de recul, ont paru craindre, eux aussi, que l'indé-

pendance de la Fed ne soit plus celle qu'elle a été pendant huit ans et que son nouveau président ne lâche un peu la bride à l'inflation.

Dans l'ensemble, les réactions des analystes financiers et du monde politique ont pourtant été, compte tenu du concert d'éloges et de regrets déclenché par le départ de M. Paul Volcker, aussi favorables que possible à M. Greenspan. On a beaucoup souligné son manque d'expérience internationale et les difficultés que cela pourrait poser sur le dossier de la dette du tiers-monde, mais on a rappelé avec beaucoup d'insistance aussi sa stricte orthodoxie monétariste. L'importance primordiale qu'il attache à la lutte contre l'inflation et l'attitude que représentera pour lui la conjonction de ses bonnes relations avec le Congrès et de la confiance de la Maison Blanche.

Quant à savoir si M. Greenspan pourrait vouloir prêter la main aux républicains pour retarder la récession, le problème ne se pose peut-être pas. Comme directeur de la société de conseil économique qu'il va maintenant quitter, le nouveau patron de la Fed prédisait, ces derniers jours encore, que la poussée inflationniste ne conduirait pas avant un an au resserrement de la masse monétaire et du crédit et que la récession n'était donc que pour la fin de l'année prochaine — au lendemain de la présidentielle.

Ce pronostic ne pouvait qu'emporter l'adhésion de la Maison Blanche.

BERNARD GUETTA.

Crise à la CEE

Une majorité des Douze refuse d'adopter le budget supplémentaire réclamé par la Commission

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Une majorité des Etats membres de la CEE se dit pas du budget supplémentaire réclamé par la Commission de Bruxelles pour boucler l'exercice en cours. Le Luxembourg, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ainsi que la Belgique et les Pays-Bas ont fait bloc, le mardi 2 juin, pour rejeter tout apport d'argent frais.

Depuis plusieurs semaines, la Commission, présidée par M. Jacques Delors, s'est lancée dans une campagne de dramatisation. L'ancien ministre français des finances et de l'économie a déposé le mois dernier que la Commission réduirait la couverture des dépenses (de 30 % pour l'agriculture et de 30 % pour les autres politiques communes) à partir de cet été si les Douze n'adoptaient pas la solution proposée.

Pour combler le « trou » — 5 milliards d'ECU (1 ECU égale 6,90 F) il y a quelques semaines et 6 milliards d'ECU maintenant selon les prévisions, — la Commission recommande trois voies : utilisation des fonds disponibles (630 millions d'ECU reportés en 1988 pour les deux derniers mois de cette année, des remboursements aux Trésors nationaux pour les dépenses effectuées au titre du soutien des marchés agricoles (4 milliards d'ECU), contribution additionnelle des Etats membres.

Visiblement, les pays partisans d'une très grande rigueur budgétaire ne croient pas trop aux chiffres de Bruxelles. Ainsi M. Alain Juppé s'il a déclaré qu'il était « prématuré » de se prononcer sur le déficit 1987.

En attendant de connaître la réalité pour cette année, le « payeur dur » retient tout de même l'idée de Bruxelles sur l'ajournement des remboursements agricoles aux administrations nationales. Pour la France, un mois suffira, tandis que, pour d'autres pays comme le Royaume-Uni, l'opération devra porter sur plusieurs mois.

MARCEL SCOTTO.

ÉTRANGER

La visite du ministre français du commerce extérieur

L'Italie, partenaire de premier rang

M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, se rend à Rome et à Milan, du mercredi 3 au vendredi 5 juin, pour lancer officiellement le plan d'action Italie, à l'instar de ce qui a été fait pour l'Allemagne fédérale et pour l'Espagne. Le ministre devait signer avec les groupements professionnels français des contrats d'objectifs destinés à accroître les efforts de pénétration dans la péninsule.

Deuxième fournisseur et deuxième client de l'Italie, la France a vu ses échanges se dégrader à partir de 1982. Le déficit était de 6,2 milliards de francs en 1986 pour un volume d'échange de 200 milliards de francs. Et ce, malgré un net avantage sur les produits agro-alimentaires qui, l'an dernier, ont dégagé leur plus fort excédent (+ 20,2 milliards). Où est la faute ? Dans les échanges de produits industriels, dont le solde négatif n'a cessé de se dégrader depuis dix ans. En 1986, pour 92,8 milliards de francs d'importations, la France n'exportait que pour 64,7 milliards. Le « trou » de 28 milliards de francs s'explique en partie par l'énorme recul tous azimuts observé depuis deux ans.

Mais l'Italie reste à bien des égards un cas spécifique dans la mesure où son particularisme nous échappe. On a eu trop longtemps pour habitude de la considérer comme un pays économiquement retardé, noyé dans des activités souterraines, alors qu'elle est devenue un des grands producteurs et des grands exportateurs mondiaux de produits manufacturés. Son dynamisme — même si les résultats macro-économiques ne sont pas tous à la hauteur de ce que l'on prétend — est le fait non seulement des grands groupes les plus connus (Fiat, Benetton, Montedison, Ferruzzi), mais aussi — mais surtout, disent ceux qui ont examiné les choses de près — des PME les plus diverses.

Ces petites entreprises sont le fleuron du renouveau italien qu'il s'explique autant par la capacité d'innover que par le sens inné du commerce. Un industriel italien tient pour calamiteux de refuser un marché, et il préférera sous-traiter l'affaire à un concurrent plutôt que de perdre une commande. Cette souplesse d'adaptation sied à ce peuple de commerçants dont M. Inghelisi, président de l'Institut du commerce extérieur italien, nous disait qu'il était en mesure de se déplacer rapidement sur tous les marchés porteurs et que ses industriels se montreraient capables de s'adapter sur-le-champ. Non sans romantisme, il évoquait l'Italie comme un être qui connaît le dessin, qui a donc le sens de l'éphémère et sait que « la réussite n'est jamais qu'un hasard qui se répète ». Avec à la clé cette affirmation : « Dans un monde unifié, celui qui sait vendre a un avantage sur les autres ».

L'Italie sait vendre et vend maintenant de la qualité, prétend M. Inghelisi. Voilà pourquoi le solde de ses échanges industriels est aujourd'hui trois fois et demi supérieur à celui de la France, avec une prédominance pour les biens de consommation (notamment les articles en cuir, le textile-habillage et les meubles), les biens d'équipement et les demi-produits. Elle ne perd, en termes d'échanges, que dans l'automobile et les produits chimiques.

Ses capacités d'adaptation ont éclaté en 1986, année où, face à la réduction des achats des pays pétroliers, elle a su reporter ses exportations vers les pays industrialisés, les augmentant de 3 % vers ceux de l'OCDE et de 12 % vers ceux de la CEE, alors que la France reculait de 1 % dans le premier cas et de 2 % dans le second. En 1986, l'Italie a gagné sur les Etats-Unis autant que perdait la France (6 milliards de francs).

On comprend que M. Michel Noir ait envie de « créer une prise de conscience sur l'intérêt du marché italien » et de mobiliser les entreprises françaises. Comme le disait encore M. Inghelisi à l'intention des chefs d'entreprise : « L'essentiel est de vous faire connaître, de nous faire connaître. On ignore les produits italiens en Bretagne et les produits français en Calabre ». Lui qui a une épouse française, et bretonne de surcroît, il sait de quoi il parle.

FRANÇOIS SIMON.

La préparation du sommet de Venise

« Je ne sais pas si le dollar a suffisamment baissé »
déclare M. Sprinkel

Dans un discours prononcé mardi 2 juin à la Maison Blanche, à l'occasion du quarantième anniversaire du plan Marshall, M. Ronald Reagan a insisté sur le fait qu'il ferait pression au sommet de Venise sur le Japon et sur la RFA pour obtenir une relance de leur activité économique.

Si le Japon a déjà répondu aux demandes américaines en présentant, la semaine dernière, un plan d'un montant total de quelque 42 milliards de dollars — dont M. Shultz a reconnu qu'il allait plus loin que prévu, — l'Allemagne fédérale, elle, traîne les pieds et ne paraît pas disposée à soutenir son économie. « Il n'existe pas de marge de manœuvre pour une telle initiative », déclare-t-on à Bonn, faisant allusion au plan japonais. Le chancelier Helmut Kohl et le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, avaient déjà tenu de tels propos, confortés par un avis du conseil des sages estimant que des impulsions de politique monétaire ou budgétaire n'étaient pas indiquées.

M. Beryl Sprinkel, chef des conseillers économiques du président Reagan, n'a pourtant pas craint de revenir à l'attaque. « Si nous enregistrons plus

de croissance à l'étranger et la poursuite de la réduction du déficit budgétaire américain, nous pourrions probablement éviter une baisse supplémentaire du dollar ».

Savoir « si le dollar a suffisamment baissé ou non », je ne sais pas, s'alarme le savoir », a souligné M. Sprinkel, qui a rappelé que les Etats-Unis ne pouvaient pas être pour toujours « la locomotive de la croissance » dans le monde.

De son côté, M. James Baker, secrétaire américain au Trésor, a indiqué que les ministres des finances du groupe des Sept présenteraient au sommet de Venise (8-10 juin) une nouvelle procédure d'indicateurs économiques, qui permettrait d'améliorer la coordination des politiques économiques des principales puissances industrielles. M. Baker n'a pas donné d'autres détails.

Mais le chancelier de l'Echiquier britannique, M. Nigel Lawson, a contredit M. Baker mardi. M. Lawson s'est déclaré hostile à l'utilisation d'indicateurs économiques, soulignant que la question n'avait pas été suffisamment étudiée.

SOCIAL

Violents incidents

à Brest

Alors que des représentants de la CFDT, de Force ouvrière et de la CGC participaient à une réunion tripartite à la préfecture de Brest, le mardi 2 juin, pour tenter de régler le conflit de la métallurgie locale, une manifestation de la CGT rassemblait trois cents personnes à l'extérieur. Une trentaine de policiers sont intervenus vers 19 heures et de violents incidents ont éclaté, faisant trois blessés légers parmi les manifestants.

Les métallurgistes brestoises s'étaient mis en grève pendant trois semaines en mai à la suite de la dénonciation d'accords salariaux par une dizaine d'entreprises. La proposition d'une réunion par le patronat avait entraîné la reprise du travail, le 29 mai, mais la CGT refusait d'y participer. Au cours de cette rencontre, les syndicats, les pouvoirs publics et le patronat se sont mis d'accord sur la tenue d'une assemblée générale du patronat de la métallurgie brestoise, le 26 juin, une date jugée tardive par les syndicats.

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. (1) 48.74.65.94
Documentation M sur demande

COURS D'ALLEMAND tous niveaux

Inscriptions permanentes

Centre Culturel Allemand
Goethe-Institut
17, avenue d'Iéna, 75116 Paris
TEL. (1) 47.20.00.96

Economie

FISCALITÉ

A l'Assemblée nationale

L'UDF et le RPR reprochent à la « charte du contribuable » d'être trop timorée

L'Assemblée nationale a commencé, mardi 2 juin, l'examen en première lecture du projet de loi tendant à renforcer les droits des contribuables face au fisc et aux douanes. Ce texte, modifiant les procédures fiscales et douanières (voir encadré), représente le deuxième volet de la « charte du contribuable » que le gouvernement avait commencé à mettre en œuvre en intégrant neuf mesures (renversement de la charge de la preuve, aménagement et taxation d'office, etc.) dans la loi de finances de 1987 (le Monde du 17 novembre 1986).

L'ensemble de ces dispositions s'inspire directement des cinquante-deux propositions du rapport, que la commission Aicardi avait rédigé au printemps et à l'été 1986, sur les rapports entre les citoyens et les administrations fiscales et douanières. Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, M. Edouard Balladur, a présenté ce texte, qui doit, selon lui, permettre aux contribuables honnêtes de ne plus craindre le contrôle fiscal. Le président de la commission des finances, M. Michel d'Ornano (UDF, Calvados) et le rapporteur général de la commission, M. Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne), s'en sont montrés convaincus, tout en marquant dans leurs propos et par leurs amendements (quarante sur les quatre-vingts déposés), combien ils jugeaient le projet Balladur trop timoré à leur goût.

« Pour améliorer réellement les relations entre le fisc et les contribuables, votre action devra se poursuivre au-delà de ce projet », a en effet affirmé à la tribune M. d'Ornano, le regard fixé sur le banc du gouvernement où siégeaient M. Balladur, ministre de l'économie et des finances, et M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat à la concurrence et à la consommation. L'ancien ministre giscardien a regretté que la Rue de Rivoli se soit montrée réticente devant certains amendements de la commission des finances. Avec M. Robert-André Vivien, M. d'Ornano s'est élevé contre une

procédure qui permet au gouvernement de demander au Parlement de revenir sur certains arrêts du Conseil d'Etat, qui remettent en cause l'interprétation de l'administration fiscale. « Cette pratique est condamnable », a lancé le président de la commission des finances.

Le ministre d'Etat, de son côté, a expliqué que son projet permet « d'instaurer de nouvelles règles destinées à assurer en toutes circonstances la clarté, l'impartialité et l'équité des décisions afin de chasser l'impression d'inégalité éprouvée par le contribuable... ». Ce projet doit permettre de créer un nouveau climat propice à une meilleure acceptation de l'impôt et donc à une véritable démocratie fiscale.

« Le dialogue et la médiation sont désormais les conditions essentielles du contrôle fiscal », a rappelé pour sa part M. Jean Arthuis. S'agissant en outre des vérifications fiscales et douanières, M. Balladur s'est défendu de vouloir, par son dispositif, les affaiblir, comme l'en a accusé le groupe communiste : il s'agit de développer les garanties du contribuable tout en permettant aux services d'être dotés des armes nécessaires pour lutter contre la fraude, a-t-il expliqué en substance.

M. Michel Margues (PS, Hauts-de-Seine), tout en approuvant la philosophie générale du texte, a reproché au gouvernement d'ajouter, après d'autres dispositions (suppression de l'IGF, rétablissement de l'anonymat sur l'or, etc.), un ensemble de mesures supplémentaires qui limitent le champ du contrôle de l'administration et réduisent « la transparence des situations comme si l'économie libérale ne pouvait se développer que dans une certaine clandestinité ».

Le Front national a, quant à lui, défendu puis retiré une question préalable (il n'y a pas lieu de débattre) afin de bénéficier d'un temps de parole supplémentaire. M. Jean-Claude Martinez (FN, Hérault) l'a mis à profit pour accuser le gouvernement d'avoir fait accoucher la montagne Aicardi d'une souris. Les députés doivent commencer mercredi matin la discussion des amendements.

PIERRE SERVANT.

Le projet de loi

● FISC

Le projet de M. Balladur prévoit notamment que les vérifications contradictoires de situation fiscale personnelle (VCSFP), qui permettent au fisc de vérifier la concordance des revenus déclarés et des dépenses déclarées par les contribuables, ne pourront plus excéder un an, sauf cas exceptionnel où le contribuable aura volontairement retardé la vérification. En cas de désaccord, la commission départementale des impôts pourra intervenir.

D'autre part, le régime des pénalités sera modifié afin de faire un distinguo entre, d'une part le paiement des intérêts liés au retard de règlement et, d'autre part, la punition de la fraude ou de la tentative de fraude : les deux étaient jusqu'à présent confondus.

Désormais, les intérêts de retard seront de 0,75 % par mois dans tous les cas de figure. S'y ajouteront des sanctions au taux de 40 % pour les contribuables de mauvaise foi et de 80 % pour ceux qui se seront rendus coupables de manœuvres frauduleuses ou d'abus de droit.

Le projet permet également d'améliorer l'information fournie aux contribuables sur les résultats des vérifications fiscales. Le contribuable bénéficiera, en outre, d'un délai plus long pour répondre aux demandes d'éclaircissement de l'administration fiscale. Ce délai, que le texte fait passer de trente à cinquante jours, devrait finalement être porté à soixante jours. Le projet relève, d'autre part, le seuil de chiffre d'affaires déterminant la limitation de la durée de vérification sur place à trois mois.

● DOUANE

Le projet renforce le contrôle judiciaire sur la procédure des flagrants délits douaniers. Auparavant, aucune limite n'était prévue au droit de retenue. Le rapporteur général, M. Vivien, s'est d'ailleurs étonné publiquement que rien n'ait jamais été prévu jusqu'à ce jour dans un domaine aussi sensible pour les libertés.

Le texte modifie également profondément les caractéristiques du délit douanier : le juge pourra désormais prendre en considération l'intention de son auteur et, le cas échéant, le relâcher pour défaut d'intention.

FAITS ET CHIFFRES

● Les comités d'action viticoles de l'Aude et de l'Hérault se mobilisent à nouveau. — Après une longue période de calme, les comités d'action viticoles de l'Aude et de l'Hérault ont réuni six cents viti-culteurs à Olonzac, lundi 1^{er} juin. Ils dénoncent la dégradation du marché des vins de table. A l'issue de cette réunion, une vingtaine d'entre eux ont saisi les bureaux de la COGEMA pour protester contre l'implantation, à l'intérieur du Minervois, de la compagnie minière chargée d'effectuer des prospections d'uranium. Cette mobilisation des viticulteurs du Languedoc s'explique par la chute des cours du vin de table.

● Dette : l'Argentine à son tour. — L'Argentine va mettre en place le 1^{er} juillet prochain un régime permettant de transformer une partie de la dette extérieure en prises de participations dans des projets d'investissement renforçant les capacités d'exportation du pays. A annoncé à Buenos-Aires M. Juan Sommer, sous-secrétaire à la politique économique. Ce système a précisé M. Sommer, « n'implique pas une dénationalisation des entreprises, dans la mesure où il n'y a pas d'échange d'action ». La dette externe argentine dépasse 50 milliards de dollars. Les Philippines et le Brésil mettent actuellement au point des systèmes semblables de remboursement d'une partie de leur dette extérieure.

AFFAIRES

Le 19^e rapport annuel de la COB

Pleins feux sur la métamorphose boursière

Explosion des émissions et des transactions, élargissement rapide de la variété des produits financiers, apparition d'un nouvel actionnariat de masse, transformation des structures devant conduire, juste avant la naissance du grand marché européen en 1992 au « Big Bang » à la française : la Bourse de Paris est devenue en 1986 une véritable nova. La Commission des opérations de Bourse (COB) ne le dit pas en ces termes. Mais dans son rapport sur l'activité du marché pour l'année écoulée, le dix-neuvième du genre, remis au président de la République, l'organisme de surveillance dresse le constat de la métamorphose.

Quelques chiffres donnent une idée de la révolution observée au palais Brongniart. L'an dernier les records sont tombés. Les émissions d'actions (137,3 milliards de francs) ont été multipliées par deux. La collecte de capitaux par les organismes de placement collectif (701,7 milliards de francs) s'est accrue d'environ 60 %. Le volume global des échanges (209,4 milliards de francs) a plus que doublé en douze mois et quadruplé en deux ans. Quelques mois seulement auront suffi au nouveau marché à terme des instruments financiers (MATIF) inauguré en février pour atteindre le niveau d'échanges de son concurrent britannique, le LIFFE, en passant de 5000 à 15000 contrats/jour.

Les grandes manœuvres de privatisation, dont le coup d'envoi a été

donné avec la mise en vente des actions Saint-Gobain, ont parfaitement illustré le subit engouement du public pour la Bourse. Le capital du groupe verrier a été souscrit quatre fois. Pour satisfaire au mieux la clientèle, force a donc été de procéder aux réductions d'usage.

Et l'on ne saurait tenir rigueur au syndicat de la Compagnie des agents de change de n'avoir pas gagné son pari en parvenant à réunir au 31 décembre 1986 cinquante valeurs sur le marché fraîchement créé (juillet 1986) du continu : il n'y en avait que trente-sept. Bref, la Bourse de Paris a réellement changé de dimension. La COB en rend très bien compte mais note que de tels développements « souhaitables en eux-mêmes » n'ont pas été sans poser de très sérieux problèmes. Ceux liés à l'activité, donc de nature technique, sont, selon l'organisme, en voie de règlement. En revanche, les problèmes touchant à la transformation de l'actionnariat, des produits financiers et des structures sont complexes. Leur règlement exigera beaucoup de doigté.

Les risques de fraudes

Avec la dispersion du capital des sociétés, les États-majors des firmes concernées ne savent plus très bien distinguer entre les mesures réglementaires et les mesures abusives pour suivre de près la situation et, autant que faire se peut, éviter l'écueil de l'OPA.

La transformation de la nature des valeurs mobilières émises oblige à se soucier de la préservation des actionnaires anciens. Enfin, avec le

changement du cadre boursier et les nombreuses modifications introduites dans la règle du jeu, les risques de fraudes augmentent, comme en témoignent les récentes mésaventures (scandales des initiés) survenues à New-York (affaire Bosacky) et à Londres.

Tous les efforts devront tendre au renforcement de la protection des épargnants et au maintien de l'intégrité du marché. « Des progrès sont nécessaires en matière d'information », souligne la COB. A cet égard il est, désormais, interdit de livrer à des investisseurs ou à des analystes des renseignements importants qui ne seraient pas simultanément rendus publics.

La COB fait de la transparence la règle d'or du marché. Ce n'est pas nouveau, mais elle insiste pour que les dirigeants de sociétés prennent conscience de leur devoir en la matière, ce qui, malgré les progrès accomplis, est encore loin d'être le cas. L'organisme de surveillance épingle quelques entreprises pour avoir tardé à fournir des informations : Alcatel de supermarché, Prouvost, Testat Aquitaine. La COB lance également la Générale de fondation et Fives-Lille (affaire NASA) pour avoir publié des informations contradictoires. L'Etat, principal actionnaire de Sclafior et d'Usinor (dont le capital a été réduit à zéro), n'est pas épargné. La COB reproche ainsi aux dirigeants de ces deux groupes de n'avoir « pas suffisamment adressé de mises en garde claires à destination du public en notant l'absence de façon insistante sur le montant des capitaux propres négatifs depuis plusieurs années ».

A. D.

Aux Journées de Lille

Le président de la Confédération des PME met en garde contre l'« Europe des trusts et des banques » en 1992

LILLE de notre correspondant

« De l'am f de la liberté de gérer un marché unique européen de 1992 ». Ce leitmotiv, accroché aux murs du palais de la Bourse à Lille qui accueillait, le lundi 1^{er} et le mardi 2 juin, les Journées nationales de la CGPME, résume en quelques mots l'objectif que se donne M. René Bernasconi, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises : faire passer cette organisation d'un syndicalisme de revendication à un syndicalisme de propositions, notamment dans la perspective de la réalisation du marché intérieur européen à partir du 1^{er} janvier 1993.

L'heure n'est plus, dans les rangs de la CGPME, à l'offensive contre la mainmise de l'Etat sur l'économie. M. Bernasconi reconnaît un « allègement du poids fiscal sur les entreprises depuis un an ». Il affirme être devenu un « européen convaincu » devant son invité M. Bernard Bosson, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

M. Bernasconi se montre assez optimiste. A condition toutefois de « ne pas tomber dans la seule Europe des trusts, des monopoles, des banques ou des grandes entreprises de la distribution » et de se préparer à cette échéance de 1992.

JEAN-RENÉ LOPE.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Duffour et Igon : AGA probable vainqueur

Le combat, qui a opposé les principaux fabricants mondiaux de gaz industriels pour prendre le contrôle de la petite firme française Duffour et Igon prend fin : le groupe suédois AGA vient de recevoir l'appui du conseil d'administration de l'entreprise convoitée. Ce dernier a estimé que « l'intérêt de la société était de n'avoir qu'un seul actionnaire dominant, appartenant à la profession des gaz industriels ».

AGA avait conclu un accord avec Carburants Métalliques (groupe américain Prodim), un des candidats au rachat pris à lui céder 15 % des actions. L'IRDI (Institut de développement industriel régional Méditerranée) s'est également déclaré disposé à lui revendre les 20 % qu'il détient dans la société.

Enfin, AGA avait récemment suracheté sur l'offre de Linde, société allemande d'ingénierie, actionnaire à 50-50 de Airgas avec Messergrün (Hochert) en proposant de payer 4410 francs par action. D'ores et déjà, avec les quelques achats faits en Bourse, AGA détient 36,3 % du capital de Duffour et Igon.

Vainqueur à peu près certain, AGA va néanmoins payer son acquisition très cher : 587 millions de francs, ce qui représente cinquante ans du bénéfice de Duffour et Igon (11 millions de francs pour 1986). Mais cette société (380 millions de francs de chiffre d'affaires) possède 6 % du marché français de gaz industriels. Elle est en outre bien implantée sur le créneau des gaz pour l'hospitalisation à domicile, dont le développement est prometteur.

Volkswagen : positions divergentes des banques allemandes

L'escroquerie aux changes qui a coûté 256 millions de DM au constructeur allemand Volkswagen, numéro deux de l'automobile en Europe, provoque des remous chez les grandes banques allemandes qui gardent en dépôt les titres de nombreux actionnaires de VW. La Deutsche Bank, première banque allemande, a indiqué qu'elle était « dans l'incapacité de se prononcer pour ou contre le quitus au directeur et au conseil de surveillance » de VW, en l'absence des résultats de l'enquête demandée sur l'escroquerie, qui devraient être publiés avant l'assemblée générale prévue pour le 2 juillet. Pour l'heure, elle recommande donc l'abstention.

En revanche, la deuxième banque allemande, la Commerzbank, tout en exprimant la nécessité de se montrer prudent, conseille aux actionnaires de VW dont elle gère les titres d'accorder quitus au directeur et à son président Carl Hahn. La troisième banque, la Dresdner Bank, devait faire connaître sa position le mercredi 3 juin.

Allegis vend ses hôtels

Allegis, société holding qui possède Hertz, les hôtels Hilton et la seconde compagnie aérienne américaine United Airlines, va vendre une partie de ses hôtels canadiens. Allegis a en effet besoin de moyens de financement afin de résister à une éventuelle OPA. Après avoir obtenu un prêt de 700 millions de dollars de Boeing, Allegis espère se procurer 350 millions de dollars en vendant ses hôtels.

Selon le Conseil de la concurrence

Les laits infantiles n'ont pas à être vendus exclusivement en pharmacie

La vente exclusivement en pharmacie des laits infantiles ne se justifie pas, puisque le choix de la marque du lait donné à un nourrisson dans la clinique d'accouchement dépend non des conseils du médecin, mais des accords commerciaux passés avec la clinique, le fameux « tour de lait » (assurance que les bébés nés dans une période donnée seront nourris avec une marque donnée (1)).

C'est pour être « référencé » dans les maternités que la concurrence se fait la plus vive, les frais de promotion atteignant 10 % à 20 % du chiffre d'affaires (échantillons gratuits, subventions, prêts ou non de matériel, cadeaux personnels...). Les pharmacies de plus pratiquent des

prix identiques, conseillés par le fabricant ou publiés par la presse professionnelle. Cette distribution sélective est donc une pratique anticoncurrentielle. C'est la principale conclusion d'un avis rendu le 31 mars rendu par le Conseil de la concurrence publié, le mardi 2 juin au Bulletin officiel de la concurrence et de la consommation.

Il ne s'agit pourtant que d'un avis qui n'oblige en rien les producteurs (on en compte une dizaine) à vendre leurs produits aux magasins de grande surface. Le gros obstacle à ces ventes en hypermarché reste l'attitude des pharmacies d'officine qui, très attachées à la « vente exclusive », n'hésitent pas à boycotter

l'ensemble des produits fabriqués sous les marques prêtes à céder aux attrait du grand commerce : Nutricia (vendu depuis avril 1986 dans les hypermarchés Mammouth) a été effectivement usé tel boycottage et Nestlé avait dû, en 1969, renoncer à vendre le Pélargon en grandes surfaces.

On peut aussi penser que la publication de cet avis donne un argument aux producteurs pour bouleverser l'actuel partage des marchés. Mais ce n'est pas aussi simple. La consommation de laits maternisés est stable depuis plusieurs années. Les producteurs ne peuvent donc escompter une croissance des ventes, mais au mieux une redistribution des parts de marché, à mettre

en regard de la perte des ventes d'autres produits en officine. Le jeu en vaut-il la chandelle ?

La publication de cet avis peut aussi inciter les magasins à grande surface, très intéressés par la parapharmacie, à saisir le Conseil de la concurrence... Sans doute attendent-elles pour ce faire que ledit Conseil ait statué sur l'ensemble du dossier de la parapharmacie...

J. D.

(1) Les groupes Nestlé (sociétés Dielme, Gloria, Glaxo) et BSN (Jouquemaire et Galin) contrôlent 60 % du marché des laits infantiles. On compte en tout une dizaine de fabricants.

Economie

La mort de François Perroux

Le Claudel de l'économie

(Suite de la première page.)

François Perroux aimait parler de « l'étape ». La dernière étape fournie à tous ceux qui ont suivi le cheminement de sa pensée l'occasion de poser des jalons et de repérer les « points forts » de son apport à la science économique.

Très vite, ce « créateur » avait compris qu'on a la vue basse en ne suivant que les enseignements dispersés dans l'Hexagone. Il est le premier économiste français invité, après la Libération, à la London School of Economics et à Harvard. Il parle à Chicago, à Columbia et dans bien d'autres lieux, car il avait aussi le don des langues, exposant ces thèses aussi bien en allemand, en anglais, en espagnol qu'en italien.

En échange, il fait mieux connaître et comprendre de grands économistes étrangers en France : Joseph Schumpeter avant la guerre, puis John Maynard Keynes, ce qui ne veut pas dire qu'il considère la tradition économique française comme négligeable. Il a un commerce très familier avec Jean-Baptiste Say, François Simiand, Paul Leroy-Beaulieu, Emile Levasseur, Auguste Comte, Léon Walras.

PRIVATISATION

163,78 F par action

L'Etat met en vente l'Institut de développement industriel

Le ministère de l'économie a lancé, le mercredi 3 juin, l'appel d'offres pour la privatisation de l'IDI (Institut de développement industriel), numéro un du capital-risque en France. Celle-ci s'effectuera sous la forme d'une vente de gré à gré par l'Etat (actionnaire à 44 %), le Crédit agricole (pour 14 %), l'EDF (pour 14 %) et diverses banques (pour environ 20 %) des quelques 9 millions d'actions qu'il détient, pour un prix de 163,78 F par action. Les offres d'achat qui devront porter sur la totalité des titres délégués - soit un montant de 1,48 milliard de francs - devront être déposées au plus tard le 24 juin.

Seul le Crédit national, actionnaire à 8 % de l'IDI, a conservé sa participation et a affirmé vouloir la conserver « dans tous les cas de figure ». Le Crédit national est en effet intéressé par le rachat complet de l'IDI. Le seul autre candidat potentiel, connu à ce jour, est l'ensemble des cadres de l'IDI, qui avaient monté un projet de RES (reprise de l'entreprise par les salariés) que le prix fixé rend difficile à réaliser. Ils n'abandonnent pas pour autant leurs intentions et élaborent actuellement un autre montage.

S'il fallait - il faut - faire émerger de la masse de sa production les notions-phases, que retenir ?

La première, très générale, exposée notamment dans son ouvrage *Economie et société* : échange, contrainte et don (1960), c'est que l'économie embrasse trois structures fondamentales :

1) Celle du marché, qui exprime l'échange commercial ;

2) Celle de l'organisation, où l'on rencontre non seulement le marchand mais aussi l'industriel et les pouvoirs publics, où l'autorité se manifeste alors que, dans l'univers du marché, tous les gens sont censés être égaux ;

3) Celle de la solidarité, qui répond à la satisfaction des besoins qui ne sont pas solvables.

Développant ce troisième point, François Perroux extrait de sa gamme la notion des « coûts de l'homme » - maintes fois utilisée ensuite comme outil d'analyse. Il s'agit de la prise en compte des besoins réels d'une population, économiques certes (alimentation, logement, vêtement, etc.), mais aussi culturels et sociaux (éducation, information, éducation, santé, etc.).

C'est évidemment à l'usage du tiers-monde que cette notion a des chances de s'appliquer, et on doit à François Perroux d'avoir opéré une distinction capitale entre *croissance* et *développement*. Bien avant mai 1968, notre auteur savait non seulement qu'on ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance, mais que certaines formes de croissance vont à l'encontre même du développement, notion englobant les richesses, même non comptabilisables, d'une communauté.

Dans l'abondante production de François Perroux, celle qu'il a précisément consacrée aux recherches sur le développement sera sans doute celle, pour l'essentiel, son idée maîtresse, esquissée dès 1950 et enrichie constamment, c'est qu'il faut sortir pour ces pays pauvres des notions abstraites de l'économie marchande et de l'équilibre général, résultat de confrontations d'intérêts particuliers sur des marchés plus ou moins imparfaits. La recherche portant sur la sécrétion du maximum de richesse ne signifie rien dans un monde où s'établent les inégalités de toutes sortes et qui est livré à la compétition féroce d'unités économiques, dont certaines (les multinationales) disposent d'un pouvoir financier supérieur à celui des Etats dans lesquels elles s'installent, tandis que d'autres n'ont même pas accès au marché de l'épargne et du crédit.

Il faut donc pour dépasser les contradictions du sous-

développement, une autre théorie que celle qui est en usage en Occident, c'est-à-dire « déshonorer le culte de l'argent » et chercher à faire fructifier au maximum les potentialités humaines.

M. Gilbert Biardone qui a étudié de près l'apport de François Perroux dans ce domaine (1) rappelle que notre auteur estimait qu'un autre développement était possible à trois conditions : la prise en compte des besoins réels des populations ; l'utilisation des moyens existants à l'intérieur de chaque société dans le respect des cultures et de l'environnement (c'est ce qu'il appelait la *self-reliance*) ; des réformes de structures pour surmonter les inégalités à tous les niveaux où elles se manifestent : local, régional, national, international.

Dans l'ère

François Perroux a immédiatement le souci de fournir des outils d'analyse qui se démarquent des conceptions « classiques » de la plupart des économistes des Nations unies qui pensaient, à l'époque, que le sous-développement pouvait être vaincu par une solution quantitative de produit national à faire croître. Pour lui, il s'agit avant tout d'un problème de structures subissant à la fois la « désarticulation » interne (les relations s'établissent mal ou pas du tout entre les divers aspects de l'activité de ces sociétés), la « domination » par les forces extérieures et le « gaspillage permanent de la ressource humaine ».

C'est donc toute la théorie du développement de la croissance qu'il faut revoir selon François Perroux et une grande partie de son œuvre se situera dans cette perspective. Mais il ne s'agit pas de discuter sur le thème. Un des mérites de notre économiste est d'avoir farouchement défendu - il n'est pas le seul bien sûr - l'utilisation de l'instrument mathématique pour démythifier une « science économique » qui n'avait de « science » que le nom resurgi. Toutefois, François Perroux n'était pas dupe de l'outil et se gardait heureusement de l'illusion scientifique considérant comme définitivement établis les résultats d'une recherche.

« C'est fois sur le métier... » lui aussi remettait son ouvrage né d'un constant affrontement entre les faits et leurs représentations abstraites. Il craignait parfois que l'habillage mathématique finisse par passer pour une vérité ce qui n'était qu'une construction idéologique et qu'alors l'économie ne fût plus qu'une « science qui,

sous les apparences de l'objectivité, dévint la science d'obtenir la richesse en produisant la misère (F. Engels). Pour François Perroux, « l'objet de l'activité économique, c'est le service de la vie au-delà de l'argent ».

Prophète dans la rénovation de la théorie de l'équilibre général, dans l'analyse des problèmes fondamentaux du tiers-monde, lançant l'idée des « pôles de développement », qui sera tellement exploitée ensuite, celle des « effets d'entraînement » des industries motrices, des « macro-décisions », des « inégalités structurelles entre grands ensembles », François Perroux n'a pas fait qu'un immense périple à travers les concepts.

Son apport à l'économie appliquée est également considérable. En collaboration avec Jan Marczewski et Pierre Uri, notre économiste publiait en 1947 le premier ouvrage consacré au *Revenu national*, après s'être intéressé, dès 1938, au thème *Capitalisme et communauté de travail*. En 1948, il publiait un livre sur le *Plan Marshall ou l'Europe nécessaire au monde*.

Cette Europe dont il salua la naissance devait prendre peu à peu dans son esprit une signification beaucoup plus large, souhaitant qu'elle s'impose comme un creuset de valeurs et devant essayer bien au-delà de sa configuration géographique. D'où l'Europe sans rivages (1954), aussi bien prête à redevenir un foyer d'influence sans risque d'impérialisme qu'à subir des forces extérieures auxquelles elle ne désire plus résister.

Dans le même mouvement, naît son livre en trois volumes sur la *Croissance pacifique* (1953) qui rejoint ses recherches sur l'économie généralisée, vaste investigation sur les fonctions économiques fondamentales, communes aux deux grands systèmes, capitaliste et collectiviste.

Comment s'étonner dès lors que François Perroux se soit intéressé dans son livre *Industrie et Crétion collective* (1964) au saint-simonisme dont le projet fondamental était de substituer à l'exploitation de l'homme par l'homme, l'exploitation du globe par les hommes associés et où le capitalisme et le socialisme sont encore mêlés avant de devenir frères ennemis, ce que disait Jean Lacouture qui fut toujours très proche de François Perroux.

Il n'y a pas lieu d'être plus surpris que notre auteur se soit intéressé à Herbert Marcuse, le prophète de mai 1968, au point de lui consacrer un livre (1969) où s'entrecroisent les questions et les réponses. Il y trouvait en effet un écho à ses

conceptions sur l'excessive domination de l'argent et ravi de lire, sous la plume de son interlocuteur, que la « culture industrielle » c'est l'antithèse de la culture humaine. Il faut en tout cas, estime François Perroux, se débarrasser de l'idée que le système américain est le seul possible.

Cette idée est largement développée dans *Indépendance de la nation* (1971), où l'auteur, dans la mouvance du gaullisme cette fois, s'en prend à l'influence exagérée des Etats-Unis, qui « n'est pas seulement matérielle, [mais qui] s'étend aussi à la façon de concevoir l'économie ». Il en appelle à la résistance culturelle de l'Europe... avec d'autant moins de gêne, dit-il, qu'il a été l'un des premiers Français à enseigner à Harvard. « Si l'Europe n'est pas renouée, poursuit-il, elle ira de souffrir en souffrant jusqu'à son dernier souffle. »

Une pensée subversive

L'influence de Marcuse se retrouve aussi dans un autre livre, *Masse et Classe* (1972), qu'Etienne Borne salue dans les colonnes du *Monde* sous le titre « Une pensée subversive ». Souvent, en effet, il y a chez François Perroux un côté provocateur. En l'espèce, il reprend ici l'idée chère à Marcuse selon laquelle la classe ouvrière, partiellement intégrée dans le système, n'est pas en situation révolutionnaire. Ce qui n'est pas un ralliement au néolibéralisme, car l'auteur oppose « classe » à « masse », concept auquel il donne un sens nouveau, celui des hommes rejetés par la civilisation technique, réduits à l'alignement, face à une minorité qui possède les machines et monopolise la culture. Cette structure de conflit existe aussi bien dans les sociétés capitalistes que dans celles qui se disent socialistes.

On en vient tout naturellement à cette notion fondamentale du pouvoir évacué généralement par les économistes néo-classiques et que François Perroux s'efforce dans son livre *Pouvoir et économie* (1973) d'intégrer dans les différents modèles macro et micro-économiques, tout en conservant le cadre de la théorie classique.

A propos de « pouvoir », celui de ce qu'il appelle « les grandes unités » (firmes mondiales de production et multinationales) est énorme. Elles ont une capacité, sous-estimée par l'économie classique, de créer leurs propres espaces de production, d'échange, de crédit, de collecte de l'épargne et, pour François Perroux, elles sont à l'origine de phénomènes d'inflation de type mondial.

Ainsi, peu à peu, l'économiste français le plus écouté à l'étranger, à partir non de modèles abstraits mais de représentations des réalités du monde économique, révisé la théorie de l'équilibre économique général, comme il l'indique en sous-titre d'un de ses autres ouvrages : *Unités actives et mathématiques nouvelles* (1976). La théorie du seul équilibre des choses doit être éliminée parce qu'elle détruit l'essentiel de l'écono-

mie qui est une activité. Il faut sortir des conceptions mécaniques pour appréhender les rôles tenus par les agents économiques et leurs groupes, les structures, les interactions qui modifient le milieu étudié, en un mot inventer la méso-économie après la macro-économie.

Forger des concepts nouveaux et prévoir leur application dans les systèmes en devenir n'a jamais éloigné François Perroux de la politique économique quotidienne et il ne s'est pas privé, notamment dans les colonnes du *Monde*, de donner son sentiment sur l'actualité.

Interrogé par André Fontaine en 1978 (2) sur les raisons de la crise ouverte au début de la décennie 1970, François Perroux repousse l'idée qu'elle relève de la catégorie des crises cycliques et cite parmi les facteurs les plus sérieux la brusque élévation de la masse des liquidités mondiales en 1971-1973, donc avant le quadruplement du prix du pétrole (1973), le poids des dépenses improductives d'armement, pression permanente à l'égard de l'écart-dollars qui ne préparent évidemment pas un ordre monétaire.

François Perroux a rendu à l'économie la chaleur qu'elle n'aurait jamais dû perdre. Grâce à lui, grâce à ce langage « expressionniste » que certains lui reprochaient, mais qui n'était qu'une face de sa générosité, cette « science lugubre » dont parlait Carlyle s'est éclairée. Il l'a voulue non moralisatrice, mais normative, car elle n'a de sens que si elle consiste à mettre en œuvre la totalité de la « ressource humaine ». Il l'a arrachée à la scolastique. Méditons cette phrase de sa première leçon au Collège de France : « Le savoir doit réduire les tensions, arracher le penseur aux orthodoxies vaines. Nous devons nous consacrer à la recherche d'une praxiologie générale. »

PIERRE DROUIN.

[François Perroux est né le 19 décembre 1903 à Lyon. Après des études au collège des Maristes de cette ville, il passa l'agrégation de sciences économiques et fut nommé professeur d'économie politique à la faculté de droit de Lyon (1928-1937), puis à la faculté de droit de Paris (1935-1955).

Il dispensa également son enseignement à l'Institut d'études politiques de Paris, à l'Institut de sciences économiques appliquées (qu'il fonda en 1944 et qui devint l'Institut de science mathématique et économique appliquée), à l'Ecole pratique des hautes études, à l'Institut d'études et de développement économique et social. Il occupa une chaire d'analyse des faits économiques et sociaux au Collège de France de 1955 à 1974.

Auteur de très nombreux ouvrages, docteur honoris causa d'une quinzaine d'universités étrangères, François Perroux fut commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du Mérite et avait été décoré de la Croix de guerre 1939-1945.]

(1) Notamment dans un texte présenté au colloque pour le vingtième anniversaire de l'Institut universitaire d'études du développement (I.U.E.D.) de Genève, le 16 décembre 1981.

(2) Le *Monde* des 27 et 28 juin 1978.



C'est pas du vol!

FORFAITS JOKER

C'EST POSSIBLE!

SNCF

Les forfaits JOKER de la SNCF, c'est pas du vol, mais la manière la plus agréable de voyager. Avec des prix, réservation comprise, défiant toute concurrence! Alors, profitez-en! Avec ses forfaits JOKER, la SNCF dessert 12 grandes villes en France. Il vous suffit de réserver votre place au minimum 15 jours à l'avance. Renseignements dans toutes les gares.

* Offre valable sur certains trains dans la limite des places disponibles.

TRANSPORTS

Townsend Thoresen met en service à Calais un nouveau car-ferry géant

Le *Pride-of-Dover*, qui est le car-ferry dernier né et géant de Townsend Thoresen, a fait, le mardi 2 juin, son voyage inaugural entre Calais et Douvres. En novembre prochain, il sera rejoint par un navire identique le *Pride-of-Calais*. Chacun de ces deux bateaux effectue la traversée du détroit en soixante-quinze minutes, à la vitesse de 22 nœuds.

Ils peuvent transporter chacun 2300 passagers et 650 voitures. Les autorités de Calais (qui s'attendent à un trafic total de 10 millions de voyageurs en 1987) et de Douvres ont engagé des travaux portuaires importants pour l'accueil de ces très grands navires.


Townsend Thoresen précise que les installations de sécurité à bord ont été étudiées avec une minutie particulière. Cette compagnie est propriétaire du *Herald-of-Free-Enterprise*, qui pouvait déjà transporter 1300 passagers et qui le 6 mars a fait naufrage devant Zeebrugge provoquant la mort de 188 personnes.

La compagnie précise que *Pride-of-Dover* représente un modèle de coopération européenne. Dessiné en Grande-Bretagne par les services techniques de Townsend Thoresen, le navire a été construit en Allemagne fédérale. Les moteurs diesel Sulzer, à faible consommation, ont été construits en France sous licence suisse. Les équipements de sécurité et de navigation sont britanniques. L'architecture d'intérieur est réalisée par un cabinet d'études allemand renommé et comporte des meubles belges de des plafonds finlandais.

VOUS PREPAREZ LES CONCOURS DES FONCTIONS PUBLIQUES LA NOUVELLE COLLECTION

CONCOURS DES FONCTIONS PUBLIQUES

COLLECTION DEVENUE PAR J.L. CHAVELIER ET C. LESLEAUX



ÉCONOMIE

210 F (Franco : 225 F)

litac

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

3 JUIN

Cours relevé
à 14 h 57

[illegible]**Comptant** (réélection)

Second marché (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coapion	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations						Étrangères											
Exp. 15/1/77	8890		Cuen-Stein	1000		Huig, West. del	198		A.S.P. S.A.	1185	1185	Orcom-Immobilier	545	545	M.M.S.	714	710
			Orcom RI	670	670	OPF Pabon	400	400	Alcan	375	375	Orcom-OSL	3770	3700	Molier	726	720
			Orcom	1574	1500	Openg	320	310	A.E.G.	1079		Edizione Belland	368	360	Novo-Dubois	782	790
Exp. 6/30/77	127	0 289	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
10/30/77/10/77	101	0 289	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B.T.C.I.	3040	3025	Alcan	375		St. S. Demuth	790	840	Orcom-Logisim	980	930
13/25/80/80/80	107	0 030	Orcom Ely	2270		Orcom B											

SICAV (sélection)

2/6

[illegible]

Hors-cote

	0 40	0 50
.....	440	410
.....	155	
.....	180	180
.....	450	442
.....	1040	1070
.....	300	276
.....	325	
.....	280	
.....	1050	
.....	3400	
.....	360	
.....	154 40	154 10
.....	85 70	0 10 0
.....	476	467
.....	380	
.....	131	

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 3/5	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS préc.	COURS 3/5	COURS DES BILLETS		COURS préc.	COURS 3/5
Attribution							Achat	Vente								
Air Liquide	---	---	---	Unico-Enco (5 %)	0 900	0 035	5 780	0 280	Or fin barreau	87780	87780			Orange-Orléans	190 42	196 32
Caenn	---	---	---	ECU	0 933	0 931			Or fin en lingot	87960	87960			Paris-Annecy	132 42	137 37
Comau	---	---	---	Alcatel (100 DM)	333 890	334 220		342	Pièce française (20 F)	625	622			Paris-Bordeaux	107 57	109 34
Permal	---	---	---	Bolton (100 F)	265 113	121 602	15 760	360	Pièce suisse (100 F)	682	680			Paris-Lyon	132 46	132 58
Telco	---	---	---	Paye (100 L)	336 310	239 650	287 500	500	Pièce suisse (20 F)	625	622			Paris-Montpellier	132 46	132 58
Telco	---	---	---	Danabank (100 lire)	86 890	88 830	86	33	Monnaie (20 F)	625	622			Paris-Nantes	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Norwegian (100 kr)	80 050	80 080	87 500	34	Souverain	829	825			Paris-Poitiers	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grandes lignes (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	3080	3070			Paris-Rennes	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	1480	1470			Paris-Rouen	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	740	730			Paris-Toulouse	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Toulon	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Valenciennes	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Strasbourg	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Nice	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Marseille	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Aix	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Cannes	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 20 dollars	1480	1470			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 10 dollars	740	730			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)	80 050	80 080	130 350	350	Pièce de 5 dollars	370	360			Paris-Monaco	132 46	132 58
Telecom	---	---	---	Grande ligne (C. F.)												

- c : coupon détaché
- o : offert
- : droit détaché
- d : demandé
- ◆ : prix précédent
- ★ : marché continu.

الجزيرة

32 • Jeudi 4 juin 1987 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Le rapport d'Amnesty International sur le Cameroun. 3 La visite de M. Raimond en Israël. 5 URSS : Mathias Rust devra répondre de son acte devant la loi.	6 La crise dans la majorité. 11 L'affaire du Carrefour du développement.	14 Elle Wiesel témoigne au procès de Klaus Barbie. 15 L'incendie du port d'Edouard-Herriot à Lyon. 16 La conférence internationale sur le SIDA. — Les internationaux de Roland-Garros. — Communication.	17 Estienne Roda-Gil et le Front populaire à la conquête de l'Amérique. — Peter Gabriel en tournée. 18 Photo : rétrospective Tom Drahos à Aurillac. 19 Le III ^e Printemps du Théâtre à Paris.	27 La démission de M. Paul Volcker. 29 La mort de François Perroux. 30-31 Marchés financiers.	Radio-télévision 23 Annonces classées 25 et 26 Cartes 24 Météorologie 24 Mots croisés 24 Expositions 20	● L'actualité éditoriale en direct. ETU ● SIDA : le point de vue du docteur Ollivierstein. SIDA ● Roland-Garros : comme si vous y étiez. RG87 Actualité. Sports. International. Bourse. Culture. Média 38-15 Tapez LEMONDE

La crise au sein de la majorité

M. Jacques Chirac a du mal à rétablir son autorité

La droite propose aujourd'hui un « remède » en accélérant la pièce brillamment interprétée par la gauche au cours de la précédente législature. Le gouvernement Mauroy avait mis trois ans pour précipiter un million de personnes dans la rue (défense de « l'école libre »). M. Chirac a mis neuf mois (mouvement étudiant de décembre 1986). La coalition de gauche avait élargi au terme de trois années d'exercice du pouvoir (départ des ministres communistes en juillet 1984). La coalition de droite menace d'en faire autant en moins de quinze mois.

Comme M. Mauroy au cours des années où il prétendait « gouverner autrement », M. Chirac est confronté à une crise d'autorité. Il en a l'habitude. Premier ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing (1974-1976), il n'avait jamais pu exercer son emprise sur les ministres d'Etat de son gouvernement (MM. Lec-

met, Poniatowski, Guichard) et, nommé par le président de l'époque « coordonnateur de la majorité », il avait dû renoncer, après quinze jours d'efforts, à mener à bien cette mission. Il en a aussi l'expérience à rebours. A partir d'août 1976, hors du gouvernement, il avait gouverné contre M. Raymond Barre, premier ministre, au point que son ennemi héréditaire, M. Poniatowski, le considérait comme « le plus petit commun diviseur » de la majorité.

Ce « plus petit commun diviseur », c'est aujourd'hui M. Létard. Curieuse répétition de la petite histoire politique. M. Létard ressemble à M. Chirac comme un fils. M. Chirac avait aidé, en 1974, à l'élection de M. Giscard d'Estaing, au risque de passer pour traître au camp gaulliste. Puis il s'était empressé de l'abandonner. M. Létard avait secrètement conclu, avant le 16 mars 1986, un pacte avec

M. Chirac, qu'il conteste aujourd'hui.

C'est du moins ainsi que le premier ministre a interprété la volte-face de son ministre de la culture. M. Létard se pouvait commettre pis, à ses yeux, que d'écarter toute idée de soutien à la candidature Chirac en 1988. Comment accepter, sans réagir, cette trahison dans la trahison digne du « Boulevard du crime » ?

M. Chirac, outre sa manifestation d'autorité, dont on ne peut contester la logique et la nécessité, a vraisemblablement spéculé sur la division de ses alliés. Au sein même de la « bande à Léo », puisque M. Madelin avait nuancé le propos de M. Létard en réintroduisant le nom de M. Chirac, ne serait-ce qu'en

queue de peloton, parmi les candidats acceptables. Au sein du Parti républicain ensuite, où les « baristes » s'efforcent des prétentions du « petit Léo ». Au sein de l'UDF enfin, qu'une démission de M. Létard, voire de « bande à Léo », tout entière, aurait éparpillée, puisque M. Lecanuet, président de cette confédération, fait cause commune avec le premier ministre. Le pari est risqué. M. Chirac pourrait le perdre si l'UDF faisait bloc sur la réponse suivante : M. Létard n'a pas à choisir entre ses fonctions de ministre et celles de secrétaire général du Parti républicain ; les chefs de parti qui siègent au gouvernement (M. Mitterrand, M. Rocard, M. Rossignol pour le Parti radical) n'ont pas à sacrifier leur liberté de parole. Cette réponse, élaborée à toute vitesse par M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, est parfaitement contradictoire avec les thèses déjà avancées par le premier ministre sur l'affaire Léo.

M. Chirac, en fait, a-t-il vraiment choisi entre sa fonction et l'expression publique de ses états d'âme ? entre le gouvernement et son parti.

L'argumentation de M. Chirac est fidèle à l'esprit des institutions de la V^e République. Elle serait incontestable si, dans la constitution de son gouvernement, le premier ministre ne s'était pas plié à une logique rigoureuse inverse, celle d'une coopération de parti. Chef de gouvernement « pressenti » par M. Mitterrand, M. Chirac avait « consulté » les chefs de parti de sa coalition, à la manière d'un futur président du conseil de la IV^e République. Le premier ministre voulait avec lui, à la table du conseil des ministres, tous les chefs de parti. Il les a, y compris les plus petits, y compris M. André Santini, secrétaire général du PSD (Parti social-démocrate). Ils siègent au gouvernement sans doute les ligotés par les contraintes de la solidarité gouvernementale. Les liens ont craqué très vite, sous la pression de la « bande à Léo ».

Le premier ministre feint de découvrir une anomalie qu'il a créée. M. Chirac, président du RPR, peut-il reprocher à M. Létard d'être secrétaire général du Parti républicain et de s'exprimer en tant que tel ? Pourquoi le Parti républicain, les centristes du CDS, le Parti radical et même le PSD accepteraient-ils de se taire, d'abandonner tout droit à la parole au profit exclusif du RPR ? Comment les partis s'y prendraient-ils s'ils devaient s'abstenir du gouvernement et plus de Chirac premier ministre.

Ce dernier n'en finit pas de courir après son autorité. Il n'est pas sûr que cette affaire lui permette de la rattraper.

La semaine dernière, le lundi 25 mai au cours du petit déjeuner auquel il avait convié M^{me} Barzach, M^{me} Noir, Juppé et Carignon, ces quatre « cadets » de la République lui ont fait savoir qu'ils n'accepteraient jamais quelque code de la nationalité que ce soit. Sans autre commentaire, sans la moindre ouverture, sans appel. Samedi dernier, le premier ministre a dû faire face à deux menaces de démission qui émanaient de MM. Juppé (sur la sécurité sociale) et Pandraud (sur un arbitrage perdu au profit de M. Pasqua).

Si bien que l'affaire Létard est lancée à point nommé pour faire oublier que M. Chirac a d'abord une politique de maintien de l'ordre dans sa propre maison.

Sortiront vainqueurs de cet affrontement interne à la majorité ceux qui proposeront sur le projet de la politique de l'immigration, ou qui n'en sont pas : M. Le Pen, M. Barre, M. Mitterrand.

M. Le Pen engrange. M. Barre aussi, à moins d'un éclatement improbable de l'UDF, qui lui rendrait la tâche plus difficile. M. Mitterrand gagne à coup sûr, sans se fatiguer. Il n'existe en France, disait-il aux alentours du 16 mars, que deux légitimités : la sienne, qu'il tient personnellement du suffrage populaire, et celle du Parlement. Le premier ministre, ajoutait-il, n'est que second, parce que dépendant d'une légitimité (l'Assemblée nationale) qui ne lui appartient pas. M. Chirac a eu, depuis quelques semaines, tout loisir de s'en apercevoir.

JEAN-MARIE COLOMBANI
et JEAN-YVES LHOMEAU

Le numéro du « Monde »
daté 3 juin 1987
a été tiré à 468 194 exemplaires

LE TELEX FACILE

UN MINITEL OU
UN MICRO-ORDINATEUR

LE SERVICE MISSITEX

VOTRE TELEX
PERSONNEL

A votre bureau
En week-end
En voyage - A l'étranger
24 heures sur 24

SIMPLE
FACILE. IMMÉDIAT AVEC

Microtext

Renseignements et
documentation :
27 rue Paul Lelong
75002 Paris

(1) 42 21 74 47

A C D E F G H

Sur le vif

M'as-tu vu

Ah la la ! Ce que j'en ai marre ! Moi qui me connais une malade depuis bientôt trente quatre ans pour devenir quelqu'un, quel'un dont on parle, je me rends compte que j'y arriverai jamais à être célèbre. Enfin, célèbre, vous me connaissez... Pas comme Liz Taylor ou Lady Di. Juste un peu, quoi. Juste assez pour qu'on m'aborde dans le métro : C'est vous, hein, Gloria Lasso ? Je vous ai reconnue malgré votre perruque. Je l'ai dit à mon mari : Arrête ! C'est elle ! Elle voyage incognito.

Bon, ben, même ça, je l'aurais pas, ça me paraît évident, là, maintenant, c'est rapé pour moi. Suffit pas qu'on vous voie à la télé. Faut qu'on vous voie regarder Becker, Landi ou Serbelloni, mettre la plume à un Soudois entre 11 heures et 18 h 35 du 25 mai au 7 juin sur TF 1.

Sorti de là, zéro ! Pas la peine de vous casser le train, ça sert à rien. Alors, comment y rentrer dans ce foutu écran ? Vous me direz : T'es qu'à aller à Roland (on dit Roland, on dit pas Roland-Garros, ça fait pedouille) et t'acheter un billet.

N'importe quoi ! Je serais perdue dans la foule anonyme des imbéciles heureux trop absorbés par le jeu pour faire de l'œil à la caméra. Je veux en installer,

moi ! Le moyen ? Poser ses fesses dans le tribunal du président. Non, pas mon Mimi, le président de la Fédération de tennis. Il invite deux cent soixante-douze personnes par jour, c'est pas copains du service des sports qui me l'ont dit. Multiplié par quinze, ça fait peu mal de monde. Et où je suis, moi, là-dessus ? Nulle part. Même pas en train de me taper la cloche au Village, seize stands tous à la saison par des grosses boîtes à des prix fous. Parait que c'est dingue : buffets géants, whisky et champagne à gogo, loges réservées aux invités et système informatique avec échangeurs, sés et tourniquets pour établir un roulement entre ceux qui se gobaient sous la tente et ceux qui se caillaient sur le central.

C'est pas compliqué, j'ai tellement honte de ne pas être vue que j'en ai plus une moustache. Ni chez moi ni au bureau. Alors, je passe mes après-midi planqués dans le métro, à la station Opéra, le nez en l'air, le regard vissé à un écran vidéo au milieu d'un énorme pack de ploucs qui gaudient : poussez pas ! (cheque fois qu'une rousse déverrouille le quel un nouveau lot de modistes amateurs de tennis en sous-sol.

CLAUDE SARRAUTE.

FOOTBALL

Bordeaux et Marseille en finale de la Coupe

Pour la deuxième fois consécutive, les Girondins de Bordeaux et l'Olympique de Marseille se retrouveront, le mercredi 10 juin au Parc des Princes, en finale de la Coupe de France de football. Déjà vainqueurs au match aller (2-0), les Marseillais se sont imposés à Reims par 5 buts à 1, mardi 2 juin. En revanche, les Bordelais, fatigués par une saison où ils ont déjà obtenu le titre de cham-

pion de France et où ils ont participé aux demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe, ont difficilement éliminé l'équipe de deuxième division d'Albi. Trans en échec sur leur terrain (0-0), ils se sont qualifiés grâce aux deux buts qu'ils avaient marqués sur terrain adverse au match aller (2-2).

● RUGBY : Coupe du monde. - L'Angleterre, qui a battu les Etats-Unis 34 à 6, mercredi 3 juin à Sydney, et le Pays de Galles, qui s'est imposé 40 à 9 devant le Canada à Invercargill, se sont qualifiés pour les quarts de finale. Les deux équipes seront opposées le 8 juin à Brisbane. Le dernier quart de finale mettra aux

prises l'Irlande qui a battu le Tonga 32 à 9 et l'Australie victorieuse du Japon 42 à 23.

Pour remplacer Eric Bonneau, victime d'une erreur au niveau de la zone du péroné, les responsables de l'équipe de France ont décidé de faire appel à Jean-Baptiste Lefond.

Langues & Affaires

ANGLAIS / ALLEMAND / ESPAGNOL / ITALIEN / RUSSE

Faites fructifier vos connaissances en langues, en préparant un diplôme à valeur professionnelle. Étudiez chez vous, à distance, selon vos occupations et votre rythme de progression. Langues & Affaires, fondé en 1947. Premier établissement européen pour l'enseignement à distance des langues à vocation professionnelle. Sous contrôle pédagogique de l'Éducation nationale.

Documentation gratuite sur les diplômes et les cours à :
LANGUES & AFFAIRES, service 4627, 35 rue Collange 92303
Paris-Levallois. Tél. (1) 42 70 81 88 - 42 70 73 63

AMÉRIQUE

LE GUIDE
DU VOYAGE
EN AMÉRIQUE
est paru (et il est gratuit)

IL COMPREND :
● Tous les vols à prix réduits (exemples au 1-1-1987, révisibles sans préavis)

NEW YORK 2.100 F.A.R.
MONTREAL 2.200 F.A.R.
LOS ANGELES 3.200 F.A.R.
MIAMI 3.500 F.A.R.

● Les tarifs de LOCATION DE VÉHICULES (à partir de 485 F par semaine et de CAMPINGS-CAR.
● Les transports intérieurs (forfaits séjours limités à partir de 349 \$)
● Les tarifs d'HOTELS (à partir de 180 F la chambre par jour)
● Circuits A LA CARTE et en groupe ; tours INSOLITES
● Renseignements pratiques.

Recevez notre brochure contre 7,50 F en timbres.
PACIFIC HOLIDAYS : 45.41.52.58
34, av. Général-Ledoux, 75014 Paris - M^o Mouton-Duvernet

LES ENSEIGNANTS AMATEURS D'APPLE CHOISSISSENT LES - 35 % D'INTERNATIONAL COMPUTER INUTILE DE GASPILLER SON

Un Macintosh Plus
14.990 F TTC*

Offre exclusivement réservée aux
établissements d'enseignement
et aux enseignants



**INTERNATIONAL
COMPUTER**
La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4^e • 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6^e • 91.37.25.03

LIQUIDATION TOTALE
AVANT TRAVAUX
DES STOCKS DE PRÊT-A-PORTER MASCULIN
DE GRANDES MARQUES SIGNÉES
STEPHANE MEN'S discount de luxe
130, bd Saint-Germain - Métro et parking ODÉON
du mardi au samedi de 12 heures à 19 h 30